

# MAMADOU TOURÉ

Ministre de la Promotion de la Jeunesse de l'Insertion Professionnelle et du Service Civique  
Minister of Youth Promotion, Professional Integration and Civic Service

**Nos jeunes doivent comprendre que l'État ivoirien ne les abandonnera jamais**  
**The government will never abandon the young people**



TOURISME ET JEUNESSE : **une combinaison gagnante**  
TOURISM AND YOUTH: **a promising combination**

ARDCI : **Une approche décentralisée pour l'insertion des jeunes**  
ARDCI: **A decentralized approach for young people integration policy**

Le **TROPHÉE**  
de la **JEUNESSE**





RÉPUBLIQUE DE CÔTE D'IVOIRE

Union - Discipline - Travail



## Soutenir l'Entrepreneuriat et Créer des Emplois pour un Développement Territorial Inclusif !

NOS BUREAUX DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE RÉGIONAL

📍 Abidjan  
📍 Yamoussoukro  
📍 Bouaké

📍 Korhogo  
📍 Abengourou  
📍 Bondoukou

📍 Daloa  
📍 Man  
📍 San-Pédro



Abidjan, Adjamé Indénié,  
en face de Fraternité Matin  
01 BP 2941 Abidjan 01



+225 25 20 00 12 28  
+225 25 20 00 18 38



[www.cipme.ci](http://www.cipme.ci)



# YES, WE *have our* CAN!

Par **Mariam FADIGA FOFANA**,  
Secrétaire exécutif du CCESP

**B**eaucoup d'émotions dans ce mot.. Et pour cause.  
D'abord les 10 ans du CCESP !

Il y a, en effet, 10 ans que le CCESP, dans sa nouvelle mouture, a été actée.

Le chiffre **10** est particulièrement riche sur le plan symbolique. Il marque la fin de la série décimale: il est l'aboutissement, la complétude. Il représente le maximum, le compte rond, la meilleure note. C'est donc le chiffre de l'accomplissement et du retour à l'unité.

Mais le chiffre 10 marque aussi le commencement d'une nouvelle série; il porte en lui la dynamique des cycles. En tant que **5+5**, il est à la fois évolution et involution. Puis révolution.

Par suite, **10** est composé du **0** et du **1**, deux chiffres qui forment le premier « couple cosmique » :

- Le **zéro** est la source de tout, l'intention divine, la volonté créatrice qui précède la manifestation
- Le **un** représente le monde créé, déployé, manifesté: le Tout harmonieux et cohérent.

On retrouve ici les deux aspects fondamentaux de l'univers: *l'esprit et la matière*. Ainsi le chiffre 10 exprime autant *l'unité que la dualité*.

En réalité, le chiffre 10 réconcilie les deux énergies primordiales : à ce titre, il constitue peut-être l'aboutissement du chemin spirituel, la clé de compréhension du mystère cosmique et divin.

C'est pourquoi le CCESP a fait sa mue.

En mettant en place des mécanismes de veille, d'information, de médiation, d'arbitrage et de décision, pour une économie performante.

En contribuant à fluidifier l'environnement des affaires, à animer le Dialogue Etat Secteur Privé, et maintenant, à promouvoir le Dialogue Public Privé au niveau local, au sein des grands pôles économiques régionaux de notre pays.

En consolidant le vivre ensemble dans nos différences pour nous enrichir mutuellement et économiquement.

Puis, il y a eu la fête des 10 ans. La JNP 2023.

Les 06 et 07 novembre 2023 à Abidjan (au Sofitel Hôtel Ivoire). Une fête à **4856 participants en présentiel et 12.902 sur les plateformes en ligne**. Prétexte trouvé, « **La Responsabilité Sociétale des Entreprises pour une Côte d'Ivoire Solidaire : Quel Partenariat Etat-Secteur Privé ?** ».

Pour coconstruire un modèle RSE adapté au contexte national, alliant la recherche de profit pour les entreprises et un fort impact sur les communautés au regard des ODD et des Objectifs sociaux, économiques et environnementaux du gouvernement.

**Alors, comment ne pas remercier l'Etat....**

A commencer par le Premier Ministre, Président du Conseil de Concertation, parrain de l'activité, qui aura donné son onction. Puis au Ministre des Finances et du Budget, Président du Comité Technique de Concertation (CTC), Président de la JNP 2023. Ensuite, le Ministre en charge de l'Industrie, vice-président du CTC. Sans oublier les autres membres du gouvernement qui ont effectué le déplacement.

**Puis le Secteur Privé ...**

La CGECl, la FIPME, l'APBEFCI, la Chambre de Commerce

et d'Industrie, la Chambre Nationale des Métiers et la Chambre d'Agriculture... sont venus jouer leur partition dans cette symphonie pour une économie performante!

**Comment ne pas exprimer ma gratitude à l'UEMOA...**

Le Bénin, le Burkina, la Guinée Bissau, le Togo..., avec à leur tête le commissaire de la Côte d'Ivoire pour l'UEMOA, ont tenu à communier avec nous dans cette désormais messe...

**Et à tous les partenaires et à tous les acteurs...**

Qui ont pris d'assaut l'espace B2G, les ateliers thématiques, les panels, afin de marquer leur intérêt à développer notre pays dans une logique de création de richesses ....

**Comment passer sous silence la présence des lauréats des prix du partenariat et des prix spéciaux, ainsi que les lauréats de l'édition 2021**

Des prix mérités.... La reconnaissance de la nation et l'espérance pour un avenir radieux pour notre Côte d'Ivoire.

**Puis-je enfin me permettre de passer sous silence les efforts de toutes les équipes ...**

Qui auront permis la réalisation de ce rêve ... l'aventure continue... Merci, expression de la gratitude. Encore faut-il savoir le dire pour que se manifeste le sésame de la reconnaissance qui réjouit tout autant celui qui donne que celui qui reçoit.

**Donc Merci à tous et à chacun .... Tout simplement !**

L'après JNP, est également une affaire de demande de pardon !

D'un point de vue étymologique, **le pardon** provient du latin « *perdonare* » et désigne l'action de « *donner complètement* ».

« *Demander pardon est un acte en deux mouvements* » :

- Le premier mouvement est **centré sur soi** : « *Je regrette mes actes, mes paroles...* ». Il peut être motivé par un besoin de paix intérieure, une culpabilité ;
- Le deuxième est **centré sur l'autre** : « *Je voudrais que tu me pardonnes la souffrance que tu as ressenti de mon fait* ». C'est un besoin de paix relationnelle.

Pardon donc pour les ratés, les insuffisances, les limites, les écarts....

**Pardon à tous et à chacun... Tout simplement !**

Nous tâcherons de mieux faire la prochaine fois !

Enfin, il y a eu la CAN. Cette CAN 2023. Notre CAN. CAN de la foi. Du Sacrifice. Par nos légions remplies de vaillance.

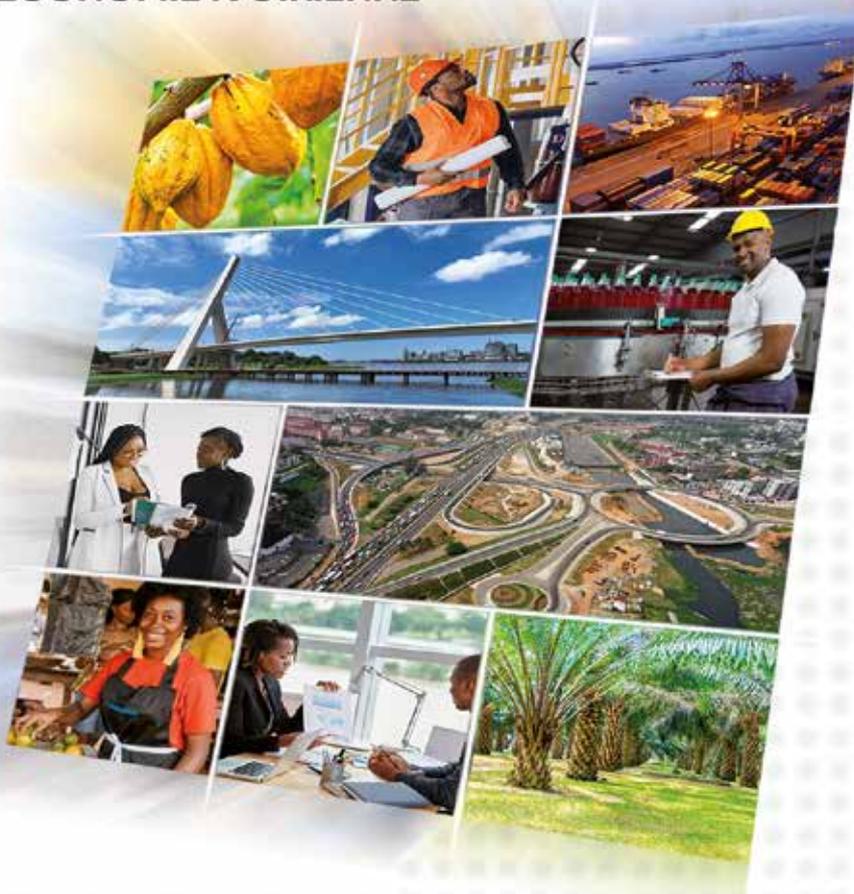
Et ils l'ont fait. Nos jeunes. Admirablement. Fièremment. Qui ont répondu à l'appel du pays. Pour les Ivoiriens. Honneur à vous. Comme quoi, le dialogue, donne toujours des fruits. Les meilleurs. Comment alors ne pas souhaiter que ce dialogue reparte du bon pied, avec des vœux de réussite, de bonheur et de santé à tous les acteurs, et une fructueuse et féconde année 2024 pour l'économie ivoirienne ?

TWINS 28 en plante déjà le décor !

Merci de l'accueil que vous lui réserverez !



## ACCROÎTRE LES INVESTISSEMENTS POUR UNE TRANSFORMATION STRUCTURELLE DE L'ÉCONOMIE IVOIRIENNE



- Digitalisation de l'économie par la dématérialisation des procédures administratives ;
- Mise en place des mécanismes d'attraction des investissements et l'inclusion financière numérique ;
- Accès au financement pour le développement d'activités à valeur ajoutée ;
- Amélioration des dispositifs d'appuis industriels ;
- Facilitation de l'accès aux marchés nationaux et d'exportation ;
- Une meilleure insertion à l'économie des pme et des populations rurales ;
- Levée des obstacles au développement de l'entrepreneuriat féminin et à la formalisation de leurs activités économiques ;
- Transition écologique vers une croissance verte.



**CHAMPIONS**  
**CHAMPIONS** ★★ ★





# *...Barrissements à Baby*

*Par Charles ZOKO SEBE  
zokosebe@gmail.com*



**Barrissements...**

*Sur fond de danse  
Bal de l'inspiration  
Danse de concentration  
Danse de concertation  
Bal de l'expiation  
Sur fond de transe*

**Barrissements...**

*Décor d'optimisme  
À bas le pessimisme  
Dentelle d'élégance  
Sans extravagance*

**Barrissements...**

*Tout à coup  
Par à coup  
De gueule sans coup  
De grâce avec coup  
Ils ont réussi le coup*

**Barrissements...**

*Ce coup de marteau  
Sans taper poteau  
Desserrer l'étau  
Sans Eto'o  
Direction Plateau  
Pour livrer le gâteau*

**A Baby...**

*Jeunesse en liesse  
Peuple en ivresse  
Tenue la promesse  
Dans l'allégresse  
Devant la prouesse  
Disons la messe*

**Barrissements...**

*Folie de CAN  
Envie de CAN  
Sucre à canne  
Pêche à canne  
Sans les cannes  
Comme à Cannes*

**Barrissements...**

*Fruit de foi  
Désormais Roi  
Pour dire la loi*

**Barrissements...**

*Troisième Sirius  
Sueur de radius  
Haut celsius*

**Barrissements...**

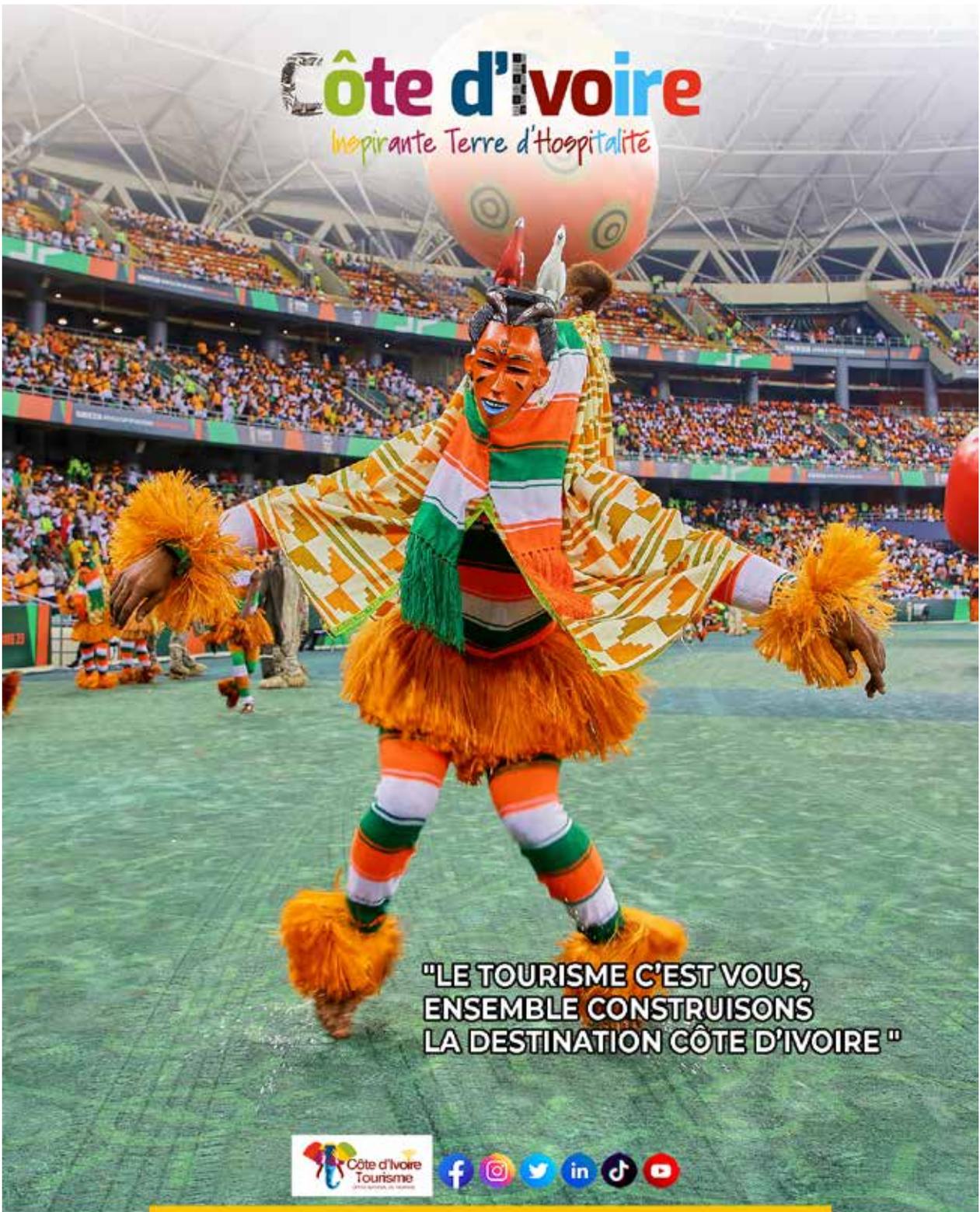
*Haut les cœurs  
Hélas à contrecœur  
Mais sans rancœurs  
Et en chœur*

*Merci là-bas.*



# côte d'ivoire

Inspirante Terre d'Hospitalité



**"LE TOURISME C'EST VOUS,  
ENSEMBLE CONSTRUONS  
LA DESTINATION CÔTE D'IVOIRE "**



Immeuble Ex-EECI, Plateau Place de la République  
01 BP 8538 Abidjan 01 / Tel: (+225) 27 20 25 16 00 / Fax: (+225) 27 20 32 03 88

[www.tourismecotedivoire.ci](http://www.tourismecotedivoire.ci)

P.3	MOT DE LA DIRECTRICE DE PUBLICATION
P.5	CAN 2023
P.10	SOMMAIRE
P.12	EDITORIAL
P.15	ACTU
P.35	EVENT
P.50	A LA UNE
P.72	ENTREPRENEURIAT
P.76	PARTENAIRE
P.85	GRAND ANGLE
P.88	TOUT SUR
P.98	ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES
P.102	SANTÉ DE L'ECONOMIE
P.108	JNP

**PARTENAIRE**

**Anderson N'DA**, Directeur des Programmes et du Renforcement des Capacités-Côte d'Ivoire PME

« CÔTE D'IVOIRE PME TRAVAILLE À MATÉRIALISER LES AMBITIONS DU GOUVERNEMENT EN FAVEUR DE LA JEUNESSE »

**ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES**

**Industrie de la création**

« LA CÔTE D'IVOIRE AUX PREMIÈRES LOGES À TRAVERS LE SICA »

**À LA UNE**

**Mamadou Touré**, Ministre de la Promotion de la Jeunesse de l'Insertion Professionnelle et du Service Civique

« DÈS SON ACCESSION À LA TÊTE DU PAYS, LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE A MIS LES JEUNES AU CŒUR DES PRIORITÉS DU GOUVERNEMENT, POUR EN FAIRE DES ACTEURS DE PREMIER ORDRE, DE LA CONSTRUCTION DE LA CÔTE D'IVOIRE SOLIDAIRE ET PROSPÈRE »

**SANTÉ DE L'ÉCONOMIE**

**Ressources minières**

UNE MINE SOUTERRAINE D'OR BIENTÔT OUVERTE EN CÔTE D'IVOIRE

P.11	FOREWORD
P.13	EDITORIAL
P.24	NEWS
P.62	NEWS
P.75	ENTREPRENEURSHIP
P.80	PARTNERSHIP
P.86	SPOTLIGHT
P.92	ALL ABOUT
P.100	BUSINESS ENVIRONMENT
P.107	ECONOMIC HEALTH



**Mamadou Touré**, Minister of Youth Promotion, Professional Integration and Civic Service

“EVER SINCE HIS ACCESSION TO THE POWER, YOUNG PEOPLE CONCERNS HAVE BEEN THE GOVERNMENT’S TOP PRIORITIES, MAKING THEM THE MAIN ACTORS OF THE COUNTRY DEVELOPMENT”



#### **PARTNERSHIP**

**Anderson N'DA**, head of the Capacity Building Programs of Côte d'Ivoire SME

“CÔTE D'IVOIRE PME” IS A STATE-OWNED COMPANY WHICH AIMS AT STRENGTHENING SMES COMPETITIVENESS AND CREATING SUSTAINABLE JOBS FOR YOUNG PEOPLE AND WOMEN”



#### **BUSINESS ENVIRONMENT**

The industry of creation

“CÔTE D'IVOIRE IS THE LEADER WITH SICA”



#### **ECONOMIC HEALTH**

Mining resources

AN UNDERGROUND GOLD MINE IS OPENING IN CÔTE D'IVOIRE



## « Gbairai » dans « Gbêlé »

Par Charles ZOKO SÉBÉ

Rédacteur en Chef / zokosebe@gmail.com

Le « *gbairai* » est un ragot, un potin ou un commérage, issu de la langue nouchi, français populaire en Côte d'Ivoire. Né à l'origine chez les jeunes loubards (noussis ou nouchis) d'Abidjan à la fin des années 1970, le nouchi est devenu, trois décennies plus tard, l'un des symboles de l'identité culturelle ivoirienne.

Le « *gbêlé* » ou « *koutoukou* » est, quant à lui, un spiritueux produit et consommé dans notre pays et est obtenu grâce à la distillation de bourgeons de feuilles de palmiers, comme le palmier à huile, le raphia ou le rônier.

Chez le consommateur, cette eau de vie ravive l'hystérie, délie la langue et laisse échapper des frustrations qu'il n'aurait jamais confiées s'il avait été lucide. Frustrations enfouies dans sa chair, dans son corps et dans son esprit, qu'il ne peut pas toujours assumer, de peur de subir des repréailles officielles ou officieuses de quelque instance supérieure. Il en profite donc pour dire ce qu'il n'aurait pas pu dire (sait-on jamais) en d'autres lieux.

Echos d'un « *gbairai* » dans un « *gbêlédrome* » (lieu de consommation du *gbêlé*) à la faveur d'une incursion dans cet endroit hautement apprécié par une jeunesse à la recherche de son identité.

**« Les gangabas du bobab ont gbabé que ya 365 milliards déjà calés pour les bambinos du djassa. Mais zéro jeton jusqu'à présent. Trop de vaouann sur nos gammes. Il paraît que les kankörösogui du baobab ont mis feu dans tout le kpétai. Toujours les dobi dans nos kpoka. Mais c'est les ghabéman flôkô. »**

Traduction (pour garantir ma propre sécurité) : « Le gouvernement a annoncé 365 milliards au profit de la jeunesse. Aucune trace de cette manne et aucun changement significatif dans nos conditions de vie. Toujours les mêmes discours. »

**Et pourtant...**

Le PJ-GOUV, élaboré sur la base du

PND 2021-2025 et de la feuille de route 2023 du gouvernement, est articulé autour de l'accélération de la formation, de l'insertion professionnelle et de la promotion de l'entrepreneuriat des jeunes; du renforcement de l'engagement citoyen et de l'éthique sociale de la jeunesse; et de l'amélioration des conditions d'épanouissement et de bien-être des jeunes.

**De fait...**

Le mot « jeunesse », découlant du terme latin *juvénis*, pourrait se définir comme étant une transition, un état d'esprit, une dimension d'évolution (Pierre Bourdieu) et désigne un groupe social dont les membres ont entre 15 et 24 ans inclus (Nations Unies).

**Seulement voilà...**

Notre jeunesse est confrontée à une « crise des valeurs » et à une perte de repères. Les jeunes ont, en effet, perdu leurs repères devant l'inexistence de valeurs reconnues, promues et partagées par toutes les composantes de la société. L'absence de modèles, la dévalorisation de l'effort des jeunes, la promotion des médiocres, font que les jeunes s'identifient à des valeurs étrangères, sans consistance, véhiculées dans les TIC et les médias.

À ceci s'ajoute la démission des familles et la crise de l'éducation.

Sans oublier le broutage, cette forme de cybercriminalité dont la jeunesse ivoirienne s'est faite une spécialité et qui a récemment fait une bien curieuse publicité à notre pays.

**C'est pourquoi...**

La jeunesse constitue un maillon déterminant dans le paradigme du progrès de la Côte d'Ivoire. Mais il ne faut surtout pas oublier que c'est aussi une grande menace dont nous sous-estimons très souvent les inconvénients. Car « *c'est une force qui peut être*

*explosive et émancipatrice, mais aussi ravageuse et destructrice quand elle est rejetée et ghettoïsée.* (s. hessel, e. morin) » .

La jeunesse n'est donc pas uniquement synonyme d'exclusion, d'impossibilité, d'émasculatation, de dénigrement et de futilité. Elle est également une source constante de créativité, d'ingéniosité, de possibilités, de développement personnel. Une voie vers des avenir alternatifs qui restent à imaginer.

**Pour ce faire...**

Animés par une conception polycentrique de l'existence, les jeunes doivent construire leur vie, leur identité et leur système de valeurs autour de plusieurs sphères au sein desquelles la formation et le travail doivent avoir une place centrale. Il est donc impérieux de leur permettre d'apprendre à pêcher que de recevoir tout le temps du poisson.

**« Jeunesse laborieuse vieille savoureuse Jeunesse savoureuse, vieille laborieuse Jeunesse paresseuse, vieille pouilleuse »**

Semble dire et prédire, à l'endroit de notre jeunesse, l'inusable TOURE Mamadou, Ministre en charge de la jeunesse et du service civique. Homme de mission. Homme de terrain.

**« Jeunesse sans vision, vieille sans mission**

**Jeunesse sans pères, vieille sans repères Jeunesse sans formation, vieille sans transformation »**

Semblent rétorquer les jeunes, une fois disparus, les effets du « *gbêlé* ». Et en toute lucidité.

TWINS 28, en mode « *Gbairai* », sur tout ce qui est fait en faveur de notre jeunesse.

Bon « *Gbairai* », mais cette fois, sans « *gbêlé* » et à la « *redjôjure* ».

**Pour ne pas dire...**

Bonne lecture et à très bientôt.

By Charles ZOKO SEBE,  
Chief editor / zokosebe@gmail.com

## A “Gbairai” after a cup of “Gbêlé”

“*gbairai*” means gossip. It is “Nouchi” term which is local language deriving from a mixture of local ethnic group language and the French one and initially spoken by urban poor social class in Ivory Coast. As for the word “*gbêlé*” or “*koutoukou*”, it is a local alcohol which causes hysteria, loosens the tongue and lets out frustrations that one would have never been possible to express.

*“The government has announced 365 billion for the benefit of youth. We don’t see this money and there is no significant change in our living conditions. Always the same speeches.”*

### *And yet...*

The PJ-GOUV, developed on the basis of the PND 2021-2025, is structured around the acceleration of training, professional integration and the promotion of youth entrepreneurship; strengthening the civic engagement and social ethics of youth; and improving the conditions for the development and well-being of young people

### *But, it is a fact that ...*

...our young people are facing a “crisis of values”. The absence of models, the devaluation of the efforts of young people, the promotion of mediocre people, have made young adopt

foreign values which are promoted ICTs, television shows, novellas and newspapers, etc. In addition, parents have given up their responsibilities and the different crises in the education system and the development of cyber criminality have worsened the situation.

### *One should bear in mind that...*

Young people remain an important factor of the country development policy. But they can also be a major threat which impacts are very often underestimated. Talking about youth, S. Hessel and E. Morin said that “It is a force that can be explosive and emancipatory, but also devastating and destructive when it is rejected and ghettoized.”

### *In this perspective ...*

Young people must build their lives, their identity and their system of values based on training and hard work. It is therefore imperative to allow them to learn to fish rather than fishing for them.

TWINS 28, based on “*Gbairai*” voice is focusing on initiatives for young people.

Enjoy your reading and see you soon

# Twins

BIMESTRIEL GRATUIT ÉDITÉ PAR  
Le Comité de Concertation  
État-Secteur Privé

**DIRECTEUR DE PUBLICATION** : Mme Mariam FADIGA FOFANA

**RÉDACTEUR EN CHEF** : Charles ZOKO SÉBÉ

**RÉDACTEUR EN CHEF ADJOINT** : Georges COPRÉ

**RÉDACTEUR EN CHEF TECHNIQUE** : Hervé KOUTOUAN

**SECRÉTARIAT DE LA RÉDACTION** : Ébenisaire N'CHO

**RÉDACTION** : Patrice BAN / Serge SÉKÉ / Ismaël COULIBALY / Yacouba CISSÉ / Souleymane SANGARÉ / Kadiata FADIKA / Israël KOFFI / Ashley KIKUNDA / WANOGO Koné Pefoungo / Inza FOFANA / Khadija ZOKO SEBE

**TRADUCTION** : Dr Yssouf TOURÉ

**RÉVISION** : F. E. Christopher

**COLLABORATION** : Mme Mariama Diarra Bakayoko / YEO Tchawa épse BOLI / Souleymane OULAÏ / Mory FADIGA / COMBARY Bendia Jean

**RÉGIE / ÉDITION** : Abm Consult

**Email** : info@abm-consult.com,

**Site web** : www.abm-consult.com

**Contact** : + 225 22 44 50 42 - Fax : +225 22 44 11 31

**INFOGRAPHIE** : Le SAG

**Dépôt légal** : N° 11407 du 18 août 2014

**TIRAGE** : 5 000 exemplaires



# CNPS Innovation

**Déclarez votre personnel domestique en ligne !**

Activez votre compte **“Employeur de personnel domestique”** sur [e.cnps.ci](http://e.cnps.ci) pour effectuer toutes vos opérations de **déclaration, paiement des cotisations sociales et cessation** de votre personnel domestique (aide ménagère, nounou, chauffeur, gardien, cuisinier, jardinier ...) sans vous déplacer.

Plus d'information en agence,  
au 2720252100 ou sur [info@cnps.ci](mailto:info@cnps.ci)



**La CNPS, votre partenaire pour la vie.**

## PRODUITS VIVRIERS : LE GOUVERNEMENT INTERDIT L'EXPORTATION PENDANT 6 MOIS



Les produits vivriers ivoiriens ne quitteront pas le territoire du pays sur une période de 6 mois. C'est ce qu'indique un communiqué officiel datant du 15 janvier 2024, et conjointement signé par trois ministères ivoiriens, à savoir le ministère du Commerce et de l'Industrie, du ministère d'État, ministère de l'Agriculture, du Développement rural et des Productions vivrières et du ministère du Budget et des Finances. Cette décision des autorités ivoiriennes interdisant l'exportation de produits vivriers a été prise afin de garantir la sécurité alimentaire des populations, explique la note. « (...) conformément au décret no 2022-168 du 9 mars 2022 instituant une autorisation préalable à l'exportation de tout produit vivrier, l'exportation des produits vivriers est suspendue pour une période de six mois, à compter de la date de signature du présent avis », a précisé le communiqué. Des sanctions sont prévues en cas de non-respect. La suspension concerne divers produits dont le manioc, l'igname, le maïs, le riz, la banane plantain etc.

## ANNEXE FISCALE 2024 : LES PME PLAIDENT POUR LA SUPPRESSION DES MINIMA DE PERCEPTION

Le Cabinet d'expertise Hili Conseil a présenté les nouvelles dispositions de l'annexe fiscale à la loi des Finances 2024 au secteur privé et au grand public, le 12 janvier 2024, à son siège à Abidjan-Cocody. L'objectif, selon les responsables du Cabinet, était d'exposer ces nouvelles dispositions de l'annexe fiscale 2024 et de recueillir les différentes préoccupations. Le président de la Fédération ivoirienne des petites et moyennes entreprises (Fipme), Dr Ouattara Kanigui Hyacinthe, a salué les mesures qui permettront aux entreprises d'opter pour le régime du bénéfice réel

simplifié, quels que soient leurs chiffres d'affaires. Cependant, il a plaidé pour la suppression des minima de perception, patente et Bénéfices industriels et commerciaux (Bic) inclus. « C'est vrai que certaines mesures ont été prises en notre faveur, mais l'essentiel de ce que nous avons demandé à l'administration n'a pas été fait. Nous, entreprises de Côte d'Ivoire, avons décidé d'accompagner l'Etat sur beaucoup de choses, notamment la revalorisation de plusieurs éléments, tel le Smig qui ont favorisé l'augmentation des salaires de nos employés. Nous avons déjà subi une première augmentation

de l'électricité il y a juste six mois (en juillet 2023). Depuis janvier 2024, nous subissons encore une autre augmentation du coût de l'électricité à 10%, nous venons de constater dans l'annexe fiscale l'introduction de la Tva de 18% dans le transport, etc. Malheureusement, l'Etat n'a pas pris les mesures idoines pour nous permettre d'absorber toutes ces nouvelles charges qui viennent se greffer aux précédentes », a laissé entendre le président de la Fipme. Pour lui, il ne s'agit pas d'être exonéré des impôts, mais souhaite que l'Etat permette aux PME de payer selon leur capacité réelle.



# CARTES COLLECTOR PRÉPAYÉES BNI

# Atwaba!

## À vous de jouer la carte de vos transactions.

Prunni V-5835/CSP/D/23



Rendez-vous vite en agence ou appelez le **27 20 30 30 30**

[www.bni.ci](http://www.bni.ci)



*Financer pour développer*



## ENERGIE EN CÔTE D'IVOIRE : LE COÛT DE L'ÉLECTRICITÉ AUGMENTE DE 10%

**L**e ministre des Mines, de l'Énergie et du Pétrole, Mamadou Sangafowa-Coulibaly, a annoncé un nouveau renchérissement tarifaire de 10% du prix de l'électricité en Côte d'Ivoire, pour tous les abonnés, le mardi 26 décembre 2023. Après une première en juillet 2023, qui a concerné les professionnels, et les particuliers dont l'abonnement atteint ou dépasse 15 ampères (tarif augmenté de 10%), et ceux qui utilisent la moyenne tension et la haute tension (tarif augmenté de 15%). Cette mesure a touché 11 % des utilisateurs, soit 412 000 abonnés sur un total de plus de 3 millions. L'État avait justifié la nécessité de cette augmentation par la « perte d'exploitation du secteur estimé à 161 milliards ». L'ajustement des tarifs devrait donc permettre à notre pays de réduire la perte d'exploitation du secteur de 76 milliards de francs CFA, soit 115 millions d'euros. « Il a finalement été décidé d'augmenter de 9,6 % les tarifs de l'électricité pour une catégorie de consommateurs afin de « sauver un secteur dont l'équilibre financier devient de plus en plus précaire », avait expliqué Mamadou Sangafowa Coulibaly, le 8 juin 2023. Cette fois, cet autre ajustement à la hausse du prix de l'électricité en application depuis le 1er janvier 2024 touche tous les abonnés de la Compagnie ivoirienne d'électricité (ménages, industriels et administration), soit environ 3,9 millions de consommateurs. Cette nouvelle



augmentation du coût de l'énergie est ressentie sur les factures des abonnés comme suit : les prépayés à partir du 1er janvier, les industriels à la fin du mois de janvier 2024 et domestiques en régime post payé, pour le Groupe de Facturation (GF1) (facture de janvier et février 2024), en mars 2024, les domestiques en régime post payé, pour le Groupe de Facturation (GF2) (factures de février et mars 2024), avril 2024. Mamadou Sangafowa-Coulibaly a donné les raisons fondamentales de cette hausse du prix de l'énergie. Selon lui, le maintien des tarifs actuels conduira à la dégradation de la qualité du service, à une menace sur la sécurité d'alimentation en électricité de la Côte d'Ivoire et à la réduction des possibilités d'accès à l'électricité pour les populations non encore desservies. « (...) l'application des tarifs actuels ne génère

pas suffisamment de ressources pour couvrir toutes les dépenses du secteur de l'électricité provoquant ainsi un déficit financier croissant », a-t-il ajouté. Avant d'inviter les Ivoiriens à mettre en œuvre les mesures d'économie d'énergie afin de réduire leur consommation d'énergie et ainsi payer des factures d'électricité plus faibles, promettant que les prix des produits de grande consommation seront contrôlés. De son côté, le président Alassane Ouattara s'est prononcé sur l'augmentation de 10 % du coût de l'électricité, lors du Conseil des ministres du jeudi 4 janvier 2024. Alassane Ouattara a indiqué que l'augmentation était « une nécessité pour maintenir la quantité et la qualité de l'électricité produite » dans notre pays. Pour lui, il faut se féliciter qu'en dépit de cette hausse, la Côte d'Ivoire reste l'un des pays où le prix au kilowattheure est le plus bas et les coupures d'électricité sont les plus faibles sur le continent. « Nous devons être fiers de ce que nous avons accompli dans ce domaine, avec un taux de couverture à près de 90%. C'est une performance à saluer », a-t-il soutenu. Notons que la Côte d'Ivoire fournit de l'électricité à plusieurs pays ouest-africains, notamment le Ghana, le Mali, le Bénin, le Burkina Faso, la Guinée, le Liberia et la Sierra Leone. Le pays dispose à ce jour de 2 230 MW dont 69 % proviennent des centrales thermiques. L'objectif est d'atteindre 5 000 MW, soit plus du double, en 2030.

## ORDRE DES EXPERTS-COMPTABLES :

### PASCALE GUÉI-ECARÉ AUX COMMANDES

**U**n vent nouveau souffle sur la présidence de l'Ordre des experts-comptables de Côte d'Ivoire. Pascale Guéi-Ecaré remplace à la tête de cet ordre Koné Drissa, après six ans de leadership ordinal. C'était le mardi 16 janvier 2024 au siège de l'Ordre à Abidjan-Plateau. Pascale Guéi-Ecaré, première femme présidente, a réitéré sa volonté d'associer tous les experts-comptables de Côte d'Ivoire à la gestion de l'Ordre. Elle entend consulter ses paires pour constituer les différentes commissions et comités spécialisés. La cérémonie de passation des charges s'est déroulée en présence de Francis Kouadio Aman, suppléant du commissaire du gouvernement auprès de l'Ordre des experts-comptables, par ailleurs conseiller technique au ministère des Finances et du Budget. L'Ordre des experts-comptables compte 250 membres avec 134 cabinets d'expertise.



**VERSUS BANK**

La banque de **référence** engagée au service de **l'économie Ivoirienne !**



Notre expertise fait la différence !

   | [versusbank.ci](https://www.versusbank.ci)

## EVALUATION DES POLITIQUES PUBLIQUES : UNE QUARANTAINE DE FONCTIONNAIRES EN FORMATION

Le ministre de l'Économie, du Plan et du Développement, Nialé Kaba, a lancé la formation en évaluation des politiques publiques, destinée aux fonctionnaires et professionnels de la fonction publique, le lundi 15 janvier 2024 à l'École Nationale Supérieure de Statistique et d'Économie Appliquée d'Abidjan (Ensea) à Abidjan-Cocody. Selon Nialé Kaba, l'objectif est de former une quarantaine de participants par an aux concepts clés de l'évaluation d'impact rigoureuse, tout en transmettant une culture de la preuve dans la conception et la mise en œuvre des politiques de développement. Selon elle,

la formation permettra à notre pays de disposer d'expertises nationales en matière d'évaluation d'impact des politiques publiques. « Vous bénéficierez tout au long de votre parcours de tout l'appui et de l'accompagnement nécessaires pour atteindre les objectifs fixés », a rassuré le directeur de l'Ensea, Hugues Kouadio s'adressant aux bénéficiaires. Cette formation est l'aboutissement du partenariat stratégique entre l'État de Côte d'Ivoire, l'Agence Française de Développement (AFD), le laboratoire J-PAL et l'Ensea. Elle est financée à hauteur de 391 millions FCFA par l'AFD.



Photo de famille des participants.

## INVESTIR AU CAMEROUN : L'AGENCE DE PROMOTION DES INVESTISSEMENTS PRÉSENTE LES OPPORTUNITÉS À DES INVESTISSEURS

L'Agence de promotion des Investissements (Api) du Cameroun, l'Ambassade de ce pays en Côte d'Ivoire et la Fédération Camerounaise de Football (Fecafoot) ont organisé la Journée Économique du Cameroun, lors de la 34e édition de la Coupe d'Afrique des Nations de football (Can 2023), le mercredi 17 janvier 2024, à Abidjan. C'était sous le thème : « Investir au Cameroun, terre d'opportunités ». L'Api et ses partenaires ont saisi l'occasion pour présenter les opportunités d'investissement en terre camerounaise. La destination Cameroun a été vendue à la fois aux investisseurs ivoiriens, étrangers, à la diaspora Camerounaise ainsi qu'aux touristes présents dans la capitale économique ivoirienne. Plusieurs secteurs économiques ont été mis en avant, à savoir l'agro-Industrie, l'énergie, l'économie numérique, les mines, les hydrocarbures, l'agro-alimentaire et des infrastructures de loisirs ainsi que d'équipements sportifs. S.E Marie Yvette Koloko, l'ambassadeur du Cameroun en Côte d'Ivoire, a participé à cette activité. Rappelons que l'Api est une institution administrative publique dotée de la personnalité juridique et de l'autonomie financière. Elle est basée à Yaoundé et a une antenne régionale à



S.E Marie Yvette Koloko, ambassadeur du Cameroun en Côte d'Ivoire.

Douala. L'Api est placée sous la tutelle technique du Secrétariat Général de la Présidence de la République du Cameroun et sous la tutelle financière du ministère des Finances.



CHAMBRES D'AGRICULTURE  
DE CÔTE D'IVOIRE

# L'INTERLOCUTEUR PRIVILÉGIÉ DU MONDE RURAL

**Au coeur du développement Rural,**  
la Chambre d'Agriculture s'engage  
pleinement dans la défense des intérêts  
des agriculteurs, le renforcement des  
pratiques durables, la promotion de  
l'accès aux marchés et la formation  
pour une agriculture innovante.



📍 11 Avenue Lamblin Abidjan Plateau, 📧 01 BP 1291 ABIDJAN 01

☎ Tél. : 225 27 20 333 000 - Fax : +225 27 20 329 220 🌐 [www.chambragri.ci](http://www.chambragri.ci)

✉ [canci@chambragri.ci](mailto:canci@chambragri.ci) • [sercomchambragri.ci@gmail.com](mailto:sercomchambragri.ci@gmail.com)

## TAUX DE CROISSANCE : LA CÔTE D'IVOIRE ENVISAGE UNE PROJECTION DE 7% DE MOYENNE SUR LA PÉRIODE 2023-2025

Lors d'une cérémonie de présentation de vœux de nouvel an, le lundi 15 janvier 2024 à Abidjan-Plateau, devant les principaux acteurs du monde académique, les présidents des autorités de régulation, les directeurs généraux, les présidents du conseil d'administration d'entreprises publiques et para publiques, les représentants du secteur privé et de la société civile, le président Alassane Ouattara a annoncé une projection de 7% en moyenne pour la Côte d'Ivoire sur la période 2023-2025. Le président Ouattara a indiqué que le pays a enregistré un taux de croissance de 6,5% en 2022, représentant le double du taux de croissance moyen pour le continent africain. Alassane Ouattara a confié que le gouvernement poursuivra la transformation structurelle de l'économie ivoirienne avec un rôle

important destiné au secteur privé. Ces réformes structurelles comprennent le renforcement de la protection sociale pour les ménages en général et la promotion d'une croissance inclusive sous la conduite du secteur privé. A cela, il ajoute l'accélération des investissements

dans de nombreux secteurs tels que le numérique et les transports et l'exploitation des secteurs pétrolier et gazier. M. Ouattara a également promis faire de ses priorités la promotion des champions nationaux.



## DÉVELOPPEMENT DURABLE : LE CEP FAIT SA RENTRÉE SOLENNELLE À ABIDJAN



Le mardi 9 janvier 2024, le Centre d'Etudes Prospectives (CEP) a effectué sa rentrée solennelle à Abidjan en présence de plusieurs personnalités dont le ministre Adama Diawara de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, le ministre de l'Enseignement technique et de la Formation professionnelle et de l'Apprentissage Koffi N'Guessan, le ministre Assahoré Konan Jacques de l'Environnement et du Développement durable, ainsi que l'ambassadrice de Suisse en Côte d'Ivoire. Le ministre Sidi Tiémoko Touré des Ressources Animales et Halieutiques, par ailleurs PCA du CEP, a indiqué qu'en seulement deux ans d'existence, le CEP représente désormais une force de transformation. Le Centre se présente comme l'un des Think tank avec lequel il faudra désormais compter dans l'univers de la recherche, l'analyse et le dialogue sur les enjeux africains et mondiaux. Surtout que ses initiatives ont eu un impact significatif sur les décideurs et ouvrent la voie

à des idées innovantes pour faire avancer la cause du continent en partenariat avec le monde. Pour le PCA du CEP, il est temps de construire une « Afrique qui n'est plus spectatrice, mais actrice de son destin ». C'est pourquoi, a insisté M. Touré, il faut « Réformer, refonder la prospective à l'africaine ». En termes de perspectives pour l'année 2024, le CEP entend organiser plusieurs activités majeures, notamment le Forum international du leadership et de la prospective (en avril), l'Université libérale d'Abidjan-ULA (2<sup>e</sup> édition septembre 2024), le Club prospective du CEP, l'Académie des futurs leaders (en avril), le Campus des agripreneurs (ouverture prévue à Bouaké), les Ateliers du CEP... Professeur Bangali N'Goran, Enseignant-Chercheur en Histoire des Relations internationales, a prononcé la leçon inaugurale de cette rentrée solennelle, placée sous le thème : « La gouvernance politique, sécuritaire et économique dans l'espace CEDEAO, quel rôle pour la Côte d'Ivoire ? ». Il estime que le pays devrait regagner son statut d'antan d'État stratège que d'État moraliste (actuellement). Au risque de « recul de l'influence ivoirienne au sein de la CEDEAO », a-t-il alerté. Après un an de cours en ligne, des auditeurs ivoiriens (une trentaine) de l'Université de Genève, Swiss UMEF University ont reçu leur diplôme de fin de formation en Master exécutif en leadership et gouvernance. Ils font partie de 500 étudiants du continent et de la diaspora qui ont participé à la formation 2022-2023. Près de 200 personnes ont assisté à cette cérémonie. Le CEP a été créé par 9 membres fondateurs, le 25 octobre 2021. C'est un think tank dédié à la promotion des politiques de développement. Sa mission est de catalyser le développement durable en Afrique à travers l'élaboration de politiques efficaces, la promotion et la prospective, etc.



Global Forum  
for Social and Solidarity  
Economy

Organisation mondiale de gouvernements locaux  
et de réseaux de la société civile

# Mme Aude Saldana, Secrétaire Générale du GSEF



## PRESENTATION DU GSEF

Le Global Forum for Social and Solidarity Economy (GSEF) est une organisation mondiale de gouvernements locaux et de réseaux de la société civile, locaux, nationaux, comme internationaux, née en 2013 à Séoul (Corée du Sud). Tous sont engagés dans la promotion des valeurs et des principes de l'Économie Sociale et Solidaire (ESS) en tant que moyen de parvenir à un développement local centré sur l'humain et responsable sur le plan environnemental.

Les membres du GSEF, présents dans 37 pays, représentent l'ESS sous ses diverses formes - entreprises sociales, coopératives, fondations, mutuelles, collectivités et groupes d'entraide - qui placent toutes l'individu avant les profits et font la démonstration d'une économie collective, viable et innovante.

Depuis sa création, le GSEF s'emploie à construire et à animer la dynamique mondiale pour la réalisation du potentiel de l'ESS vers un développement économique local durable sur les cinq continents. Si l'année 2022 a été favorable à la reconnaissance de l'ESS à l'échelle internationale, nationale et locale, le GSEF

doit poursuivre un plaidoyer fort visant à sensibiliser et promouvoir la mise en œuvre concrète de l'Économie Sociale et Solidaire.

## LES PRINCIPAUX DOMAINES

## D'INTERVENTION DU GSEF

Nous avons cinq (5) domaines d'action :

- Le plaidoyer à l'échelle internationale, nationale et locale
- L'appui au développement de réseaux d'acteurs publics/privés
- La formation et renforcement des capacités des territoires
- La recherche appliquée et publications
- La valorisation des initiatives et échange d'expériences

**Une équipe du GSEF s'est déplacée à Abidjan sur invitation de Mme Mariam Fadiga Fofana, Secrétaire Exécutive du CCESP pour l'édition 2023 de la Journée Nationale de Partenariat Etat/Secteur Privé, les 6 et 7 novembre.**

Cette visite organisée par M. Fabrice Adelphe Balou responsable du Pôle Jeunesse GSEF, récemment créé, intervient suite à la dynamique et la mobilisation depuis 5 ans dans le pays.

L'objectif de la visite était prendre part à la JNP et d'élaborer le développement d'actions conjointes GSEF-CCESP (Comité de Concertation Etat/Secteur Privé) dans la perspective d'un partenariat pour renforcer les dynamiques et le dialogue au sein des pôles économiques régionaux. Le déplacement a permis de mener un diagnostic de l'écosystème de l'ESS en Côte d'Ivoire.

## LA CONTRIBUTION DU GSEF À LA DYNAMIQUE DE PROMOTION DE L'ESS EN CÔTE D'IVOIRE,

Nombreuses actions ont été menées depuis 2018 :

- Soutien à la 1ère phase de l'initiative ABEWE (2020-2022). Initiative qui a permis de créer un outil (une plateforme digitale et physique) permettant de mettre en relation des acheteurs et les producteurs de l'ESS. Cet outil permet d'assurer l'accompagnement durable (structuration, développement de filière, finance sociale et solidaire, création de marché coopératif, etc...) des personnes vulnérables et /ou en situation d'extrême pauvreté.
- Appui à l'organisation du Forum des Jeunes Leaders sur l'ESS réalisé à Grand-bassam (juillet 2021) Événement thématique de plaidoyer qui a réuni, formé et mis en réseau 200 jeunes Acteurs de l'ESS, cadres territoriaux et élus locaux issus de 7

pays (Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Mali, Mauritanie, République Démocratique du Congo, Sénégal, France) et 16 régions (collectivités Ivoiriennes).

Suite au succès de la première édition de l'événement axé sur le partenariat entre entreprises sociales et collectivités territoriales pour l'atteinte des Objectifs de Développement Durable (ODD), une évaluation approfondie et une reconceptualisation ont été faites à la demande des parties prenantes. Ainsi, la deuxième édition de ce Forum, initié par l'Ong POJeT (Organisation membre du GSEF) et l'Assemblée des Régions et Districts de Côte d'Ivoire (ARDCI), prévue se tenir dans le dernier trimestre de l'année 2024, abordera le thème : « **Entrepreneuriat coopératif et innovation sociale : quelles politiques pour une insertion durable des jeunes dans les territoires ?** ». Il s'agira de questionner les politiques publiques en matière d'insertion socio-professionnelle des jeunes en vue de renforcer les initiatives Jeun'ESS existantes et de répondre aux aspirations de la nouvelle génération, dynamique et engagée pour une Afrique durable à l'horizon 2063.

- Soutien à la participation de 25 jeunes Ivoiriens à la Caravan'ESS (mai 2023) L'organisation de la Caravan'ESS s'inscrit dans les activités du pré-Forum Jeun'ESS. 25 jeunes ivoiriens ont été sélectionnés pour rejoindre les caravaniers de jeunes et de femmes venant de 10 pays d'Afrique de l'ouest. Ceci a été une opportunité d'intégration des réponses d'inclusion des jeunes d'ici et d'ailleurs sous un format de Marketplace (découverte, affaires, emploi et entrepreneuriat social et solidaire...).

## Les perspectives à venir du GSEF en Côte d'Ivoire,

Le GSEF entend poursuivre sa dynamique et travaille actuellement à la construction d'un programme d'accompagnement avec le CCESP (Comité de Concertation Etat/Secteur Privé), notamment sur la base de ces grands axes :

- Accompagnement dans le développement d'un cadre normatif ESS
- Soutien à la dynamisation des comités locaux de concertation des Pôles Économiques Régionaux (notamment San Pedro)
- Sensibilisation, formation et renforcement des capacités des acteurs territoriaux (secteur privé, acteurs institutionnels, collectivités, acteurs de l'ESS).
- Appui à la création d'emplois décents inclusifs et coopératifs pour les Femmes et les Jeunes.

## FOOD PRODUCTS: THE GOVERNMENT BANS EXPORTS FOR 6 MONTHS

Ivorian food products will not leave the country for a period of 6 months. This official note was jointly signed on January 15 2024 by three Ivorian ministries, namely the Ministry of Trade and Industry, the Ministry of State, in charge of Agriculture, Rural Development and Food Production and the Ministry of Budget and Finance. The decision by the Ivorian authorities to ban the export of food products was taken in order to guarantee food security for the population, the memo explains. «(...) in accordance with Decree No. 2022-168 of 9 March 2022 instituting a prior authorisation requirement for the export of all food products, the export of food products is banned for a period of six months from the date of signature of this notice», the press release stated. Penalties will apply in the event of non-compliance. The suspension concerns various products including cassava, yams, maize, rice, plantain bananas, etc.



## INVESTING IN CAMEROON: THE INVESTMENT PROMOTION AGENCY PRESENTS OPPORTUNITIES TO INVESTORS



Cameroon's Investment Promotion Agency (Api), the Embassy of Cameroon in Côte d'Ivoire and the Cameroon Football Federation (Fecafoot) organised the Cameroon Economic Day during the 34th edition of the African Cup of Nations (Can 2023) on Wednesday 17 January 2024 in Abidjan. The theme was «Investing in Cameroon, a land of opportunities». Api and its partners took the opportunity to present investment opportunities in Cameroon. Cameroon as a destination was sold to Ivorian and foreign investors, the Cameroonian diaspora and tourists in the economic capital of Côte d'Ivoire. A number of economic sectors were highlighted, including agro-industry, energy, the digital economy, mining, hydrocarbons, agri-food, leisure infrastructure and sports facilities. H.E. Marie Yvette Koloko, Cameroon's ambassador to Côte d'Ivoire, took part in the event. Api is a public administrative institution with legal personality and financial autonomy. It is based in Yaoundé and has a regional branch in Douala. Api is placed under the technical supervision of the General Secretariat of the Presidency of the Republic of Cameroon and under the financial supervision of the Ministry of Finance.

## ORDER OF CHARTERED ACCOUNTANTS : PASCALE GUÉI-ECARÉ AT THE HELM

A new wind is blowing through the presidency of the Ordre des experts-comptables de Côte d'Ivoire. Pascale Guéi-Ecaré replaces Koné Drissa at the head of the order after six years of leadership. The ceremony took place on Tuesday 16 January 2024 at the Ordre's head office in Abidjan-Plateau. Pascale Guéi-Ecaré, the first female president, reiterated her desire to involve all the chartered accountants of Côte d'Ivoire in the management of the Order. She intends to consult her peers in setting up the various specialised commissions and committees. The handover ceremony took place in the presence of Francis Kouadio Amany, deputy government commissioner for the Ordre des experts-comptables and technical adviser to the Ministry of Finance and Budget. The Ordre des experts-comptables has 250 members and 134 firms.





**Vivez la can**  
avec  
des souvenirs  
**GONA MAROQUINERIE**

## QUI SOMMES-NOUS ?

Une marque authentiquement ivoirienne, produit localement, GONA MAROQUINERIE est une maison de maroquinerie créée par Jean AHOUA. En 1990, il ouvre un atelier de cordonnerie à M'badon puis décide de donner une nouvelle orientation à la marque en ouvrant une showroom et un atelier en plein cœur du quartier de la Riviera 2 et en diversifiant la gamme d'articles produits.

## DOMAINE D'ACTIVITE

- ⦿ Cadeaux d'entreprise
- ⦿ Maroquinerie
- ⦿ Fabrication de chaussure
- ⦿ Réparation de chaussures (cordonnerie)
- ⦿ Formation et conseils

## LOCALISATION



- 🌐 [info@gonamaroquinerie.com](mailto:info@gonamaroquinerie.com) / [gonamaroquinerie@yahoo.fr](mailto:gonamaroquinerie@yahoo.fr)  
[www.gonamaroquinerie.com](http://www.gonamaroquinerie.com)
- ☎ +225 07 88 14 70 67 (whatsapp)  
+225 27 22 43 32 76
- 📍 Abidjan, Cocody, Riviera 2, cité universitaire, bat D10  
escalier A, rez de chaussée

## GROWTH RATE : CÔTE D'IVOIRE FORECASTS AN AVERAGE OF 7% FOR THE PERIOD 2023-2025

At a New Year's greetings ceremony on Monday 15 January 2024 in Abidjan-Plateau, attended by key figures from the academic world, the chairmen of regulatory authorities, chief executive officers and chairmen of the boards of State companies and mixed economic company, and representatives of the private sector and civil society, President Alassane Ouattara announced a projected average growth rate of 7% for Côte d'Ivoire over the period 2023-2025. President Ouattara pointed out that the country recorded a growth rate of 6.5% in 2022. Alassane Ouattara said that the government would continue the structural transformation of the Ivorian economy, with a major role for the private sector. These structural reforms include strengthening social protection for households in general and promoting inclusive growth under the leadership of the private sector. To this, he added the acceleration of investment in numerous sectors such as digital technology and transport, and the exploitation of the oil and gas sectors. Mr Ouattara also promised to make the promotion of national champions one of his priorities.



## EVALUATION OF PUBLIC POLICIES: SOME FORTY CIVIL SERVANTS RECEIVE TRAINING



The Minister of the Economy, Planning and Development, Nialé Kaba, launched training in public policy evaluation for civil servants and public service professionals on Monday 15 January 2024 at the Ecole Nationale Supérieure de Statistique et d'Economie Appliquée d'Abidjan (Ensea) in Abidjan-Cocody. According to Nialé Kaba, the aim is to train around forty participants a year in the key concepts of rigorous impact evaluation, while instilling a culture of evidence in the design and implementation of development policies. In her view, the training will provide our country with national expertise in public policy impact assessment. «Throughout the course, you will receive all the support and guidance you need to achieve the objectives set,» Hugues Kouadio, Director of the Ensea, reassured the beneficiaries. The training course is the culmination of a strategic partnership between the government of Côte d'Ivoire, the Agence Française de Développement (AFD), the J-PAL laboratory and ENSEA. It is financed to the tune of 391 million FCFA by the AFD.

## TAX ANNEX 2024: SMES CALL FOR THE ABOLITION OF MINIMUM TAX RATES

On 12 January 2024, at its headquarters in Abidjan-Cocody, Hili Conseil presented the new provisions of the Tax Annex to the 2024 Finance Act to the private sector and the general public. The aim, according to Cabinet officials, was to explain the new provisions of the 2024 tax schedule and to hear the various concerns. The President of the Ivorian Federation of Small and Medium-sized Enterprises (Fipme), Dr Ouattara Kanigui Hyacinthe, welcomed the measures, which will allow companies to opt for the simplified real profit system, regardless of their turnover. However, he called for the abolition of minimum tax rates, including patente and Bic (industrial and commercial profits). «It's true that certain measures have been

taken in our favour, but most of what we asked the authorities to do has not been done. As Côte d'Ivoire companies, we



have decided to support the government on many issues, in particular the upgrading of several elements, such as the minimum wage, which has led to an increase in our employees' salaries. We have already had our first electricity price increase just six months ago (in July 2023). Since January 2024, the cost of electricity has risen by a further 10%, and we have just seen the introduction of 18% VAT on transport in the tax schedule. Unfortunately, the government has not taken the appropriate measures to enable us to absorb all these new costs on top of the previous ones», said the President of Fipme. For him, it is not a question of being exempt from taxes, but of the State allowing SMEs to pay according to their real capacity.



Pariez sur tous les terrains !



# LE PARI SPORTIF DES CHAMPIONS

 Sportcash Lonaci • [www.lonacionline.ci](http://www.lonacionline.ci)  
[www.sportcash.net](http://www.sportcash.net)

ON A TOUS  
UNE BONNE  
RAISON DE JOUER.

**LONACI**   
LOTÉRIE NATIONALE DE CÔTE D'IVOIRE

## ENERGY IN CÔTE D'IVOIRE: ELECTRICITY COST RISES BY 10 %

The Minister of Mines, Energy and Petroleum, Mamadou Sangafowa-Coulibaly, has announced a further 10% increase in the price of electricity in Côte d'Ivoire, for all customers, on Tuesday 26 December 2023. This follows on from the first increase in July 2023, which concerned professionals and private customers with a subscription of 15 amperes or more (tariff increased by 10%), and those using medium voltage and high voltage (tariff increased by 15%). This measure affected 11% of users, or 412,000 subscribers out of a total of more than 3 million. The State had justified the need for this increase by the «operating loss of the sector estimated at 161 billion». The tariff adjustment should therefore enable our country to reduce the sector's operating loss by 76 billion CFA francs, or 115 million euros. «It was finally decided to increase electricity tariffs by 9.6% for a category of consumers in order to «save a sector whose financial equilibrium is becoming increasingly precarious», explained

Mamadou Sangafowa Coulibaly on 8 June 2023. This time, this further upward adjustment in the price of electricity, which has been in force since 1 January 2024, affects all Compagnie ivoirienne d'électricité customers (households, industry and administration), i.e. some 3.9 million consumers. This new increase in the cost of energy will be felt on customers' bills as follows: prepaid customers from January, 1<sup>st</sup>, industrial customers at the end of January 2024 and domestic customers in the post-paid scheme, for the Billing Group (GF1) (January and February 2024 bills), in March 2024, domestic customers in the post-paid scheme, for the Billing Group (GF2) (February and March 2024 bills), in April 2024. Mamadou Sangafowa-Coulibaly gave the basic reasons for the increase in energy prices. According to him, maintaining current tariffs will lead to a deterioration in the quality of service, threaten the security of Côte d'Ivoire's electricity supply, and reduce the possibilities of access to electricity



for populations not yet served. «(...) the application of current tariffs does not generate sufficient resources to cover all the expenses of the electricity sector, thus causing a growing financial deficit», he added. He went on to invite Ivorians to implement energy-saving measures in order to reduce their energy consumption and thus pay lower electricity bills, promising that the prices of consumer goods would be controlled. For his part, President Alassane Ouattara commented on the 10% increase in the cost of electricity at the Council of Ministers meeting on Thursday 4 January 2024.

## SUSTAINABLE DEVELOPMENT: THE CPS HOLDS ITS OFFICIAL OPENING CEREMONY IN ABIDJAN



On Tuesday 9 January 2024, the Center for Prospective Studies (CPS) made its official opening in Abidjan in the presence of a number of key figures, including the Minister of Higher Education and Scientific Research, Adama Diawara, the Minister of Technical Education, Vocational Training and Apprenticeship, Koffi N'Guessan, the Minister of the Environment and Sustainable Development, Assahoré Konan Jacques, and the Swiss Ambassador to Côte d'Ivoire. Minister Sidi Tiémoko Touré of Animal and Fisheries Resources, who is also the CPS' CEO, said that in just

two years of existence, the CEP had become a force for change. The Centre has established itself as one of the think tanks to be reckoned with in the world of research, analysis and dialogue on African and global issues. Above all, its initiatives have had a significant impact on decision-makers and are paving the way for innovative ideas to advance the continent's cause in partnership with the world. For the CPS CEO, it is time to build «an Africa that is no longer a spectator, but an actor in its own destiny». This is why, insisted Mr Touré, we need to «Reform and re-found African-style foresight». In terms of prospects for 2024, the CPS intends to organise several major activities, including the International Forum on Leadership and Foresight (in April), the Liberal University of Abidjan (2nd edition September 2024), the CPS Foresight Club, the Academy of Future Leaders (in April), the Campus des agripreneurs (scheduled to open in Bouaké), the CEP Workshops, etc. Professor Bangali N'Goran, Lecturer and Researcher in

the History of International Relations, gave the inaugural lecture at the start of the new academic year: «Political, security and economic governance in the ECOWAS region: what role for Côte d'Ivoire? ». He believes that the country should regain its former status as a strategist state rather than (currently) a moralist state. At the risk of «a decline in Ivorian influence within ECOWAS», he warned. After a year of online courses, some thirty Ivorian students from the University of Geneva, Swiss UMEF University, received their diploma at the end of the Executive Master in Leadership and Governance course. They are among 500 students from the continent and the diaspora who took part in the 2022-2023 course. Nearly 200 people attended the ceremony. The CPS was created by 9 founding members on 25 October 2021. It is a think tank dedicated to promoting development policies. Its mission is to catalyse sustainable development in Africa through the development of effective policies, promotion and foresight, etc.

# POTENTIEL CHAMPION NATIONAL



*Fiacre ASSEKE - Directeur Général de Asseke Oro*

**ASSEKE ORO**

L'excellence de la joaillerie  
Ivoirienne

**LES CONSEILS  
DU CCESP**

avec notre expert :  
Ismaël COULIBALY

# AssekeOro®



**Directeur Général:**  
Fiacre ASSEKE

- **Bijoutier-joaillier**
- **1981 : Ecole Ivoirienne de Bijouterie et de Métiers Annexes (EIBMA)**
- **à partir de 1986 : Formation en joaillerie, Valenza, Italie**



**Année de création:**

- **Août 2003**



**Secteur d'activité:**

- **Fabrication et la vente des bijoux et médailles de décoration**

## UN PARCOURS EN « OR »

Fiacre ASSEKE, joaillier talentueux formé à l'EIBMA, a fait ses premières armes chez Karloff en Côte d'Ivoire avant de se perfectionner en Italie. Il a ensuite travaillé pour des grandes maisons de luxe en Europe avant de débiter son aventure entrepreneuriale en vendant des bijoux pour des marques prestigieuses, d'abord en Europe, puis sur le marché américain, avant de poser ses valises en Côte d'Ivoire, où il s'installe à son propre compte avec l'ouverture de sa première boutique à Cocody. Il est aujourd'hui une référence dans l'industrie de la joaillerie en Afrique.



## UNE BIJOUTERIE D'EXCELLENCE

Asseke Oro est une bijouterie de référence en Côte d'Ivoire, opérant selon les normes d'une bijouterie certifiée ISO 9001. Le métier de bijoutier nécessite une formation continue pour rester à jour sur les dernières innovations, garantissant ainsi la qualité et l'excellence des bijoux produits. Tout le processus de production d'Asseke Oro est conforme aux normes internationales, avec une démarche qualité intégrée et une meilleure organisation de l'environnement.



## DES CRÉATIONS À LA CROISÉE DES CULTURES

Les créations d'Asseke Oro sont remarquables pour leur originalité, **inspirée de la tradition ivoirienne tout en empruntant les techniques et l'art de la bijouterie italienne**, le tout porté par une passion et une créativité sans limites. En effet, la boutique propose une vaste gamme de bijoux, allant des médailles d'honneur aux bagues en passant par les bracelets et les alliances. Les modèles sont personnalisables selon les préférences et accessibles à tous les budgets.

## ASSEKE ORO EN CHIFFRES



**3 boutiques à Abidjan :**  
Cocody (atelier), Riviera Palmeraie & Marcory



**3 partenaires internationaux**  
Joailliers Italiens



**23 employés (sans sous-traitance)**  
→ **6 artisans**  
→ **10 vendeurs**  
→ **7 membres de staff administratif**



**≈ 200 millions de FCFA**  
de ventes sur l'année

## LES DÉFIS ACTUELS

### DES PRÊTS BANCAIRES DIFFICILES À OBTENIR

Les entreprises locales en Côte d'Ivoire, comme Asseke Oro, rencontrent des difficultés à obtenir des prêts bancaires pour financer leur développement. Les banques ivoiriennes sont réticentes à accompagner les entrepreneurs locaux et proposent des conditions de prêt jugées trop difficiles, entravant ainsi le développement des entreprises locales. Alors que certains secteurs comme la bijouterie ont un avenir prometteur.

### L'ACCÈS AUX MATIÈRES PREMIÈRES

En Côte d'Ivoire, le secteur de l'or est confronté à des défis majeurs. Malgré la présence de sociétés d'exploitation aurifères dans le pays, l'or produit est généralement exporté vers l'extérieur avec la présence d'orpailleurs clandestins qui représente une source d'inquiétude. Il faudrait donc lutter contre l'informalité et les activités clandestines dans le secteur de l'or, afin de permettre aux exploitants d'opérer et d'être rémunérés légalement, et aux bijoutiers de disposer de matières premières d'origine légale pour leurs activités.



## ACCOMPAGNEMENT SOUHAITÉ DE LA PART DE L'ÉTAT

### DE MEILLEURES CONDITIONS D'ACCÈS

Pour favoriser le développement des entreprises ivoiriennes, les conditions de prêt devraient être plus souples afin de favoriser l'investissement dans les secteurs porteurs. Le gouvernement ivoirien pourrait jouer un rôle important en encourageant les banques à prêter davantage aux entreprises locales et en offrant des mesures incitatives telles que des exonérations fiscales et l'octroi de garanties de prêts.

### LA MISE EN PLACE D'UN COMPTOIR D'OR

La mise en place d'un comptoir d'or pourrait offrir des solutions concrètes. En effet, cela permettrait de faciliter l'accès aux données communes à toutes les parties impliquées et de fournir des statistiques fiables pour l'évaluation des revenus dans le secteur de la bijouterie. Cette transparence faciliterait également l'octroi d'exonérations pour les acheteurs d'or ou d'autres matériaux précieux. Les bijoutiers ivoiriens pourraient ainsi bénéficier de meilleures conditions de travail, ce qui pourrait encourager les investissements locaux et le développement économique du pays.

## **LA FORMATION DES FUTURS BIJOUTIERS**

La formation professionnelle en bijouterie en Côte d'Ivoire est confrontée à de nombreux défis qui limitent les opportunités d'emploi pour les jeunes diplômés. La qualité de l'enseignement dispensé ne répondrait pas aux attentes des professionnels et ne reflète pas les réalités du marché de la bijouterie de luxe en Côte d'Ivoire. Cette situation a des conséquences sur l'évolution du secteur qui peine à se développer, faute de professionnels formés aux normes en vigueur. Des réformes majeures sont nécessaires pour remédier à ces lacunes et permettre aux jeunes diplômés de s'intégrer plus facilement sur le marché du travail

## **LES ASSOCIATIONS DE BIJOUTIERS**

Dans le secteur de la bijouterie en Côte d'Ivoire, les associations de bijoutiers semblent avoir du mal à coopérer efficacement. Il serait avantageux pour elles de s'organiser et de collaborer plus étroitement pour se faire entendre et pour améliorer leur capacité à défendre leurs intérêts collectifs.

Cette situation empêche les bijoutiers de porter leurs préoccupations auprès des ministères concernés et nuit à leur organisation.

## **UN APPUI DES PROFESSIONNELS DU MÉTIER**

La promotion du métier de bijoutier est primordiale pour garantir la prospérité du secteur de la bijouterie. En associant les professionnels du secteur et en adaptant la formation aux nouvelles réalités et aux avancées technologiques, l'Ecole Ivoirienne de Bijouterie et de Métiers Annexes (EIBMA) pourra fournir aux étudiants toutes les compétences nécessaires pour réussir dans le monde de la bijouterie de luxe. Il est également essentiel de faire connaître les différents débouchés et possibilités de formation offertes pour encourager les jeunes ivoiriens à choisir cette voie professionnelle.

## **L'UNION FAIT LA FORCE**

Les associations dans le secteur de la bijouterie sont confrontées à un problème que seuls ses acteurs peuvent résoudre. Il est nécessaire de créer un sentiment d'unité parmi les membres et d'encourager la collaboration pour atteindre des objectifs communs. Ils doivent être prêts à s'adapter et à innover pour rester compétitifs sur un marché en constante évolution. En fin de compte, le succès du secteur dépend de la collaboration et de la coopération de ses membres.

# LES CONSEILS DU CCESP

La croissance économique de l'Afrique et l'émergence de la classe moyenne ont fait de cette région un marché stratégique pour le secteur du luxe, et de la bijouterie en particulier.

En Côte d'Ivoire, «le parcours en or » et inspirant d'ASSEKE ORO fait de cette entreprise l'une des plus belles réussites entrepreneuriales locales dans un secteur où sont présentes de grandes références internationales.

**Le potentiel d'expansion de ASSEKE ORO est énorme et suggère de lui accorder une attention toute particulière , en réponse aux défis et attentes exprimés.**

Ces attentes remettent au goût du jour des problématiques communes aux PME dans notre contexte local, à savoir les contraintes d'accès au financement pour soutenir les investissements , la qualité du capital humain , l'accès aux matières premières et les insuffisances dans la synergie entre les acteurs d'une même filière.

Fort heureusement , sur la contrainte d'accès au financement les perspectives sont optimistes grâce aux engagements croissants du secteur bancaire et au renforcement global de l'écosystème financier. Ainsi, la mise en place de la **Société de Garantie des Crédits des Petites et Moyennes Entreprises (SGPME)** en avril 2022 apportera des réponses aux besoins en garantie des PME pour lever des financements plus importants auprès des banques.

**En ce qui concerne la qualité de la formation et son inadéquation avec les emplois actuels dans le secteur de la bijouterie.** Un dialogue stratégique doit être créé et renforcé entre les professionnels de la bijouterie et la direction de l'**Ecole Ivoirienne de Bijouterie et des Métiers Annexes (EIBMA)** afin d'anticiper et d'adapter au mieux l'infrastructure et le contenu des formations aux besoins réels et évolutifs du marché.

**Sur la question de l'accès difficile à la matière première dont l'or , il importe d'appeler au renforcement du dispositif de contrôle sur toute la chaîne de valeur.** La proposition d'ASSEKE ORO de mettre en place un Comptoir National d'Or est intéressante et doit faire l'objet d'une réflexion approfondie pour enrichir les travaux sur la **révision du Code Minier**.

**Quant à la nécessité de raffermir la collaboration entre les associations de professionnels de la bijouterie , cela est d'une grande évidence.** Le Comité de Concertation Etat Secteur Privé préconise une approche collaborative, en premier lieu, pour avoir une cartographie complète des organisations existantes. Ensuite, **une faitière pourrait être mise en place** pour regrouper les différentes associations-filières ou métiers de manière plus intégrée.

En somme, la bijouterie et les métiers annexes ont un grand potentiel d'emplois pour la jeunesse et méritent d'être soutenus.

ASSEKE ORO, une entreprise modèle, pourrait bénéficier du **Programme Économique pour l'Innovation et la Transformation des Entreprises (PEPITE)** lancé en octobre 2022. Le programme offre un accompagnement personnalisé pour les entreprises sélectionnées, comprenant notamment une assistance au renforcement des capacités, des mesures financières, fiscales et réglementaires, ainsi qu'un accès privilégié à la commande publique.

L'État entend ainsi jouer un rôle de stratège et d'acteur de développement pour une économie plus performante et compétitive.



Ismaël COULIBALY  
Conseiller Technique  
au Comité de Concertation État/Secteur Privé



# CCESP

Comité de Concertation  
État/Secteur Privé

**Tel: (+225) 27 20 33 00 73/76**

**E-mail: [comiteconcertation@yahoo.fr](mailto:comiteconcertation@yahoo.fr)**

**Site web: [www.ccesp.ci](http://www.ccesp.ci)**



**Twins**

MAGAZINE

PARTENARIAT ÉTAT - SECTEUR  
PRIVÉ POUR UNE ÉCONOMIE  
PERFORMANTE  
GOVERNMENT - PRIVATE SECTOR  
PARTNERSHIP FOR  
A SUCCESSFUL ECONOMY

**Votre magazine d'Information Économique**

## INSPECTION GÉNÉRALE DES FINANCES : MME MARIE HÉLÈNE FADIGA REMPLACE M. LASSANA SYLLA

La cérémonie de passation de service entre M. Lassana Sylla et Mme Fadiga Marie Hélène, qui, conformément à la note d'intérim n°00298/MFB/CAB-02/DCA/cad du 10 janvier 2024, assure l'intérim au poste d'Inspecteur Général des Finances, a eu lieu le mercredi 17 Janvier 2023 à la salle de conférence 1, en présence de M. Bamba Vassogbo, Directeur de Cabinet Adjoint du Ministre des Finances et du Budget. A cette occasion, l'Inspecteur Général des Finances sortant, admis à faire valoir ses droits à la retraite après une riche carrière professionnelle dont les 13 dernières années à l'Inspection Générale des Finances, a transmis à Mme Fadiga Marie Hélène, différents dossiers, après avoir fait un large tour d'horizon de son action à la tête de l'Institution.



Arrivée du Directeur de Cabinet Adjoint, M. Bamba Vassogbo, en compagnie de Mme Marie Hélène Fadiga.



Le Directeur de Cabinet Adjoint... ... et les agents ont observé une minminute de silence en mémoire des disparus de l'IGF.



Passation de charges entre Mme Marie Hélène Fadiga et M. Lassana Sylla qui...



...a reçu des présents de la part de ses collaborateurs.

Instrument privilégié du financement de l'habitat

# BHCI : l'Histoire se construit !

- ✓ Assise plus solide
- ✓ Gouvernance renforcée
- ✓ Financement immobilier



Depuis sa création en 1994, la Banque de l'Habitat de Côte d'Ivoire a œuvré pour le financement de l'habitat social et économique, la recherche et la mise en place de financements nécessaires aux sociétés immobilières, au soutien aux promoteurs de constructions immobilières ou aux mutuelles pour la réalisation de tous programmes de logements entrant dans le cadre du développement de l'habitat.

La BHCI est forte aujourd'hui de **30 années de présence et d'expérience**, ayant octroyé des financements à de nombreux promoteurs et aménageurs immobiliers (Abri 2000, Afrique Construction, Batim-Ci, Celinfo, Cerim, Coprim, Dan Services, Les Figuiers, GFCl, ID SARL, Immobiliare, Interbat, Sad Cité Blanche, SCI Ceb, SCI Esperance, Les Lauriers, Les Oscars, Oribat, Les Rosiers, Vision 2000, SICOGI, SICS, Sipim, Wedouwel, etc.)

Après la traversée de difficultés en 2018, l'Etat a recapitalisé la banque. **Désormais, petits et grands travailleurs du Privé ou du Public, Opérateurs immobiliers, Aménageurs fonciers... tous vous aurez notre appui** pour réaliser vos projets immobiliers. Plus que jamais aux côtés de l'habitat en Côte d'Ivoire, l'histoire se construit.



La Référence du Financement de l'Immobilier.

🌐 [www.bhci.ci](http://www.bhci.ci)  
☎ 27 20 31 90 90  
@ [cellulereclamation@bhci.ci](mailto:cellulereclamation@bhci.ci)

Par Serge SÉKÉ

## AUDIENCE DU MINISTRE DES FINANCES ET DU BUDGET : LA BSIC VEUT ACCROÎTRE SON SOUTIEN AU DÉVELOPPEMENT DE L'ÉCONOMIE IVOIRIENNE

Le ministre des Finances et du Budget, M. Adama Coulibaly, a accordé une audience à une délégation du Groupe BSIC conduite par son PDG M. Ahmed Omar Elhadi. La rencontre qui a eu pour cadre le cabinet du ministre, sis au 19<sup>e</sup> étage de l'immeuble Sciam au Plateau, a permis de passer en revue plusieurs sujets d'intérêt commun, notamment les activités du groupe BSIC et de ses deux filiales en Côte d'Ivoire, à savoir Bsic Côte d'Ivoire et Bsic Capital.



*Le ministre des Finances et du Budget, Adama Coulibaly et le PDG de BSIC, Elhadi Ahmed Omar.*



*Une vue des échanges.*

## QUATRIÈME SESSION DU COMITÉ D'ORIENTATION ET DE SUIVI DU C2D (COS-C2D)

Le Premier Ministre Robert Beugré Mambé a exprimé sa satisfaction face aux réussites du Contrat de Désendettement et de Développement (C2D) conclu avec la France en 2012. À l'occasion de la quatrième session du Comité d'orientation et de suivi du C2D (COS-C2D), il a souligné les impacts positifs de ce partenariat et son optimisme quant à la 3e phase du C2D.

«Les perspectives sont bonnes et on peut croire à un avenir meilleur pour le peuple de la Côte d'Ivoire sous la houlette du Président de la République ... J'encourage les services de nos deux pays à poursuivre cette collaboration exemplaire», a déclaré le Chef du gouvernement de Côte d'Ivoire. Dans le même sens, Jean-Christophe Belliard, Ambassadeur de France en Côte d'Ivoire, s'est réjoui des réalisations significatives qui ont pu être concrétisées par le biais du C2D pour améliorer le quotidien des Ivoiriens.



Jean Christophe Belliard, Adama COULIBALY et Christian YOKA de l'AFD.



Jean Christophe Belliard Ambassadeur de France. Une vue des échanges.



Une vue des échanges.

Par Ébenisaire N'CHO

## TRANSFERT DES ACTIFS DE LA BANQUE POPULAIRE À L'AFG BANK CI

La Banque Populaire de Côte d'Ivoire (BPCI) a transféré ses activités à Atlantic Financial Group Bank Côte d'Ivoire (AFG Bank CI), le 29 décembre 2023.

Le ministre des Finances et du Budget, Adama Coulibaly, a présidé la cérémonie de passation de charges entre ces deux institutions bancaires, à Pullman Hôtel -Plateau.

Intervenant, le ministre a affirmé que cette opération permettra de renforcer l'inclusion financière. Il a aussi indiqué que la nature de cette opération permet à la BPCI de transférer ses actifs réévalués ainsi que son passif à AFG BANK CI, dégageant ainsi des plus-values converties en actions au profit de l'Etat de Côte d'Ivoire pour une valeur de 35.6 milliards FCFA, cédés à AFG.



Le ministre Adama Coulibaly et Koné Dossongui PDG de AFG Holding.



La séance de travail.



Le ministre Adama Coulibaly, lors de son discours/



Issa Fadiga, directeur général de la Banque Populaire et Koné Dossongui.



Affiche AFG BANK.



Remise de documents entre Issa Fadiga, directeur général de la BPCI et Sionle Yeo, directeur général du Groupe AFG Holding.



V.5663.VCS.P023



## Votre partenaire de confiance certifié

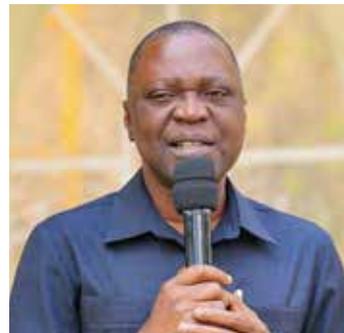
Le dispositif LBC/FTP de NSIA Banque CI est désormais certifié AML 30000®, norme internationale conçue pour lutter contre le blanchiment des capitaux, le financement du terrorisme et la prolifération des armes.

 **80 200 800**  
www.nsiabanque.ci - nsibanque.ci@nsibanque.ci  
Banque CI est membre de

**NSIA**, le vrai visage de la Banque.

## FORUM « INVEST IN BOUAKÉ » : PLUS DE 800 MILLIARDS FCFA D'INTENTIONS D'INVESTISSEMENTS CAPTÉS LORS DE LA 1<sup>ère</sup> ÉDITION

Belle moisson pour le ministre Amadou Koné, par ailleurs, premier magistrat de la ville de Bouaké, dans la région du Gbêkè et initiateur de la première édition du forum économique et touristique « Invest in Bouaké ». Sur 200 milliards FCFA initialement attendus, ce sont plus de 800 milliards FCFA d'intentions d'investissement qui ont pu être captés sur les cinq années à venir, lors de ce forum qui s'est tenu les 25 et 26 janvier 2024 et dont l'objectif était de promouvoir les potentialités économiques et touristiques, ainsi que les projets et opportunités d'investissements dans les secteurs prioritaires à Bouaké, la deuxième ville de la Côte d'Ivoire. Cette première édition qui a été un franc succès a été rehaussée par la présence de la ministre de l'Économie, du Plan et du Développement, Nialé Kaba qui y représentait le vice-président Tiémoko Meyliet Koné. Le directeur de cabinet adjoint du Premier ministre, Georges Koffi Bolamo et environ 700 participants dont 450 opérateurs économiques ont également pris part à cette rencontre.



*Le ministre Amadou Koné en compagnie de sa collègue Nialé Kaba... ... et des invités*





## Notre création

Devant la montée de l'incivisme en Côte d'Ivoire et la faiblesse de l'engagement des jeunes, le Gouvernement a décidé en 2007 de la création de l'Office du Service Civique National en abrégé « OSCN ». Ce dispositif n'ayant pas fonctionné en raison des crises que le pays a connues, il a été réactivé en 2016 par le décret N°2016-1106 du 07 Décembre 2016, déterminant ses attributions, son organisation et son fonctionnement. L'OSCN est un Établissement Public à caractère Administratif (EPA) sous la tutelle du Ministère en charge du Service Civique.

## Nos missions et domaines d'interventions

L'Office du Service Civique National est chargé d'opérationnaliser les différents outils de promotion du civisme et de la citoyenneté, de coordonner les politiques et les programmes sur le civisme, le bénévolat et le volontariat.

- D'assurer l'ancrage institutionnel de l'ensemble des Directions, projets et programmes mis en œuvre pour traiter des sujets en relation avec le service civique ;
- De concevoir et élaborer des programmes et projets sur la base des orientations et des besoins du Gouvernement en matière de service civique et de volontariat ;
- De renforcer la formation civique et développer l'engagement citoyen des jeunes ;
- De faciliter la réinsertion socioprofessionnelle des jeunes en situation de vulnérabilité.

## Nos outils de mise en œuvre

Pour ses missions, l'Office du Service Civique National dispose de trois

### Le Service Civique d'Action pour le Développement

3318 Stagiaires  
volontaires de  
2018 à 2023

### Le Service National des Jeunes

3080 Stagiaires  
volontaires formés  
de 2021 à 2023

### Le Volontariat

2242 Volontaires de 2017  
à 2023 et 23163 Bénévoles  
de 2021 à 2023 dont 20.000  
mis en mission pour la CAN  
2023

## «INVEST IN KORHOGO» : LA RÉGION DU PORO VEND SES ATOUTS AUPRÈS DES INVESTISSEURS

Le Conseil régional du Poro et l'Ambassade de Côte d'Ivoire en Afrique du Sud, en collaboration avec le CEPICI, la Chambre de Commerce et d'Industrie et la Mairie de Korhogo, ont organisé du 20 au 21 janvier 2024, le Forum économique et touristique de la région du Poro, dénommé «Invest in Korhogo». Cet événement économique a utilisé la CAN 2023 comme une opportunité de mettre en lumière le potentiel économique, culturel, artisanal et touristique de la ville afin de faciliter les investissements dans les secteurs porteurs tels que l'agriculture, l'agro-industrie, l'industrie manufacturière et les mines.

Cet événement a été rehaussé par la présence du Premier ministre Robert Beugré Mambé, ainsi que de plusieurs membres du gouvernement ainsi que du corps diplomatique. Ce forum a permis de renforcer les relations économiques entre les entreprises ivoiriennes, sud-africaines et namibiennes à travers la création de joint-ventures interafricaines.



Les ministres, en compagnie la directrice générale du CEPICI



Au centre, le Premier ministre Beugré Mambé.



Visite à Lokoli 1.



Le corps préfectoral de la région du Poro était présent à cette activité.



Chambre Nationale  
de Métiers de Côte d'Ivoire

# Chambre Nationale de Métiers, nous **œuvrons** à la formation et à l'insertion socioprofessionnelle des jeunes



 (+225) 07 02 02 78 78

 (+225) 01 01 62 62 88

## MINISTÈRE DES FINANCES ET DU BUDGET : CÉRÉMONIE DE PRÉSENTATION DE VŒUX

Le Ministère des Finances et du Budget a organisé sa cérémonie de présentation des vœux de nouvel an 2024 le 1er février au 20<sup>e</sup> étage de l'immeuble Sciam au Plateau.

Avec à sa tête Mme le Directeur de Cabinet, Minafou Fanta Coulibaly-Koné, le personnel de ce ministère est passé à tour de rôle présenter ses vœux pour l'année nouvelle au Ministre des Finances et du Budget, Adama Coulibaly. Comme à l'accoutumée, cette cérémonie a été marquée par les allocutions du premier responsable dudit ministère et son Directeur de Cabinet.

Ainsi, dans son intervention, le Ministre Adama Coulibaly a mis l'accent sur les six (6) priorités à inscrire dans la feuille de route 2024 de son département ministériel, afin de soutenir la transformation structurelle de l'économie ivoirienne.



*Le ministre des Finances et du Budget Adama Coulibaly a reçu les vœux de...*



*...sa Dircab Coulibaly et Minafou Fanta Coulibaly-Koné...*



*...Legende...*



*...Traoré Seydou DG du Budget et des Finances...*



*...Arthur Ahoussi DGA du Trésor et de la Comptabilité Publique...*



*...Youl Sansan DG des Marchés Publics...*



*...Ouattara Sié Aboubacar DG des impôts...*



*...et du directeur général des Douanes, DA Pierre.*

## LE SE CONNAPE S'IMPRÈGNE DE L'EXPERTISE JAPONAISE EN MATIÈRE DE NUTRITION ET DE SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

Dr Moussa Moustapha Cissé Secrétaire exécutif du Conseil National pour la Nutrition, l'Alimentation et le développement de la Petite Enfance (SE-Connape) a conduit une délégation dans le cadre d'une mission de mobilisation de ressources au Japon. Le but étant de contribuer aux efforts de l'État dans la mise à disposition des financements à travers des projets dans la réponse à apporter aux différentes formes de sous-nutrition en Côte d'Ivoire. Ce séjour de travail a permis à la délégation du SE Connape de faire une immersion à Coop Deli. Cette coopérative commerciale japonaise, située dans la ville de Saitama, finance via l'UNICEF des programmes de lutte contre la malnutrition en Côte d'Ivoire. Avec plus de 5 millions d'actionnaires eux-mêmes producteurs, l'enseigne Coop Deli emploie 145 personnes et reçoit en moyenne 70 000 commandes par jour.



## AIR CÔTE D'IVOIRE PRÉSENTE SES RÉSULTATS DEVANT LA PRESSE

Le 25 janvier 2024 s'est tenu au Radisson Blu Hôtel une conférence de presse organisée par Air Côte d'Ivoire en présence de la presse nationale et internationale. Les échanges ont été menés par le Général Abdoulaye Coulibaly et Mr Laurent Loukou respectivement PCA et Directeur Général d'Air Côte d'Ivoire, accompagnés de Mr Hadi Akoum, Vice-président Directeur commercial des ventes Afrique et Levant d'Airbus. Les discussions ont porté principalement sur le bilan et les perspectives de la compagnie.

En effet, après 11 années d'existence la compagnie nationale ivoirienne est aujourd'hui leader régional avec plus de 6,7 millions de passagers transportés pour un chiffre d'affaires de plus de 992 milliards de FCFA.



« Le Programme Jeunesse du gouvernement 2023-2025 (PIGOUV) permettra d'offrir près de 1 500 000 opportunités d'emplois, de formation, de financement de projets aux jeunes, pour un coût global de 1 118 115 460 719 de FCFA »

**MAMADOU TOURÉ,**

Ministre de la Promotion de la Jeunesse de l'Insertion Professionnelle et du Service Civique

P50-P60

À la une

“The 2023-2025 Government Youth Program (PJGOUV) will nearly provide 1,500,000 employments, training and project financing opportunities to young people, for a total cost of 1,118,115,460,719 FCFA.”

**MAMADOU TOURÉ,**

Minister of Youth Promotion, Professional Integration and Civic Service

P62-P68

News

# MAMADOU TOURÉ

MINISTRE DE LA PROMOTION DE LA JEUNESSE DE L'INSERTION  
PROFESSIONNELLE ET DU SERVICE CIVIQUE

## Nous ferons de notre jeunesse une réelle opportunité pour la Côte d'Ivoire et optimiserons sa contribution dans le développement du pays.

*Dans son message à la Nation à la veille du nouvel an, le Président de la République, Alassane Ouattara, a décrété l'année 2023, comme étant celle de la jeunesse. Pour matérialiser cette promesse, le Chef de l'État a décidé de renforcer et d'accélérer le dispositif d'accompagnement des jeunes à travers de nombreuses actions visant entre autres l'innovation, l'entrepreneuriat, l'accélération et le développement des start-up, ainsi que le renforcement du dispositif de soutien et de financement des PME. Le ministère de la Promotion de la Jeunesse de l'Insertion Professionnelle et du Service Civique est aux premières loges dans la mise en œuvre de ce projet pharaonique. M. Mamadou Touré a bien voulu s'ouvrir à nous.*

### **Monsieur le Ministre, quelles sont les principales missions à vous, confiées au niveau de votre département Ministériel ?**

Conformément au décret n°2021-190 du 28 avril 2021 portant attributions des membres du gouvernement, le Ministère de la Promotion de la Jeunesse, de l'Insertion Professionnelle et du Service Civique que nous avons l'insigne honneur de diriger est chargé de la mise en œuvre et du suivi de la politique du gouvernement en matière de Promotion de la Jeunesse, d'Insertion Professionnelle et de Service Civique.

**S'agissant de la Promotion de la Jeunesse**, il nous revient principalement de mettre en œuvre des politiques spécifiques en faveur des jeunes. Cette mission se résume en quatre points. Premièrement, élaborer et veiller à l'application des lois et règlements en matière d'encadrement de la Jeunesse. Deuxièmement, développer et exécuter des programmes d'éducation, de formation permanente et de promotion des jeunes non scolarisés et déscolarisés. Troisièmement, préparer

les jeunes à l'autonomie à travers des stratégies et programmes de développement personnel. Quatrièmement, organiser, réglementer et assurer la tutelle, le contrôle et l'évaluation des organisations et mouvements de jeunesse.

**Relativement à l'Insertion Professionnelle et l'Emploi des Jeunes**, notre mission consiste, tout d'abord, à définir et orienter la politique nationale en matière d'Insertion Professionnelle et d'Emploi des Jeunes. Pour ce faire, nous élaborons des stratégies et des programmes actifs, identifions les mesures permettant la création d'emplois et nous concevons des plans, programmes et instruments visant l'amélioration de l'employabilité et la facilitation de l'insertion professionnelle des jeunes. Ensuite, en liaison avec le Ministère de de l'Enseignement Technique, de la Formation Professionnelle et de l'Apprentissage, nous élaborons et évaluons les politiques et stratégies en matière de formation professionnelle et d'apprentissage. Enfin, notre mission qui implique la formulation d'actions de mise en adéquation de la formation et de l'emploi concerne également l'appui au retour à l'emploi des personnes ayant perdu leur emploi et l'assistance aux collectivités décentralisées dans le suivi et le contrôle de l'implantation des structures d'insertion professionnelle sur le territoire national.

**En ce qui concerne le Service Civique**, notre première mission est la mise en place d'un cadre réglementaire et institutionnel adapté pour les activités de service civique, de volontariat et de bénévolat. Il nous revient également la mission de promouvoir le développement de l'esprit civique et de l'éthique citoyenne chez les jeunes, ainsi que celles d'élaborer et mettre en œuvre des stratégies et des actions de formation au civisme. Enfin, nous avons la charge de la mise en œuvre d'actions éducatives en vue du renforcement des valeurs d'autonomie et de responsabilité, de l'esprit et du comportement civiques des populations vivant en Côte d'Ivoire.

À LA UNE



## Comment se porte le département de la Promotion de la Jeunesse, de l'Insertion Professionnelle et du Service Civique ?

Le Ministère de la Promotion de la Jeunesse, de l'Insertion Professionnelle et du Service Civique est à l'action et a obtenu des acquis considérables.

Ainsi, au titre des projets et investissements, entre 2020 et 2022, **ce sont environ 717 307 de nos concitoyens qui ont bénéficié** des programmes d'insertion professionnelle du gouvernement au travers de Formations Reconversion et Requalification (FRR), d'apprentissages, de stages et d'emplois, de financement de projets et de subventions dans le cadre du Fonds d'Appui aux acteurs du Secteur Informel (FASI).

S'agissant des réformes, le projet de loi adopté par le gouvernement puis l'Assemblée Nationale, modifiant la loi de 2019 instituant le Service Civique, renforce le cadre légal du service civique et le met en adéquation avec les objectifs de passage à l'échelle fixés par le gouvernement. Il élargit la cible du Service Civique en abaissant l'âge plancher d'éligibilité à 14 ans et l'ouvre exceptionnellement à des non Ivoiriens. Il revalorise le Service Civique en consacrant un certificat de participation substituable au certificat de position militaire exigé aux concours d'entrée à la fonction publique. Soulignons qu'un projet de loi d'orientation sur la jeunesse a été adopté par le gouvernement et sera soumis très bientôt aux deux (02) chambres du Parlement. Nos activités programmatiques ont également fait l'objet de diverses réformes, dont la plus importante concerne l'accompagnement et le financement des jeunes entrepreneurs. Cette réforme a permis de diversifier nos offres de financement en passant de trois à six guichets.

### Quels sont-ils ?

**Nous avons deux Guichets des Activités Génératrices de Revenus (AGR Classique et AGR Express)** prennent en charge les personnes dont le besoin de financement, relativement modeste, varie entre 50.000 FCFA et 1.000.000 FCFA pour le démarrage ou le développement de leurs activités, ainsi que certains promoteurs ayant convenablement remboursé un premier prêt et ont un besoin supplémentaire de fonds de roulement.

**Le Guichet des Micros et Petites Entreprises** destiné aux personnes qui sollicitent des montants supérieurs à 1.000.000 FCFA et inférieurs à 5.000.000 FCFA, mis en œuvre en région dans le cadre d'un partenariat de maîtrise d'ouvrage déléguée que nous avons conclu avec l'Assemblée des Régions et Districts de Côte d'Ivoire.

**Le Guichet des Moyennes Entreprises et Projets Structurants** qui concerne les promoteurs dont les besoins

de financement sont plus importants et peuvent atteindre 50.000.000 FCFA. Ces sollicitations sont adressées directement par les banques partenaires dont le métier cadre suffisamment avec les montants sollicités.

**Le Guichet du Capital-Investissement** qui est une modalité consistant pour un investisseur à apporter des fonds propres à une entreprise à fort potentiel de croissance et non encore cotée, en échange d'une participation dans son capital ;

**L'Initiative « Start-up Boost Capital »** mise en œuvre en lien avec le collectif #CI20 constitue une réponse à la problématique de financement de ces jeunes talentueux ayant des idées innovantes dans les domaines alliant la technologie à la création de richesses et d'emplois.

En outre, de façon transversale, cette réforme permet aujourd'hui de mobiliser divers acteurs de l'écosystème afin de donner à tous nos bénéficiaires la possibilité de profiter d'un ensemble de services non financiers favorisant le succès de leurs initiatives entrepreneuriales. À cet effet, toutes les structures publiques sous tutelle des ministères

techniques ainsi que des ONG et structures spécialisées, notamment les Centres de Gestion Agréés (CGA), assurent désormais un suivi quotidien de la gestion et la mise en œuvre des projets qui sont financés.

Une réforme qui a également permis d'élargir le nombre de partenaires financiers sur l'ensemble des guichets et d'accroître leur niveau d'implication (participation au

risque, effet de levier). Désormais les conditions de financement sont beaucoup plus avantageuses (facilités d'ouverture de compte, frais bancaires, taux d'intérêt, etc. Par exemple, les taux d'intérêt pratiqués sont de 8%/an contre 10%/an pratiqué précédemment. Aussi, avec des jeunes davantage impliqués et engagés dans le financement de leur projet, les ressources du fonds d'appui sont mieux sécurisées.

Par ailleurs, en plus du renforcement continu des effectifs et l'amélioration des process (manuel de procédures) pour une meilleure prise en charge des demandeurs, une plateforme de soumission plus souple et attractive a été développée améliorant le suivi en temps réel des différentes candidatures.

### Qu'en est-il des programmes de financement des projets menés par l'Agence Emploi Jeunes, notamment « Agir pour les jeunes » ? Quel est l'impact de ces programmes ?

« Agir pour les jeunes » est un programme d'inclusion financière à effet immédiat qui facilite l'accès au financement des jeunes hommes et femmes porteurs de projets d'Activités Génératrices de Revenus (AGR). Il s'agit concrètement d'assurer le financement des activités ou des projets portés par des individus ou par des groupements /associations sur la base des besoins effectivement exprimés.

Ce programme intègre à la fois la formation (indispensable à la bonne gestion des activités financées), l'accès au financement

“ **\*Le projet de loi adopté par le gouvernement puis l'Assemblée Nationale, modifiant la loi de 2019 instituant le Service Civique, renforce le cadre légal du service civique et le met en adéquation avec les objectifs de passage à l'échelle fixés par le gouvernement.** ”

de proximité à travers des facilités obtenues des partenaires financiers et le suivi post-financement. Ces financements portent sur des activités à cycle relativement court afin de tenir compte de la durée de remboursement qui varie entre 12 et 18 mois.

Les financements octroyés varient entre 100.000 FCFA et 1.000.000 FCFA pour les projets individuels et peuvent atteindre 2.500.000 FCFA pour les projets collectifs.

Les trois premières éditions (2015-2016, 2019 et 2020) du programme Agir pour les jeunes ont permis de financer près de 35.000 jeunes, dont plus de 40% de jeunes femmes, pour un coût total de 18,3 milliards FCFA.

Au terme de la première édition, une évaluation externe a été réalisée par le BNETD. Une deuxième étude d'impact est en cours de réalisation pour AGIR 2. Ces études d'évaluation, ainsi que les missions régulières de suivi, ont permis d'accroître la maîtrise des risques et la performance du programme « Agir pour les jeunes ».

### **Les interventions de l'Agence Emploi Jeunes sont-elles étendues à l'ensemble du territoire ivoirien ? A-t-elle des actions spécifiques pour les zones frontalières dans le septentrion ivoirien exposées à la menace djihadiste ?**

Bien sûr, les interventions de l'Agence Emploi Jeunes s'étendent à l'ensemble du territoire national, et ce, grâce à un réseau de 22 Agences régionales appuyées par les Guichets Emplois ouverts dans l'ensemble des communes et certaines universités et grandes écoles publiques. Pour preuve, les bénéficiaires de nos dispositifs d'insertion proviennent des trente et une (31) régions et des districts autonomes d'Abidjan et de Yamoussoukro.

Aussi, poursuivons-nous le renforcement de notre politique de proximité pour que les offres de services de l'Agence Emploi Jeunes soient de plus en plus proches des populations, particulièrement des jeunes femmes et hommes. Dans cette dynamique, ce sont quatorze (14) nouvelles agences régionales qui seront ouvertes en 2023 pour couvrir tous les chefs-lieux de régions qui n'en sont pas encore dotés. Également, trente-trois (33) Guichets Emplois sont en cours d'installation dans des établissements de formation professionnelle et des Universités publiques, ainsi que certaines Grandes écoles et universités privées. La digitalisation des services, avec notamment la plateforme [www.agenceemploijeunes.ci](http://www.agenceemploijeunes.ci), se poursuivra également pour faciliter l'accessibilité des jeunes à nos services.

Par ailleurs, le Programme de lutte contre la fragilité dans les zones frontalières du nord, a été initié en 2022 dans le cadre de l'Axe 1 du PS GOUV2 pour contribuer à la lutte contre l'expansion de la menace terroriste dans le septentrion ivoirien. Un programme qui a permis d'amplifier les dispositifs d'insertion et de répondre également à cette nécessité de proximité entre nos services et les populations. Il faut souligner qu'en 2022, ce programme a impacté **23 892**

jeunes, pour un coût de **9 milliards 663 millions FCFA**, et devrait toucher **30 632 bénéficiaires** en cette année 2023.

### **Comment se fait la coordination des initiatives relatives à l'insertion des jeunes avec les autres ministères dans la dynamique du Plan National de Développement du Capital Humain et sur des filières prioritaires portant l'ambition de transformation structurelle de notre économie ?**

Pour une bonne coordination des interventions ministérielles en faveur des jeunes, le Premier Ministre a signé en janvier 2023, un arrêté qui crée le Comité interministériel de coordination des politiques de jeunesse, de formation et d'insertion professionnelle et du service civique, dénommé « CI-Jeunesse ». Ses principales missions sont l'intensification, la coordination, le suivi et l'évaluation des initiatives en faveur de la promotion, de la formation, de l'insertion professionnelle des jeunes et du Service Civique.

Le CI-Jeunesse comprend deux organes, à savoir le comité d'orientation et le comité technique de coordination. Le Comité d'Orientation, placé sous la présidence du Premier Ministre, se réunit au moins une fois par trimestre et a pour missions de veiller à la cohérence et à l'efficacité des interventions du gouvernement en lien avec la promotion de la jeunesse, l'insertion professionnelle et le service civique.

Quant au Comité Technique de Coordination, il se réunit au moins une fois par mois sur convocation du Directeur de Cabinet du Premier Ministre. Ce Comité est appuyé par un secrétariat technique assuré par le Ministère de la Promotion de la Jeunesse, de l'Insertion Professionnelle et du Service Civique, assisté de deux représentants des ministères en charge de l'Emploi, et de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle.

Le CI-Jeunesse vient mettre en cohérence, renforcer et amplifier la synergie d'actions qui a toujours été recherchée en ce qui concerne les politiques de jeunesse. En effet, le Conseil d'Orientation de l'Agence Emploi Jeunes, que je préside, comprend des représentants de tous les ministères sectoriels, contribuant d'une manière ou d'une autre à l'insertion professionnelle des jeunes, des représentants du secteur privé qui est le principal pourvoyeur d'emplois pour les jeunes, du Conseil National des Jeunes de Côte d'Ivoire (CNJCI) et des partenaires techniques et financiers. C'est ce Conseil d'orientation qui est chargé de définir les orientations et les objectifs, et d'assurer la cohérence et l'efficacité des interventions du service public de l'emploi.

En outre, les rencontres régulières avec les points focaux des partenaires publics et privés, notamment les réseaux des gestionnaires des ressources humaines de l'administration publique et du secteur privé, permettent d'avancer sur la question de l'adéquation formation - emploi dans le cadre du Programme national de stage, d'apprentissage et de reconversion (PNSAR).

**“ Les trois premières éditions (2015-2016, 2019 et 2020) du programme Agir pour les jeunes ont permis de financer près de 35.000 jeunes, dont plus de 40% de jeunes femmes, pour un coût total de 18,3 milliards FCFA ”**



**Qu'est-ce qui est concrètement fait en ce qui concerne le Service Civique ? Vous annoncez qu'à partir de 2022 jusqu'en 2025, ce sont 60 000 jeunes qui seront traités. Ces chiffres pourront-ils être tenus ?**

Le Service Civique recouvre l'ensemble des actions ayant pour but de promouvoir l'esprit civique, la cohésion sociale et la culture de la paix. Il implique tous les dispositifs qui concourent à inculquer aux citoyens des valeurs de respect de la chose publique, des institutions et des personnes qui les incarnent, ainsi que de dévouement et l'amour pour la Nation. Nous le mettons en œuvre à travers trois principaux programmes que sont le Service Civique d'Actions pour le Développement (SCAD), le Service National des (SNJ) et le Programme de Volontariat et de Bénévolat.

Le Service Civique d'Actions pour le Développement (SCAD) est le dispositif de prise en charge des jeunes vulnérables dans un processus de resocialisation, de qualification à un métier et d'accompagnement à l'insertion en emploi. Dans le cadre du passage à l'échelle de ce dispositif, qui a permis la prise en charge de 1777 jeunes sur la période 2019-2022, le gouvernement a lancé la construction de quatorze (14) centres de service civique, d'une capacité de mille (1000) pensionnaires par an, soit quatorze mille (14000) jeunes à traiter chaque année. Le premier de cette série de 14 centres

modernes qui seront construits dans chacun des Districts autonomes du pays, a été inauguré par le Premier Ministre Patrick ACHI, le 24 mars 2023. Les travaux de construction de trois (03) autres centres sont engagés et seront achevés en fin 2023. Les travaux des 10 centres restants débiteront dans le courant du mois d'août 2023. L'achèvement des travaux de construction et d'équipement de ces centres devrait permettre d'atteindre les objectifs fixés.

**“ Les interventions de l'Agence Emploi Jeunes s'étendent à l'ensemble du territoire national, et ce, grâce à un réseau de 22 Agences régionales appuyées par les Guichets Emplois ouverts dans l'ensemble des communes et certaines universités et grandes écoles publiques ”**

Relativement à la promotion de l'engagement citoyen des jeunes à travers le volontariat et le bénévolat, 3 271 jeunes ont été formés et ont conduit des missions de volontariat et de bénévolat. Nous développons également un programme de volontariat de réciprocité avec France Volontaires, dont la première cohorte de trente (30) jeunes volontaires, est composée de 15 Ivoiriens et 15 Français.

Les missions de volontariat croisé sont en cours depuis janvier 2023.

Enfin, le Service National Jeunes (SNJ), troisième pilier de notre système national de service civique, consiste en la formation civique et citoyenne des jeunes (élèves, étudiants et leaders jeunes). Il permet de renforcer les capacités des jeunes sur la cohésion sociale, le leadership et leurs connaissances des us et coutumes.

Ce dispositif, qui a permis de prendre en charge 1286 jeunes à ce jour, se décline en deux composantes que sont le « Campus

**BUREAU DE COORDINATION DES PROGRAMMES EMPLOI (BCP-EMPLOI)**

Structure en charge de la gestion fiduciaire des fonds extérieurs bilatéraux et multilatéraux dédiés aux projets d'aide à l'emploi en Côte d'Ivoire ainsi que la coordination opérationnelle des activités qui en découlent.



**PROJET EMPLOI JEUNE ET DEVELOPPEMENT  
DES COMPETENCES**

**OBJECTIF DU PROJET**

Améliorer l'accès aux emplois et le développement des compétences professionnelles des jeunes.

**CIBLE DES PROJETS**

Jeunes ivoiriens hommes et femmes âgés de 18 à 40 ans, diplômés ou non et en situation de sans emploi ou sous emploi.



**PROJET C2D-EMPLOI  
DES JEUNES**

**OBJECTIF DU PROJET**

Soutenir et amplifier les dispositifs existants d'accompagnement des jeunes vers l'emploi.

**PROGRAMMES D'INSERTION**

Stages pré-emploi, les formations professionnelles, l'apprentissage, les chantiers écoles, les Travaux à Haute Intensité de Main d'œuvre (THIMO), les formations en; Activités Génératrices de Revenus (AGR) et les Micro et Petites Entreprises (MPE).



**PROJET D'APPUI AU DEVELOPPEMENT DE  
L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR**

**OBJECTIF DU PROJET**

Apporter un soutien au Développement de l'enseignement supérieur.



**Principaux résultats de 2012 à ce jour**

- 115 546 bénéficiaires
- 43% de femmes
- 72% taux de réalisation

**Perspectives (2023 - 2027)**

- 183 420 bénéficiaires directs dont 100 220 jeunes des zones rurales à prendre en charge dans le cadre de la Maîtrise d'Ouvrages Déléguée (MOD) avec les Régions et Districts;
- 50% de femmes.

Citoyen et le « Parcours Citoyen ». Le Campus Citoyen s'adresse à des jeunes de toutes les catégories, ayant un âge compris entre 18 et 35 ans, qui sont réunis pendant un mois pour bénéficier d'un encadrement civilo-militaire. Le projet pilote de cette composante s'est tenu au mois d'août 2022 avec 500 jeunes sur le Campus de l'INPHB à Yamoussoukro. Pendant un mois, les jeunes ont bénéficié de formations à la discipline, au civisme, à la citoyenneté, à la connaissance des us et coutumes, à la démocratie et aux droits de l'homme. Ils ont également mené plusieurs activités communautaires. Quant au « parcours citoyen », réservé aux élèves plus ou moins difficiles, âgés de 14 à 17 ans, il vise la construction, par l'élève, d'un jugement moral et civique. Ces élèves sont sélectionnés en collaboration avec leurs établissements et leurs parents, selon des critères liés à leur note de conduite à l'école. Ils suivent des formations à la discipline, au civisme et à la citoyenneté sur une période allant d'une à deux semaines. Le Projet pilote de ce parcours, réalisé au cours des congés de pâques 2023, a concerné 384 élèves issus des directions régionales de l'Éducation Nationale et de l'Alphabétisation d'Abidjan, de Bouaké et Sassandra.

### **Qu'est-ce que l'École de la deuxième chance ? Comment cette initiative est-elle perçue par les jeunes ?**

L'« école de la deuxième chance » est un des programmes développés par le gouvernement pour offrir un nouveau parcours d'acquisition de compétences à des jeunes adultes sans qualification ou mal insérés professionnellement, afin de les aider à construire un parcours professionnel et à se projeter dans l'avenir grâce à une formation suivie d'un accompagnement à l'insertion.

Il s'agit d'une initiative multisectorielle qui vise à donner plus de chance à ces jeunes d'acquérir des aptitudes et compétences pour construire leur projet d'insertion sociale et professionnelle.

Elle regroupe toutes les solutions alternatives de formation offertes aux jeunes à savoir les formations qualifiantes de courte durée, les formations de reconversion et de requalification, l'apprentissage et chantier-école, les formations dans les centres de service civique (SCAD), etc.

Cette initiative est bien perçue par les jeunes puisqu'ils manifestent un réel engouement lors des postulations aux offres de formations.

### **L'année 2023 a été décrétée, année de la Jeunesse. Qu'est-ce qui a milité en faveur de ce choix ?**

Dans son message à la Nation du 31 décembre 2022, le Président de la République, S.E.M Alassane Ouattara, a décidé de faire de l'année 2023, l'Année de la jeunesse. Il a aussi justifié sa décision par sa volonté de voir accélérer et amplifier les initiatives en matière d'insertion professionnelle, de service civique et d'amélioration des conditions de vie des jeunes.

En effet, dès son accession à la tête du pays, le Président de la République a mis les jeunes au cœur des priorités du gouvernement, pour en faire des acteurs de premier ordre, de la construction de la Côte d'Ivoire solidaire et prospère. Cette volonté politique exprimée a été soutenue par de nombreuses initiatives, actions et programmes en vue de répondre efficacement aux défis qui se posent aux jeunes ivoiriens. A ce jour, des acquis considérables ont été obtenus, comme le montrent les chiffres que nous venons de présenter.

Toutefois, avec une population de **29 389 150** habitants, dont **75,6%**, soit **22 218 197** de personnes de moins de 35 ans, les défis à relever restent nombreux. Il convient donc d'anticiper les importants défis qu'implique cette jeunesse sur les plans de l'éducation, la santé, la protection, la sécurité, la vie en communauté, l'acquisition de compétences, l'accès à un emploi décent, etc. Car, c'est à ce seul prix que nous ferons de notre jeunesse une réelle opportunité pour la Côte d'Ivoire et optimiserons sa contribution dans le développement du pays. Cette décision du Président de la République est donc en réalité de la réaffirmation de sa forte ambition d'accompagner les jeunes ivoiriens dans leur cheminement vers l'autonomie, afin qu'ils disposent de tous les atouts permettant leur intégration dans la société et leur participation au développement de la Côte d'Ivoire.

### **Monsieur le Ministre, le 9 mars 2023, vous remettez au Premier Ministre le rapport des consultations nationales entre le gouvernement et les Organisations de la Jeunesse. Quelles sont selon ce rapport les principales attentes de notre jeunesse ?**

Effectivement, le Programme Jeunesse du gouvernement (PJGOUV) 2023-2025 a été bâti dans une approche inclusive et participative, qui nous a permis de recueillir et de prendre en compte les attentes et propositions des jeunes. Ainsi, les consultations nationales des jeunes, que nous avons organisé, ont

enregistré la participation de 307 faitières et organisations de jeunesse issues de la société civile, du monde de la culture, des médias, des sports, de l'entrepreneuriat, du transport, du tourisme, du secteur informel et des partis politiques. Également, une plateforme technologique a aussi été mise en place pour recueillir les propositions des jeunes qui n'avaient pas pu prendre part aux rencontres des quatre premiers jours de consultations.

De ces consultations, nous pouvons retenir que les jeunes souhaitent avant tout que le gouvernement renforce son action en faveur de leur insertion professionnelle à travers l'amélioration de nos dispositifs de formation professionnelle et d'accompagnement vers l'emploi, la promotion de certains métiers pourvoyeurs d'emplois mais peu valorisés. Ils ont aussi estimé qu'il faut faciliter leur insertion par l'entrepreneuriat à travers le renforcement des dispositifs de garantie de financement, le développement de mécanismes innovants de financement des projets jeunes ainsi que la mise

“ **Les bénéficiaires de nos dispositifs d'insertion proviennent des trente et une (31) régions et des districts autonomes d'Abidjan et de Yamoussoukro** ”



FONDS DE DÉVELOPPEMENT  
DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

Bonne et Heureuse Année

2024

**FDFP, le leader du Développement des compétences.**

**SIEGE ABIDJAN**

20 BP 1068 ABIDJAN 20, Maison de la formation Boulevard FHB ☎ (225) 27 21 75 05 05 / (225) 27 21 75 05 33

**ABENGOUROU**

Quartier PLATEAU . BP 836 ABENGOUROU

☎ (225) 27 35 91 22 10 / (225) 07 79 34 41 76

**DALOA**

Quartier COMMERCE . BP 2121 DALOA

☎ (225) 27 32 78 47 36 / (225) 07 79 19 12 70

**GRAND BASSAM**

Quartier CAFOP II

☎ (225) 27 21 30 36 55 / (225) 07 79 34 41 76

**SAN PEDRO**

Quartier NITORO . BP 1408 SAN PEDRO

☎ (225) 27 34 71 70 70 / (225) 07 79 19 16 41

**BOUAKE**

Quartier NIMBO . 01 BP 99 BOUAKE 99

☎ (225) 07 79 19 18 84

**Man**

Quartier ADMINISTRATIF

☎ (225) 07 97 16 50 66

**KORHOGO**

Quartier RESIDENTIEL I . BP 44 KORHOGO

☎ (225) 07 79 19 06 68

🌐 [www.fdfp.ci](http://www.fdfp.ci)

📱📺 FDFP Côte d'Ivoire Officiel



en place d'un cadre juridique et de facilités fiscales pour les jeunes entrepreneurs.

Ensuite, les jeunes ont exprimé leur volonté de mieux participer à la vie publique et contribuer pleinement à l'édification d'une Côte d'Ivoire prospère. A cet effet, ils ont souhaité que l'accent soit mis sur l'éducation civique et citoyenne des populations, la valorisation et la vulgarisation de l'engagement des jeunes dans les programmes de volontariat et de bénévolat, le renforcement de leur représentativité dans certaines instances de décisions et le développement de cadre d'échanges entre les jeunes, les pouvoirs publics et les décideurs, ainsi que des rencontres intergénérationnelles.

Enfin, ils ont proposé que le gouvernement prenne des mesures et des initiatives pour favoriser l'épanouissement et améliorer leur bien-être par une lutte accrue contre tous les fléaux

sociaux et toutes les situations favorables à la dépravation des mœurs. Ils ont également demandé au gouvernement de mettre à leur disposition des espaces sécurisés et inclusifs pour des divertissements culturels et sportifs sains dédiés aux jeunes, ainsi que des mesures pour faciliter leur accès à des soins de qualité et une meilleure santé mentale, à moindre coût, tant en milieu urbain que rural.

**Le gouvernement a annoncé l'adoption d'un Programme Jeunesse du gouvernement 2023-2025 (PJGOUV) d'un montant de 1 118,115 milliards de FCFA, comment se fera concrètement la mise en œuvre de ce programme ?**

Le PJGOUV 2023-2025 est un programme multisectoriel qui vise à amplifier l'action gouvernementale dans divers secteurs en faveur des jeunes, notamment de la formation, de l'insertion professionnelle et de la promotion de l'entrepreneuriat des jeunes, de l'engagement citoyen et de l'éthique sociale de la jeunesse et de l'amélioration des conditions d'épanouissement et de bien-être des jeunes.

Il s'agira pour le gouvernement d'assurer la réhabilitation et la construction d'infrastructures d'encadrement de jeunes, à savoir des établissements d'enseignement technique et de formation professionnelle, des institutions socio-éducatives, des infrastructures sportives, etc. Ce programme se déclinera également en diverses réformes légales, réglementaires, fiscales et institutionnelles en vue d'une meilleure protection de l'emploi national, de l'institution de facilités fiscales pour le développement de l'entrepreneuriat des jeunes, et pour une plus grande valorisation des talents de nos jeunes dans divers métiers. En outre, ce programme sera le cadre de l'amplification en passant à l'échelle, les effectifs d'un ensemble de programmes actifs d'insertion professionnelle des jeunes, notamment les mises en stages, les formations de reconversion et de requalification et par apprentissage, les financements et l'accompagnement de projets d'auto-emploi ou d'entrepreneuriat des jeunes dans tous les secteurs d'activités.

Au bout des trois (03) années d'exécution, ce programme permettra d'offrir près de 1 500 000 opportunités d'emploi, de formation, de financement de projets aux jeunes, pour un coût global de 1 118 115 460 719 FCFA. Pour l'année 2023, Année de la Jeunesse, le coût du PJGOUV est de 361 442 909 967 FCFA, dont 99 280 291 089 FCFA pour la construction et la

**“ Le Programme de lutte contre la fragilité dans les zones frontalières du nord, a été initié en 2022 dans le cadre de l'Axe 1 du PS GOUV2 pour contribuer à la lutte contre l'expansion de la menace terroriste dans le septentrion ivoirien ”**

réhabilitation d'infrastructures dédiées à la jeunesse. Il permettra de mobiliser des opportunités de formation et d'insertion professionnelle en faveur de 490 018 jeunes, d'offrir des bourses d'études et des secours financiers à 110 833 jeunes, d'améliorer le pouvoir d'achat de 100 000 jeunes, de renforcer l'engagement citoyen de 35 030

jeunes. En outre, 6 000 000 de jeunes seront sensibilisés sur les fléaux sociaux et comportements à risque, les pratiques traditionnelles néfastes (PTN) et les voies de recours sur les



Nous cultivons  
l'Excellence



1<sup>ère</sup> MICROFINANCE CERTIFIÉE  
ISO 9001 VERSION 2015

*Parce que chacun a droit au bonheur !*

Prix de la Meilleure Microfinance de  
Côte d'Ivoire pour la deuxième année consécutive

Service clients 98076 / [serviceclients@unacoopec.ci](mailto:serviceclients@unacoopec.ci)

[www.facebook.com/Unacoopec-ci](https://www.facebook.com/Unacoopec-ci)  
[www.unacoopec.com](http://www.unacoopec.com)

cas de Violences Basées sur le Genre (VBG).

Et comme nous l'avons relevé plus haut, le pilotage et le suivi du PJ-GOUV 2023-2025 se réalisera sous l'autorité du Premier Ministre à travers le Comité Interministériel des Politiques de Jeunesse, de Formation et Insertion Professionnelle et de Service Civique (CI-JEUNESSE) créé par arrêté du Premier Ministre en janvier 2023. C'est ce Comité Interministériel de la Jeunesse qui s'assurera de l'intensification, la coordination, le suivi et l'évaluation des initiatives en faveur de la promotion, de la formation, de l'insertion professionnelle des jeunes et du Service Civique. Un tel programme multisectoriel ne pouvant réussir que si toutes les parties prenantes sont mobilisées à travers un organe, le CI-Jeunesse qui comprend l'ensemble des acteurs nationaux issus des secteurs public et privé, de la société civile ainsi que des partenaires au développement.

**Dans la perspective de la mise en œuvre de ce PJGOUV, quelle pourrait être la contribution du Secteur Privé ? Plus généralement, qu'en est-il de votre collaboration avec le Secteur Privé pour l'insertion des jeunes ?**

Comme nous l'avons dit, le PJGOUV 2023-2025 prévoit accompagner 1 500 000 jeunes dans leur processus d'insertion professionnelle à travers différents projets. Pour atteindre cet objectif, il est impérieux pour nous de sceller une collaboration encore plus étroite et renforcée avec le secteur privé de sorte à l'impliquer davantage dans la mise en œuvre du PJGOUV. A cet effet, la Confédération Générale des Entreprises de Côte d'Ivoire (CGECI), la Fédération Ivoirienne des Petites et Moyennes Entreprises (FIPME) et la Chambre de Commerce et d'Industrie de Côte d'Ivoire (CCI-CI) sont représentées au sein du Comité d'Orientation et du Comité Technique de Coordination du CI-Jeunesse qui sont les organes chargés du pilotage et du suivi de la mise en œuvre du PJGOUV 2023-2025.

Par ailleurs, en qualité de chef du département ministériel chargé du Secrétariat Technique du CI-Jeunesse, j'initie actuellement des rencontres avec les chambres consulaires (Chambre Nationales des Métiers de Côte d'Ivoire, Chambre de Commerce et d'Industrie de Côte d'Ivoire, Chambre de Commerce et d'Industrie Libanaise de Côte d'Ivoire, etc.) et les faîtières d'entreprises (Confédération Générale des Entreprises de Côte d'Ivoire, Mouvement des Petites et Moyennes Entreprises de Côte d'Ivoire, etc.) et les gestionnaires des Ressources Humaines des structures privés comme publics afin qu'elles se mobilisent et nous accompagnent pour capter les offres d'emplois et de stages de leurs entreprises membres dans le but d'offrir des emplois décents à nos jeunes.

**Monsieur le Ministre, que doit-on retenir de cet engagement massif et inédit du gouvernement en faveur de la Jeunesse Ivoirienne et quel serait votre message à leur endroit ?**

Cet engagement est la matérialisation de la forte ambition du



Président de la République, S.E.M Alassane Ouattara, d'aller plus loin, plus vite dans sa volonté d'accompagner tous les jeunes Ivoiriens dans leur cheminement vers l'autonomie, afin qu'ils disposent de tous les atouts permettant leur intégration dans la société et leur pleine participation au développement de la Côte d'Ivoire.

**“ En 2022, le Programme de lutte contre la fragilité dans les zones frontalières du nord, a impacté 23 892 jeunes, pour un coût de 9 milliards 663 millions FCFA, et devrait toucher, 30 632 bénéficiaires en cette année 2023 ”**

Par cet acte, nos jeunes doivent comprendre que l'État ivoirien ne les abandonnera jamais. Il redoublera d'efforts dans son rôle d'identification et de promotion de leurs talents. Il ne ménagera aucun effort pour détecter et leur offrir les opportunités de mener des activités saines, en mettant à disposition des infrastructures, des facilités, et les

ressources nécessaires.

Ils doivent avoir foi dans les potentialités de notre pays et le succès ainsi que le bonheur, seront au rendez-vous pour eux-mêmes, leurs familles et toute la communauté nationale.



Société de Garantie des crédits  
aux Petites et Moyennes Entreprises

**ETABLISSEMENTS FINANCIERS,  
ABORDEZ SEREINEMENT LE FINANCEMENT  
DES PME GRACE A LA GARANTIE.**

PME, IMPULSONS L'INCLUSION FINANCIÈRE.  
**Jusqu'à 80 % de taux de couverture.**

# MAMADOU TOURÉ

MINISTER OF YOUTH PROMOTION,  
PROFESSIONAL INTEGRATION AND CIVIC SERVICE

## We are going to make our young people an asset for the country and therefore optimise their involment in the development of the country



*During his address to the Nation on the eve of the New Year, the President of the Republic, Alassane Ouattara, declared the year 2023 as the one of young people. To materialize this promise, the Head of State decided to strengthen and accelerate the support system for young people through various initiatives such as entrepreneurship, acceleration and development of start-ups, as well as strengthening the support and financing system for SMEs. The Ministry of Youth Promotion, Professional Integration and Civic Service is in charge of implementing this huge project. Let us meet up with Mr. Mamadou Touré who was kind enough to address our concerns.*

### **What are your ministry's main missions?**

The Ministry of Youth Promotion, Professional Integration and Civic Service is responsible for implementing and monitoring the Government's policy related to Youth Promotion, Professional Integration and Civic Service.

As for Youth Promotion, our main responsibility remains the implementation of specific policies for young people. This mission can be summarized in four points. First, develop and ensure the application of laws and regulations related to youth supervision. After that, develop and implement education, continuing training and promotion programs for out-of-school and illiterate youth. Then, prepare young people for their empowerment through personal development strategies and programs. Finally, organize, regulate and ensure the supervision, control and evaluation of youth organizations and movements.

Concerning the issue of Professional Integration and

# SOUSCRIVEZ AUX PRODUITS D'ÉPARGNE DU TRÉSOR

Pour vos enfants

JUSQU'À  
**8,25%**  
d'intérêt / an

offre soumise à conditions\*

souscription dans toutes les agences  
Banque des Dépôts du Trésor Public.

Le meilleur endroit pour épargner

  [www.labanque.tresor.gouv.ci](http://www.labanque.tresor.gouv.ci)



LA BANQUE DES DÉPÔTS  
DU TRÉSOR PUBLIC

Youth Employment, our mission consists, first of all, in defining and guiding the national policy in terms of Professional Integration and Youth Employment. Then, in liaison with the Ministry of Technical Education, Vocational Training and Apprenticeship, we develop and evaluate policies and strategies in terms of vocational training and apprenticeship. Finally, our mission, which involves the formulation of actions to match training and employment, also concerns support for the return to employment of people who have lost their jobs and assistance to decentralized communities in monitoring and controlling the establishment of professional integration structures on the national territory.

Regarding Civic Service, our first mission involves the setting of a regulatory and institutional framework adapted to civic service, volunteering and voluntary activities. Then, we also promote the development of civic spirit and civic ethics among young people, as well as setting and implementation of citizenship training strategies and actions. Finally, we are responsible for implementing educational actions to strengthen the values of empowerment and responsibility, the civic spirit and behaviour.

#### **How is the Department of Youth Promotion, Professional Integration and Civic Service doing?**

The Ministry of Youth Promotion, Professional Integration and Civic Service has taken many initiatives and achieved considerable progress. Thus, in terms of projects and investments, between 2020 and 2022, approximately 717,307 of our fellow citizens have benefited from the Government's professional integration programs through Reconversion and Requalification Training (FRR), apprenticeships, internships and jobs, project financing and subsidies in the framework of the Support Fund for Informal Sector Actors (FASI).

#### **What about the funding programs for projects carried out by the Youth Employment Agency, in particular "Acting for young people"? What is the impact of these programs?**

"Taking initiatives for young people" is a financial inclusion program with immediate effect that facilitates access to financing for young men and women with Income Generating Activities (IGA) projects. Concretely, it is an issue consisting in ensuring the financing of activities or projects carried out by individuals or by groups/associations on the basis of the needs actually expressed. The funding varies between 100,000 FCFA and 1,000,000 FCFA for individual projects and can reach 2,500,000 FCFA for collective projects.

#### **Are the initiatives of the Youth Employment Agency extended to the entire Ivorian territory?**

The actions of the Youth Employment Agency are extended to the entire national territory, thanks to a network of 22



regional agencies supported by job centres opened in all the municipalities and some universities and major public schools. As proof, the beneficiaries of our integration schemes come from the thirty-one (31) regions and districts authority of Abidjan and Yamoussoukro.

**“ The bill adopted by the Government and then the National Assembly, amending the 2019 law establishing Civic Service, strengthens the legal framework for civic service and brings it into line with the scaling-up objectives set by the Government. ”**

#### **What is the "School of Second Chance"? How is this initiative perceived by young people?**

The "School of Second Chance" is one of the programs developed by the Government to offer new skills and opportunities to illiterate young adults, the objective is to help them build a career path. This is a multi-sectoral initiative that offer to these young people a better chance of acquiring skills and

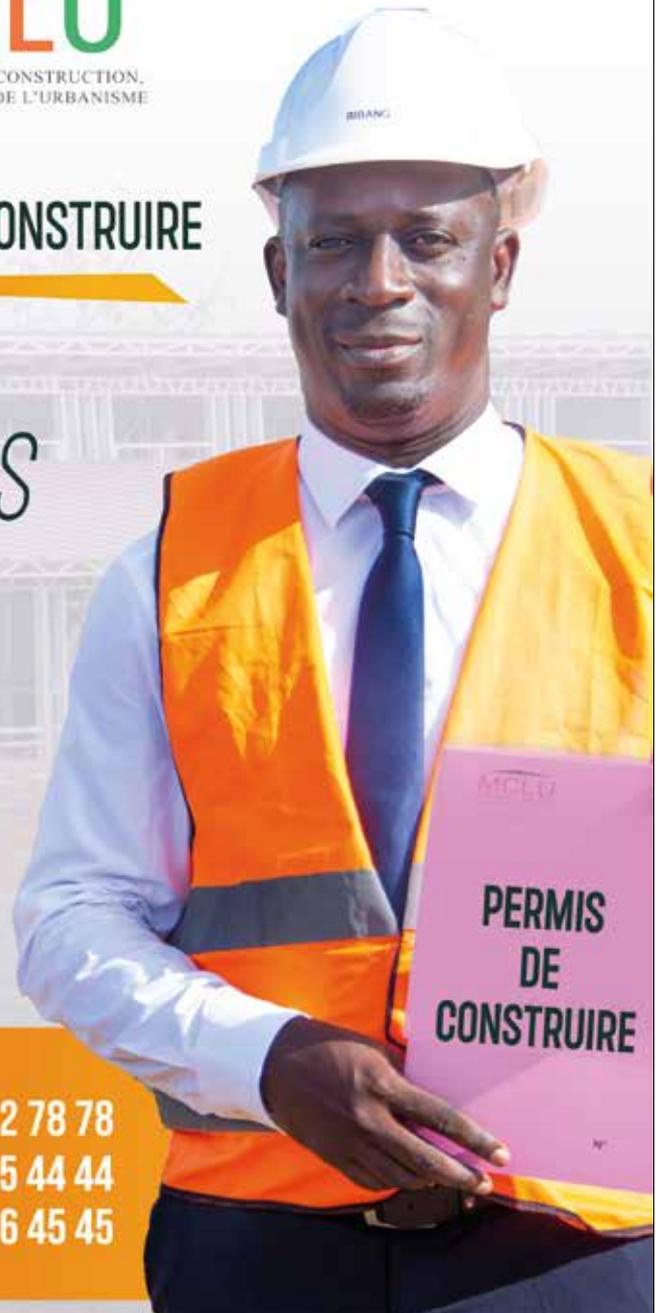
competences to build their social and professional integration project.

It brings together all the alternative training solutions offered to young people, namely short-term qualifying training, retraining and requalification training, apprenticeship and worksite training, training in civic service centres (SCAD),



*Avec* **MON PERMIS DE CONSTRUIRE**

*J'EXÉCUTE MES*  
**TRAVAUX**  
*EN TOUTE*  
**SÉRÉNITÉ**



*MCS D'APPUI*  
**À VOTRE ÉCOUTE**



01 40 22 78 78  
05 46 95 44 44  
07 07 56 45 45

Du Lundi au Vendredi de 08H à 18H



etc. This initiative is well received by young people since they show real enthusiasm when applying for training offers.

### **The year 2023 has been declared the Year of Youth. What are the reasons?**

During his address to the Nation on December 31, 2022, the President of the Republic, H.E.M Alassane Ouattara, decided to make 2023 the Year of Youth. He also justified his decision by his desire to accelerate and amplify initiatives in terms of professional integration, civic service and improvement of the living conditions of young people. Ever since his accession to the power, young people concerns have been the Government's top priorities, making them the main actors of the country development. This expressed political will has been supported by numerous initiatives, actions and programs to effectively meet young Ivorians challenges. As such, considerable achievements have been made.

### **You have submitted to the Prime Minister the report of the national consultations between the Government and Youth Organizations on March 9, 2023. What are the main expectations expressed by youth?**

Indeed, the 2023-2025 Government Youth Program (PJGOUV) was based on an inclusive and participatory approach, which allowed us to collect and take into account the expectations and proposals of young people. Thus, the national youth consultations, which we organized, recorded the participation

of 307 youth umbrella groups and organizations from civil society, the world of culture, media, sports, entrepreneurship, transport, tourism, the informal sector and political parties. Moreover, a technological platform was also set up to collect proposals from young people who were not able to take part in the meetings of the first four days of consultations.

### **With the adaption of the 2023-2025 Government Youth Program (PJGOUV) budget of 1,118.115 billion FCFA, how will the implementation of this program be concretely done?**

The 2023-2025 PJGOUV is a multisectoral program which aims at developing government action in various sectors. This involves training, professional integration and the promotion of youth entrepreneurship, civil commitment and social ethics as well as the improvement of self-fulfilment and well-being of young people.

The government will ensure the rehabilitation and construction of infrastructure for supporting young people, namely technical education and vocational training establishments, socio-educational institutions, sports infrastructures, etc. This program will also be broken down into various legal, regulatory, fiscal and institutional reforms for a better protection of national employment, setting of tax facilities for the development of youth entrepreneurship, and promoting the talents of our young people in various sectors.

After three (03) years, this program will make it possible to offer nearly 1,500,000 employment, training and project financing opportunities to young people, for a total cost of 1,118,115,460,719 FCFA. In 2023, dedicated as the Year of Youth, the cost of the PJGOUV is 361,442,909,967 FCFA, including 99,280,291,089 FCFA for the construction and rehabilitation of infrastructure for the youth. It will make it possible to mobilize training and professional integration opportunities for 490,018 young people, to offer scholarships and financial assistance to 110,833 young people, to improve

the purchasing power of 100,000 young people, strengthen the civil engagement of 35,030 young people. In addition, 6,000,000 young people will be made aware of social scourges and risky behaviours, harmful traditional practices (PTN) and addresses of Gender-Based Violence (GBV) cases.

“ The first three editions (2015-2016, 2019 and 2020) of the Act for Youth program made it possible to finance nearly 35,000 young people, including more than 40% young women, for a total cost of 18.3 billion FCFA ”

### **What could be the contribution of the Private Sector in the implementation of this PJGOUV? Broadly speaking, what about your collaboration with the Private Sector for the integration of young people?**

As already mentioned, the 2023-2025 PJGOUV plans to support 1,500,000 young people in their professional integration process through various projects. To achieve this objective, it is imperative for us to establish an even closer and reinforced collaboration with the private sector. As such, the General Confederation of Enterprises of Côte d'Ivoire



République de Côte d'Ivoire  
Direction générale des Impôts



**e-impots.gov.ci**

Portail fiscal officiel de Côte d'Ivoire



Désormais plus besoin de se déplacer,  
utilisons la solution **DGI mobile** pour payer  
nos **impôts**.



**\*155\*4\*6\*1#**



**\*133\*115#**



**#144\*451#**



ou téléchargez l'application mobile  
MDGI sur play store pour le paiement.



**N'accordez jamais de suite favorable à des appels ou messages vous invitant à faire des transferts de fonds au profit d'un compte mobile. Toute autre démarche autre que celle indiquée ici est une anarque !!!**



**Centre des Téléservices Fiscaux**

Sis à Marigny Zone 4, Rue Louis Lumière Immeuble BAIM au 3e Etage  
(Derrière CAP SUD dans le même bâtiment que ORANGE BANK)

Tel : 25 21 01 86 60  
Adresse : BP V 103 Abidjan,  
Email : e-impots@dgi.gov.ci  
www.facebook.com/e-impots  
www.youtube.com/e-impots  
www.twitter.com/EImpots

*Ensemble, cultivons le civisme fiscal !*

(CGECI), the Ivorian Federation of Small and Medium sized Enterprises (FIPME) and the Chamber of Commerce and Industry of Côte d'Ivoire (CCI-CI) are members of the Management and the Technical Coordination Committee of CI-Jeunesse which are the bodies responsible for running and monitoring the implementation of the 2023-2025 PJGOUV.

Furthermore, as head of the ministerial department responsible for the Technical Secretariat of CI-Jeunesse, I am currently initiating meetings with the consular chambers (Chambre Nationales des Métiers de Côte d'Ivoire, Chamber of Commerce and Industry of Côte d'Ivoire, Lebanese Chamber of Commerce and Industry of Côte d'Ivoire, etc.) and umbrella organisations (General Confederation of Enterprises of Côte d'Ivoire, Movement of Small and Medium sized Enterprises of Côte d'Ivoire, etc.) and Human Resources managers of private and nationalized company to seek for their support in offering job opportunities and internships to young people.

**Mr. Minister, what should we learn from this massive and new commitment of the Government for Ivorian Youth and what would be your message to them?**

This commitment is the materialization of the strong ambition of the President of the Republic, H.E.M Alassane Ouattara, to go further, faster in his desire to support all young Ivorians in their struggle for empowerment. Thus, they will have the trump card allowing their integration into society and their full participation in the development of Côte d'Ivoire. our young people must understand that the Ivorian State will never abandon them. It will redouble its efforts in its role of identifying and promoting their talents. Strong efforts are made to detect and offer them opportunities to carry out safe activities, by providing the necessary infrastructure, facilities and resources.



27

Groupements  
et Associations

+ de 4 000

Entreprises

+ de 18 000

Milliards de chiffre  
d'affaires

+ de 400 000

emplois

+ de 80%

de contribution  
aux recettes de l'Etat

AGRICULTURE/INDUSTRIE ALIMENTAIRE



FINANCE & SERVICES



BTP



CONSEIL & FORMATION



INDUSTRIE & ENERGIE



TÉLÉCOMS & TICs



La Confédération Générale des Entreprises de Côte d'Ivoire (CGECI) est la principale organisation patronale de Côte d'Ivoire.

Elle fédère plus de **4 000 entreprises** à travers **27 Groupements professionnels et Associations**, de tous les secteurs d'activités: agriculture, BTP, pétrole, mines, énergie, industrie, agro-industrie, commerce, finance, agro-alimentaire, télécoms, grande distribution, conseil, formation, TIC et services.

Les membres de la CGECI contribuent à l'économie ivoirienne pour :

- ▶ plus de **18 000 milliards FCFA** de chiffre d'affaires;
- ▶ plus de **80% de contribution** aux recettes de l'État ;
- ▶ plus de **400 000 emplois**.

Elle a pour mission de :

- ▶ Représenter les entreprises, défendre et promouvoir leurs intérêts.
- ▶ Apporter à ses membres tous concours et services nécessaires au renforcement de leur capacité. A ce titre, la CGECI a mis en place un Département des Services à Valeurs Ajoutées, destiné à offrir des services pour accompagner leur développement.
- ▶ Offrir aux Groupements, Associations et

entreprises membres un cadre de rencontre, d'échanges et de concertation. La Maison de l'Entreprise, centre de développement des affaires du Secteur Privé Ivoirien, demeure le cadre propice pour cette mission.

- ▶ Offrir à ses membres des services d'information, de veille et de conseil.
- ▶ Faire du dialogue social le moteur du développement économique et social.

La CGECI couvre à travers ses membres tous les secteurs d'activités (industrie, commerce, services et agriculture...).

La CGECI est un acteur majeur pour la représentation des entreprises et elle demeure aujourd'hui l'interlocuteur principal des pouvoirs publics, des organisations syndicales de travailleurs et de nombreux tiers : partenaires au développement, organisations internationales (OIE, BIT, FOPAO,...), Organisations Patronales régionales et internationales (FOPAO, GICAM, CGM, MEDEF,...) pour des sujets portant sur :

- ▶ L'amélioration de l'environnement des affaires ;
- ▶ La compétitivité des entreprises ;
- ▶ La promotion du dialogue entre les partenaires sociaux ;
- ▶ Le développement du Secteur Privé ;
- ▶ La création de richesse par la promotion des initiatives privées, l'entrepreneuriat des jeunes et des femmes.

Contactez-nous

Ahmed CISSE Président



"Le Patronat Ivoirien"

" LA MAISON DE L'ENTREPRISE "   
Siège social du World Trade Center en Côte d'Ivoire

Confédération Générale des Entreprises de Côte d'Ivoire (CGECI) | République de Côte d'Ivoire | Abidjan Plateau   
«La Maison de l'Entreprise», angle du boulevard de la République et de l'Avenue Lamblin | 01 BP 8666 Abidjan 01   
Tél.: +225 27 20 330 200 | Fax : +225 27 20 22 28 25 | [cgeci@cgeci.ci](mailto:cgeci@cgeci.ci) - [www.cgeci.com](http://www.cgeci.com)

---

## ENTREPRENEURIAT

P72-74

---

## PARTENAIRE

P76-78

# Vitrine des Affaires

---

## ENTREPRENEURSHIP

P75

---

## PARTNERSHIP

P80

# Business Storefront

## TOURISME ET JEUNESSE

# Une combinaison gagnante !

Faire de l'écosystème touristique et ludique, un réservoir d'employabilité et un secteur de socialisation des jeunes, tel est le double objectif du ministère dans l'implémentation de l'année de la jeunesse initiée par le Président Alassane Ouattara.

L'année de la jeunesse, rime à maints égards, avec le programme social « Une Côte d'Ivoire Solidaire » du Chef de l'Etat, SEM Alassane Ouattara, et mis en musique par le Gouvernement sous la houlette du Premier ministre Robert Beugré Mambé. Dans cet élan, le Ministre du Tourisme, Siandou Fofana, dans le droit fil de la triple finalité de la stratégie nationale de développement touristique, « *Sublime Côte d'Ivoire* », qui est de « favoriser le développement territorial hors-Abidjan, développer un moteur de croissance du PIB et démultiplier les recettes fiscales, et créer un réservoir d'emplois », entend faire du secteur un véritable vivier d'employabilité, fiable et viable. Pour les jeunes en l'occurrence.

Le tout dans un contexte marqué par l'organisation en terre ivoirienne, en janvier-février 2024, de la Coupe d'Afrique des nations (CAN) de football, un évènement sportif d'appel touristique grandeur-nature.

À juste titre, dans une synergie d'action interministérielle, plusieurs projets sont mis à maturation. Avec en prime, de nouvelles dispositions réglementaires. Notamment, le décret du 18 janvier 2023 portant réglementation des activités de loisirs, pour en faire un véritable secteur

économique d'insertion professionnelle dynamique. Car, souligne le Ministre Siandou Fofana, « *les loisirs jouent un rôle important dans le développement humain, la croissance personnelle et la promotion du bien-être des individus dans différents contextes socioculturels* ». Avec en perspective, l'établissement de la destination ivoirienne comme un hub du divertissement en Afrique. Sans compter avec l'embellie dans le secteur de l'industrie touristique et hôtelière.

## 1516 emplois et 1000 offres de formation en hôtellerie...

Trois points majeurs sont à noter au niveau des établissements hôteliers. Primo, selon le Directeur général de l'Industrie touristique et hôtelière (DGITH), Dr Klo Fagana, « *Dans le cadre de la CAN, le Ministère du Tourisme a engagé la réhabilitation des établissements patrimoniaux hôteliers de l'Etat à Abidjan, Yamoussoukro et Bouaké. Ainsi, un effectif de 1516 jeunes œuvrant dans l'ensemble des corps de métiers liés au BTP ont été recrutés* ».

Secundo, dans la même veine, il indique qu'il a été initié le Programme d'amélioration de la qualité dans les établissements de tourisme. A cet effet, un programme de formation et

de renforcement des capacités de 1000 jeunes dans les 5 villes devant abriter la CAN, Abidjan, Yamoussoukro, Bouaké, Korhogo et San Pedro, est prévu pour les mois de juin, juillet et août prochains.

## ... en attendant les croisières

Tertio, enfin, un projet de mise en route du tourisme de croisière à l'occasion de la CAN 2023 est en cours et devrait permettre la création d'un millier d'emplois directs liés au tourisme de croisière.

## Centres intégrés de loisirs : la note ludique pragmatique !

Pour donner force de vie au message à la Nation de son Excellence Alassane OUATTARA, Président de la République, le 31 décembre 2022, visant à faire de l'année 2023, l'année de la jeunesse, le Ministre du Tourisme multiplie les initiatives avec ses pairs et le secteur privé. Et ce, à l'effet d'accélérer la construction d'infrastructures sportives et récréatives.

Ainsi, le 4 janvier 2023, les Ministres du Tourisme et des Sports, ont-ils présenté un projet global de constructions d'équipements multisports ainsi que d'aménagements de Centres et Espaces de Loisirs dans différentes villes



Le ministre Siandou Fofana, lors d'une visite terrain.



secondaires du pays. Ces installations mitoyennes de loisirs et de sports, à bâtir sur des sites d'une superficie de 4 ha à 8 ha, cohabiteront dans le strict respect de la spécificité, des prérogatives et du fonctionnement de chacune, dans un véritable esprit de collaboration au regard de leur complémentarité. Sans compter avec ce que l'industrie des loisirs et du divertissement représente en termes d'opportunités économiques, un vivier inestimable, pour ne pas dire exponentiel. Le Ministre Siandou Fofana, cité par Mme Isabelle Anoh, Directrice générale des Loisirs (DGL) au Ministère du Tourisme, indique que « *l'économie des loisirs équivaut à un marché mondial dont les différents segments ont généré plus de 1400 milliards de dollars en 2021 et les indicateurs estiment, selon une croissance annuelle de 13%, un chiffre-record de 2000 milliards de dollars en 2025!* ».

Le loisir, en guise de piqure de rappel, ensemble d'occupations auxquelles un individu peut s'adonner de plein gré après s'être dégagé de ses obligations professionnelles, familiales et sociales, contribue à renforcer l'équilibre psychosociologique, la santé et l'éducation de celui qui le pratique. Le loisir est un milieu et une expérience favorable à l'autonomisation des jeunes, il participe au développement socio-économique ainsi qu'à la cohésion sociale d'un pays. Il permet également l'employabilité des jeunes et des femmes.

Ledit message adressé à la Nation

marque davantage l'importance des loisirs et vise à organiser des actions de promotion des activités de loisirs qui requièrent la construction, l'aménagement et l'équipement d'infrastructures adaptées sur toute l'étendue du territoire. Avec en prime, des déclinaisons dans les établissements scolaires du pays. C'est du moins ce qu'argue Mamadou Kéïta, Directeur des Parcs de loisirs, d'attractions et des jeux numériques à la DGL, pilote principal dudit projet. Il est donc proposé la création de Centres intégrés de loisirs (CIL) dans les villes secondaires de notre pays afin de répondre aux besoins de toutes les franges de la population. Le projet prend en compte les différents types et formes de loisirs. Selon l'adage, selon lequel « Il n'y a de richesse que d'hommes », le

développement touristique ne saurait se faire sans des ressources humaines de qualité. A cette fin, le Ministère avec divers partenaires locaux comme internationaux, peaufine des sessions de formations, de stages à l'étranger et intra-muros, en plus de l'ouverture de nouvelles universités qui compteront une filière Tourisme, à l'instar de celle de San Pedro.

A juste titre et face au potentiel de quelque 230 000 emplois qualifiés et plus de 400 000 non-qualifiés, que la Stratégie « Sublime Côte d'Ivoire » devrait offrir d'ici 2025, avec une contribution des plus significatives au Pib national, le ministre Siandou Fofana exhorte la jeunesse à voir dans le tourisme le creuset d'un avenir garanti. Par une formation à propos.



FALLING WALLS LAB-ABIDJAN

# Plusieurs inventeurs primés pour l'édition 2023

Faire de l'écosystème touristique et ludique, un réservoir d'employabilité et un secteur de socialisation des jeunes, tel est le double objectif du ministère dans l'implémentation de l'année de la jeunesse initiée par le Président Alassane Ouattara.



Isaac Kouadio Kouakou Eliakim a remporté l'édition 2023 du concours « Falling Walls Lab-Abidjan » organisé depuis 2017 par la Fondation Friedrich Naumann. A l'Hôtel Palm Club, après un pitch de 3 mn, l'inventeur de Tchewy, une batterie électrique, conçue avec de l'aluminium, de l'air ambiant et des végétaux visant à remédier aux défis persistants de stockage d'énergie, a séduit le jury.

Cette invention, à la fois biodégradable, écologique et économique, se présente comme une réponse durable aux besoins énergétiques du 21<sup>e</sup> siècle. « Je suis très heureux d'avoir remporté ce prix et compte représenter valablement notre pays en Allemagne... Il faut dire que la technologie aluminium a été déjà abordée par des universités, mais elle a été abandonnée.

Nous l'avons récupérée pour résoudre entièrement les problèmes. Aujourd'hui, nous sommes fiers de dire que cette technologie est en marche et nous permet d'avoir une nouvelle batterie qui surclasse toutes les autres existantes », s'est réjoui M. Kouadio, qui est reparti avec deux trophées, un voyage en Allemagne, une Wi-Fi Pocket, un accompagnement de 6 mois d'une valeur de 3 millions FCFA etc. Il a

ravi cette place à Kouassi Anékoré Toussaint (2<sup>e</sup>), le coup de cœur du jury, avec son invention de groupe électrogène à pression hydraulique (à eau). Il a obtenu un trophée, et bénéficie d'un accompagnement de 6 mois d'une valeur de 3 millions FCFA etc.

Koui Esaïe Willy, coup de cœur du public, ferme la marche du trio gagnant grâce à son projet de production de vin rouge à base de pomme de cajou. Il a reçu un trophée, et bénéficie également d'un accompagnement de 6 mois d'une valeur de 3 millions FCFA etc.

Ils étaient face à 13 autres candidats qui n'ont pas démerité. Le grand oral sur la thématique « L'éthique de l'intelligence artificielle et biotechnologie : quels enjeux pour l'Afrique », a été développé par le Pr Lazare Poamé, titulaire de la Chaire Unesco.

A cela s'ajoutent deux panels, l'un sur la « biotechnologie en Côte d'Ivoire : état des lieux, défis et perspectives » et l'autre sur « invention et innovation : quelques stratégies de valorisation économique ». C'était en présence de Dr Nantarie Touré Aboa, présidente de la Commission chargée de la recherche et de l'innovation technologique de l'Assemblée Nationale, représentante du président de l'Assemblée Nationale,

de Alexandra Heldt, Directrice Afrique de l'Ouest de la Fondation Friedrich Naumann et bien d'autres invités.

Il faut souligner que lors du grand rendez-vous de ce concours en novembre 2023 à Berlin (Allemagne), des entrepreneurs et innovateurs africains tels que l'Ivoirien Kouadio Isaac Kouakou Eliakim (l'inventeur de Tchewy), Kadidiatou Sogoba (fondatrice de KeneyaBox, une startup innovante dans le domaine de la technologie et de la santé) et Elhadji Malick Sagne du Sénégal (avec son projet Cactus Innovation, proposant un modèle de ferme agricole révolutionnaire) ont fait bonne figure, même s'ils n'ont pas remporté le concours.

Falling Walls Lab est un concours international mettant en lumière les idées innovantes des inventeurs dans tous les domaines d'activités. Ainsi, il est donné de voir des solutions pour résoudre un problème spécifique dans le domaine de l'énergie, de la transformation agroalimentaire, de la santé, de l'éducation, du cinéma, de la sécurité alimentaire etc. La thématique centrale de cette édition était « Biotechnologies : quels enjeux et défis pour l'Afrique ? ».

## TOURISM AND YOUTH

## A promising combination!

*Making the tourist and recreational ecosystem a reservoir of employability and a sector for young people socialization remains the twofold objective of the ministry in the implementation of the youth year initiated by President Alassane Ouattara.*

The Minister of Tourism, Siandou Fofana, in line with the triple purpose of the national tourism development strategy known as “Sublime Côte d’Ivoire”, that is to say “promote the national territorial development, increase GDP and multiply tax revenues, and create job offers”, intends to make the sector a real source of reliable and viable employability for young people. The minister expects to take advantage of the African cup of nation on February 2024.

### 1,516 jobs and 1,000 training offers in hotel business...

Three major points should be noted regarding hotel business. Firstly, the General Manager of the Tourism and Hotel business (DGITH), Dr Klo Fagama, declared: “as part of the African Cup of Nation, the Ministry of Tourism has initiated the rehabilitation of state hotel complex in Abidjan, Yamoussoukro

and Bouake. Thus, a workforce of 1,516 young people in the field of the construction sector were recruited.”

Secondly the Quality Improvement Program in tourism business has been initiated. As such, a training and capacity building program for 1,000 young people in the 5 cities hosting the African Cup of Nation, Abidjan, Yamoussoukro, Bouaké, Korhogo and San Pedro, was planned for the months of June, July and August.

### ... while waiting for the cruises

Third, finally, a project to launch cruise tourism during African Cup of Nation is underway and should enable the creation of a thousand direct jobs linked to cruise tourism.

### Integrated leisure centres: the pragmatic steps!

To materialize the speech of the head of the nation His Excellency Alassane



OUATTARA delivered on December 31, 2022, setting 2023 as the year of youth, the Minister of Tourism is intensifying initiatives with its peers and the private sector to accelerate the construction of sports and recreational infrastructures.

Thus, on January 4, 2023, the Ministers of Tourism and Sports presented a global project for the construction of multi-sport facilities as well as the development of Leisure Centres and Spaces in various secondary cities in the country. These joined leisure and sports facilities, should be built on 4 ha to 8 ha.

## FALLING WALLS LAB-ABIDJAN

## Several award to winners for edition 2023 edition

Isaac Kouadio Kouakou Eliakim won the 2023 edition of the “Falling Walls Lab-Abidjan” competition organized since 2017 by the Friedrich Naumann

Foundation. At the Palm Club Hotel, after a 3-minute pitch, the inventor of Tchewy, an electric battery, designed with aluminum, ambient air and plants

aimed at solving persistent energy storage challenges, won over the jury.

This biodegradable, ecological and economical invention appears as a sustainable response to the energy needs of the 21st century. The winner said that: “I am very happy to have won this prize and intend to represent our country in Germany... He won a trip to Germany and a Pocket Wi-Fi and a six month financial assistance of 3 million FCFA etc. Mr. Kouassi Anékoré Toussaint won the second price with his invention of a hydraulic (water) pressure generator. He obtained a trophy, and benefits from 6 months financial assistance of 3 million FCFA etc. As for Kouï Esaïe Willy, he won the third price with the production of red wine from cashew apples. He received a trophy, and also benefits from 6 months financial assistance of 3 million FCFA etc.



**Anderson N'DA**, Directeur des Programmes et du Renforcement des Capacités-Côte d'Ivoire PME

## « Côte d'Ivoire PME travaille à matérialiser les ambitions du gouvernement en faveur de la jeunesse »

« Côte d'Ivoire PME » est une société d'Etat qui a pour vision, le renforcement de la compétitivité des PME et la création d'emplois durables, en particulier, en faveur des jeunes et des femmes. Anderson N'da, éclaire notre lanterne quant à la mission de l'agence et explique, en quoi consiste le soutien aux TPE/PME du Volet Entrepreneuriat Jeunes du PA-PSGouv



### Pouvez-vous nous présenter Côte d'Ivoire PME ?

La Société d'État « Côte d'Ivoire PME » a été créée à travers le décret n°2022-262 du 13 avril 2022. Elle est placée sous la tutelle technique du Ministre du Commerce, de l'Industrie et de la Promotion des PME et sous la tutelle financière du Ministre chargé du Portefeuille de l'Etat.

Sa mission est de réaliser, pour le compte de l'État, la promotion des Start-ups, des entrepreneurs, des Petites et Moyennes Entreprises (PME) et des Entreprises de Taille Intermédiaire (ETI) ainsi que de leur écosystème, et de contribuer à la mise en œuvre opérationnelle de la stratégie de développement de ces acteurs économiques.

De façon spécifique cette mission consiste tout d'abord à favoriser la création formelle d'entreprises, ensuite améliorer l'accès des petites et moyennes entreprises et des entreprises de taille intermédiaire aux financements et aux marchés ; favoriser l'amélioration du climat des affaires, notamment en ce qui concerne ces catégories d'entreprises, et enfin développer la culture entrepreneuriale et l'innovation.

Côte d'Ivoire PME constitue avec la Société de Garantie des

PME, les deux entités prévues pour être les filiales du Guichet Unique de Développement des PME (GUDE-PME).

### En quoi consiste le Soutien aux TPE/PME du Volet Entrepreneuriat Jeunes du PA-PSGouv ?

Le Programme Social du gouvernement (PSGouv) 2022-2024 vise à consolider les acquis du PSGouv 2019-2020 et à accélérer le rythme de réduction de la pauvreté et des inégalités. Ce programme bénéficie d'un appui financier de la Banque Africaine de Développement (BAD) à travers le projet dénommé Projet d'Appui au Programme Social du gouvernement (PA-PSGouv). Le PA-PSGouv 2022-2024 vise à renforcer l'action sociale du gouvernement par la création, le renforcement et l'opérationnalisation d'un dispositif de création d'entreprises et d'emplois viables par des jeunes et des femmes. Côte d'Ivoire PME y intervient, en collaboration avec l'USEP Emploi Jeunes, pour la mise en œuvre de la composante « Emploi des Jeunes et Entrepreneuriat » et plus précisément au niveau du Soutien aux TPE/PME de jeunes. Ainsi, d'une part, Côte d'Ivoire PME apporte son expertise à la réalisation du projet à travers un accompagnement à l'entrepreneuriat et au financement de jeunes porteurs de projets par la pré-incubation, l'incubation, le financement et le suivi post-financement.

Plus spécifiquement, il s'agit de former à l'entrepreneuriat 7 500 jeunes porteurs de projets parmi lesquels 2 500 seront sélectionnés et formés à l'élaboration de leur business plan. Il s'agit de financer par la suite 500 meilleurs projets de primo-entrepreneurs dont 30% de femmes, issus de la formation à l'élaboration de business plan. Enfin, financer et suivre 700 projets structurants ou collectifs. Il est également question de financer et suivre 160 PME déjà constituées et souhaitant booster ou accroître leur productivité ; suivre et coacher les entreprises financées, dans leur installation et exploitation par des structures d'encadrement et de coaching et créer à terme 10 100 emplois à travers ces différentes interventions.

D'autre part, Côte d'Ivoire PME apporte un appui au renforcement du dispositif entrepreneurial de l'écosystème à travers la réalisation de quatre études, la mise en place d'une plateforme d'assistance à distance des TPE/PME et d'un dispositif de labélisation des TPE/PME en vue de faciliter leur accès à la commande publique.

## Quelle est la population cible de ce projet et les conditions pour soumissionner ?

Ce projet couvre toute l'étendue du territoire national et concerne les jeunes hommes et les jeunes femmes qui remplissent les conditions suivantes : être âgé de 18 à 40 ans ; avoir un projet ou une idée de projet que vous souhaitez implanter dans votre zone de résidence ou encore être déjà entrepreneur avec pour ambition de passer à l'étape suivante du développement de votre entreprise. Il faut surtout être motivé, disponible et déterminé.

## Y'a-t-il des secteurs d'activités précis qui sont concernés par ce projet ?

Tous les secteurs d'activités sont concernés par ce projet, mais il existe quelques secteurs prioritaires que sont l'Agro-industrie, l'Agropastoral, le Tourisme, l'Artisanat, le Commerce, les Technologies de l'Information et de la Communication (TIC) et l'Economie verte.

## Comment soumettre son dossier pour participer au projet ?

La soumission du dossier est très simple. Il suffit de se rendre

sur le site internet de Côte d'Ivoire PME ([www.cipme.ci](http://www.cipme.ci)) et renseigner le formulaire en ligne.

Pour toutes les personnes qui n'ont pas accès à internet ou qui rencontrent des difficultés à renseigner le formulaire, elles peuvent se rendre dans une des représentations de Côte d'Ivoire PME à Abidjan ou en région. Elles peuvent également nous contacter au +225 25 20 00 18 28.

## Quelles sont les différentes catégories de projet et à quels types de promoteurs s'adressent-ils ?

Il existe 3 différentes catégories que nous appelons les Guichets. Le Guichet est la porte d'entrée du projet. Il précise la nature du projet ainsi que le type de promoteur qu'il accueille.

### Guichet 1 : Primo-entrepreneur (Projet individuel)

Ce guichet est réservé aux projets individuels ou aux jeunes promoteurs individuels désireux de faire leurs premiers pas en entrepreneuriat. A défaut d'avoir un projet déjà élaboré, il doit avoir une idée projet claire qu'il souhaite matérialiser et développer.



FIPME  
Fédération Ivoirienne  
des PME

Depuis  
1995  
au service  
des PME

- + 27 ans  
Au service des PME et des organisations interprofessionnelles
- 40  
Associations et organisations professionnelles
- 45  
Représentations régionales
- + 25  
Secteurs d'activités représentés

ENSEMBLE, POUR UN OBJECTIF FÉDÉRATEUR

Tel : (225) 27 22 41 20 17 / Fax : 27 22 41 16 57  
[www.fipme.ci](http://www.fipme.ci) / Email : [secretariat@fipme.ci](mailto:secretariat@fipme.ci)  
06 BP 212 Abidjan, Cocody II Plateaux

Fédération ivoirienne des PME | Fédération ivoirienne des PME (FIPME) | f.i.p.m.e



REPUBLIQUE DE CÔTE D'IVOIRE  
UNION - DISCIPLINE - TRAVAIL

MFB  
MINISTRE DU BUDGET  
ET DE LA TRÉSORERIE  
GÉNÉRALE  
DU BUDGET ET DES FINANCES

Cellule d'Information  
des Opérateurs Économiques

Avec  
**eFournisseur**  
Plateforme informatique en ligne des Opérateurs Économiques et Fournisseurs de l'État

SUIVEZ EN LIGNE LE TRAITEMENT  
DE VOS **FACTURES**  
AVEC **L'ÉTAT**

*Vous informer, notre priorité!*

*Vous informer, notre priorité!*

+225 27 20 242 460 / 27 20 242 456 - N° vert: 800 800 58  
Rez de chaussée de la Tour F de la Cité financière au plateau  
[www.dgbf.gouv.ci](http://www.dgbf.gouv.ci) / accès à "e-fournisseur" en ligne  
[celiope@budget.gouv.ci](mailto:celiope@budget.gouv.ci)

**Guichet 2 : Projet structurant (Projet collectif)**

Le projet structurant ou projet collectif est un projet à fort impact socio-économique et regroupe 5 à 10 jeunes. Ainsi, les soumissionnaires à ce Guichet, doivent être un groupe d'entrepreneurs, qui souhaite réaliser un projet commun dans lequel chaque membre est solidairement responsable.

**Guichet 3 : TPE/PME (Entreprise formelle)**

Ce guichet concerne les Très Petites Entreprises (TPE) et les Petites et Moyennes Entreprises (PME) déjà constituées, disposant d'une Déclaration Fiscale d'Existence (DFE). Il s'agit d'entreprises offrant un potentiel de croissance et souhaitant booster leurs activités.

**En quoi consistera concrètement l'accompagnement de Côte d'Ivoire PME ?**

Après la sélection des soumissionnaires, Côte d'Ivoire PME proposera un accompagnement sur mesure en quatre phases et spécifiques à chaque guichet. Aussi, pour chacune des phases, une sélection des participants est faite en amont pour retenir les meilleurs.

Les quatre phases de l'accompagnement se déclinent comme suit : une phase de pré-incubation d'un mois au cours de laquelle des formations en entrepreneuriat seront dispensées.

La deuxième est celle de l'incubation de trois à six mois en vue de l'élaboration de business plan. S'en suit une phase de financement des projets ; et enfin une phase de suivi post-financement pendant un an.

**Hormis ce programme, disposez-vous d'autres à destination des jeunes ?**

Oui, nous avons d'autres projets à destination des jeunes mais aussi des femmes et même de la diaspora. Certains de ces projets notamment le Projet de Pôle Agro-industriel dans la région du Bélier (2PAI-Bélier) et le Projet d'Appui Intégré aux Chaînes de valeur du cacao, du manioc et de la banane plantain (PAIC), ont déjà débuté. D'autres projets sont à venir.

Le Président de la République de la Côte d'Ivoire, SEM. Alassane Ouattara a décrété l'année 2023 « Année de la Jeunesse ». Pour ce faire, Côte d'Ivoire PME travaille conformément à cette vision pour matérialiser les ambitions du gouvernement.

Nous invitons tous les jeunes à adhérer aux initiatives lancées par le gouvernement en s'inscrivant massivement aux différents projets mis en œuvre par Côte d'Ivoire PME pour ensemble bâtir une Côte d'Ivoire créative et prospère.



**La Chambre de Commerce Européenne en Côte d'Ivoire (EUROCHAM), c'est :**

- 200** ENTREPRISES MEMBRES\*  
\*Grands groupes, Filiales, SME.
- 15** ANNÉES D'EXPERTISE
- 14** NATIONALITÉS EUROPÉENNES

**NOS SERVICES**

- ÉVÉNEMENTS DE RÉSEAUTAGE
- VEILLE DU CLIMAT DES AFFAIRES
- FORMATIONS ET CONFÉRENCES
- GESTION DE PROJETS
- ÉLABORATION DE PUBLICATIONS

Rejoignez-nous et devenez un membre engagé de la Chambre !

ADHÉSION ET INFORMATIONS  
+225 27.20.328.100  
info@eurochamci.com

SUIVEZ-NOUS SUR LINKEDIN  
Eurocham Côte d'Ivoire  
www.eurochamci.com



**MISSIONS :**

- Défense des intérêts de ses membres
- Apporter les réponses collectives et propositions de valeurs aux problématiques et défis de développement sectoriels rencontrés tant au plan local qu'au plan régional.
- Contribuer au développement d'une économie numérique et à la transformation digitale des chaînes de valeur dans tous les secteurs d'activité économique

**CHIFFRES-CLÉS :**

2022 :

- Environ 3% du PIB de la Côte d'Ivoire.
- Environ 11% des recettes fiscales.
- 2 262 : nombre d'emplois directs.
- 40 097 410 : nombre d'abonnements à la téléphonie mobile.
- 173,03% de Taux de pénétration du téléphone mobile.

**CONTACTS :**  
Union Nationale des Entreprises de Télécommunications

- 📍 01 Avenue 19ème Novembre, Plateau d'Affaires, Abidjan - Côte d'Ivoire
- 📞 +225 27 22 54 45 45
- +225 27 22 41 34 00
- +225 07 96 04 98 01 / 06 94 13 02 16
- 🌐 unetel@unetel.ci
- 📧 unetel.gouv.ci
- 📱 unetel\_2019\_bot
- 📱 unetel.ci

**MEMBRES :**



## DE NOUVELLES PROMOTIONS AU SEIN DES DOUANES IVOIRIENNES !



Le Général DA Pierre Alphonse, Directeur Général des Douanes, est promu Administrateur Général (Général 4 étoiles) et avec lui, de nouveaux Généraux et Colonels-Majors.

Il s'agit de :

- Général KADIO Albert-Louis, Directeur Général Adjoint des Douanes,
- Général OUATTARA Issa, Directeur Général Adjoint des Douanes,
- Général TOURE Drissa, Président de la CENTIF
- Colonel-Major BOUAGBA Bruce, Inspecteur Général
- Colonel-Major N'DRI Jacques, Inspecteur Général Adjoint
- Colonel-Major PALE Olo Sib, Conseiller Technique du Directeur Général à Genève



**Tous pour une Douane Leader au service de la Compétitivité économique !**

**Anderson N'DA**, head of the Capacity Building Programs of Côte d'Ivoire SME

## “Côte d'Ivoire PME” is a state-owned company which aims at strengthening SMEs competitiveness and creating sustainable jobs for young people and women.

*Anderson N'da, sheds light on the agency's mission and explains the support provided to VSEs/SMEs in the Youth Entrepreneurship Component of PA-PSGouv program*

### Can you talk about Côte d'Ivoire PME?

As a state-owned company, “Côte d'Ivoire PME” was created by order No. 2022-262 of April 13, 2022. Its mission is to promote Start-ups, entrepreneurs, Small and Medium-sized Enterprises (SMEs) and Mid-Size Enterprises (ETI) and to contribute to the operational implementation of the development strategy of these economic actors.

### What does the Support for VSEs/SMEs of the Youth Entrepreneurship Component of the PA-PSGouv consist of?

The 2022-2024 Government Social Program (PSGouv) aims at consolidating the achievements of the 2019-2020 PSGouv and accelerate the reduction of poverty and inequalities. This program benefits from financial support from the African Development Bank (AfDB) through the project called Government Social Program Support Project (PA-PSGouv). The 2022-2024 PA-PSGouv aims to strengthen the Government's social action by creating, strengthening and operationalizing a system for creating viable businesses and jobs by young people and women. Côte d'Ivoire PME is involved, in collaboration with USEP Emploi Jeunes, for the implementation of the “Youth Employment and Entrepreneurship” component and more precisely in terms of support for young VSEs/SMEs.

### What is the target population of this project and the conditions for bidding for?

This project covers the entire national



territory and concerns young men and young women who meet the following conditions: be aged from 18 to 40; have a project or a project idea they wish to implement in their area of residence or even be an entrepreneur who want to develop his/her business.

### Are there specific sectors of activity that are affected by this project?

All sectors of activity are concerned by this project, but there are a few priority sectors which are Agro-industry, Agropastoral, Tourism, Crafts, Commerce, Information and Communication Technologies (ICT) and Green Economy

### How do we apply for the project?

You simply need to go to the Côte d'Ivoire PME website ([www.cipme.ci](http://www.cipme.ci)) and complete the online form.

For those who do not have access to the internet or who cannot complete the form, they can go to one of the Côte d'Ivoire PME representations in Abidjan

or in the region. They can also contact us on +225 25 20 00 18 28.

### What are the different project categories and target population?

There are 3 different categories that we call Counters. The Counter is the gateway to the project. It specifies the nature of the project as well as the target population.

Counter 1: new entrepreneur (Individual project)

Counter 2: Structuring project (Collective project)

Counter 3: VSE/SME (formal business).

### What will the support of Côte d'Ivoire PME actually consist of?

After the selection, Côte d'Ivoire PME will offer tailor-made support divided into four phases. .

The four phases of support are as follows: a one-month pre-incubation phase during which entrepreneurship training will be provided. The second is that of incubation of three to six months with a view to developing a business plan. This is followed by a project financing phase; and finally a post-financing monitoring phase for one year.

### Apart from this program, do you have any others for young people?

Yes, we have other projects designed for young people but also women and even the diaspora. Some of these projects, notably the Agro-industrial Pole Project in the Béliér region (2PAI-Béliér) and the Integrated Support Project for the Cocoa, Cassava and Plantain Value Chains (PAIC), have already started. Other projects are to come.

### L'Office Ivoirien de la Propriété Intellectuelle ,

en abrégé O.I.PI est un Établissement Public National créé par décret n° 2005-112 du 24 février 2005, chargé d'administrer le système de la Propriété Intellectuelle.

Il assure en outre la représentation de l'Organisation Africaine de la Propriété Intellectuelle (OAPI) et de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle (OMPI)

Le décret n° 2015-241 du 08 avril 2014, fixe les attributions, l'organisation et le fonctionnement de l'OIPI.

### Missions :

L' Office Ivoirien de la Propriété Intellectuelle a pour missions de :

- protéger tous les titres de propriété industrielle tels que définis par l'Accord de Bangui ;
- suivre sur le plan national et international, les questions de propriété intellectuelle ;
- promouvoir et de gérer les activités nationales de propriété intellectuelle, en liaison avec l'OAPI et l'OMPI ainsi qu'avec toute organisation susceptible d'apporter une assistance à la Côte d'Ivoire en la matière;
- combattre, en liaison avec les autorités compétentes, la contrefaçon, le piratage et la fraude en matière de propriété intellectuelle.

### Objets protégés :

- Noms commerciaux;
- Marques de produits ou de services;
- Inventions, Innovations (Brevets);
- Modèles d'utilité;
- Dessins et modèles industriels;
- Indications géographiques;
- Obtentions végétales;
- Schémas de configuration des Circuits intégrés.



### Public cible :

- Créateurs et Inventeurs;
- Entreprises Industrielles et Commerciales;
- Institutions et Centres de recherche;
- Inventeurs, Chercheurs et étudiants;
- Organismes publics et privés;
- Petites et Moyennes Entreprises;
- Artisans et Producteurs Agricoles.

### Nos réalisations phares de 2023

Labellisation de trois produits emblématiques de notre terroir par le système des Indications Géographiques :

- l'Attiéké des Lagunes ;
- le Pagne Baoulé ;
- le Café des Montagnes de Man.

### Les produits emblématiques du terroir labellisés :



Attiéké des Lagunes



Pagne Baoulé



Café des Montagnes de Man

---

## GRAND ANGLE

P84-86

---

## TOUT SUR

P88-90

# Dossier

---

**SPOTLIGHT**

P86-87

---

**ALL ABOUT**

P92-94

# Specific Matter

ARDCI

# Une approche décentralisée pour l'insertion des jeunes

*Demeurer une force de propositions et un interlocuteur crédible, notamment auprès de l'ensemble des partenaires au développement, dans l'accompagnement de l'essor des économies locales, sources de création de richesse et d'emplois, de réduction de la pauvreté et de promotion du bien-être des populations, tel est le leitmotiv de l'Ardci. Cette institution est fortement engagée dans la Maîtrise d'Ouvrage Déléguée (MOD) avec les Régions/Districts autonomes pour la mise en œuvre de projets/programmes en faveur de l'insertion professionnelle des jeunes.*

## Rappel du contexte de la mise en place de la Maîtrise d'Ouvrage Déléguée (MOD)

Le gouvernement de Côte d'Ivoire a obtenu en 2011 de l'International Development Association (IDA) un don pour financer le Projet Emploi Jeune et Développement des Compétences (Pejedec). Ce projet avait pour objectif d'améliorer l'accès aux emplois et le développement des compétences professionnelles des jeunes, hommes et femmes de tout niveau de qualification, âgés de 18 à 30 ans en situation de sans emploi ou sous-emploi.

Le Pejedec initial a atteint ses objectifs quantitatifs et qualitatifs à sa date de clôture prévisionnelle au 30 Juin 2015. Au vu des résultats obtenus et à la demande du gouvernement ivoirien, la Banque Mondiale a octroyé des ressources pour une phase additionnelle. L'une des innovations apportées par le Pejedec additionnel est l'approche décentralisée de l'insertion des jeunes par une Maîtrise d'Ouvrage Déléguée (MOD) avec les collectivités territoriales, dans des zones mal desservies par les interventions liées à l'emploi et où vit une proportion élevée de jeunes avec un faible niveau de qualification. Ainsi, sur la base de critères prédéfinis, dix (10) régions/districts autonomes ont été identifiés par l'Assemblée des Régions et Districts de Côte d'Ivoire (Ardci) pour bénéficier de cette phase additionnelle qui s'est déroulée de juillet 2016 au 31 décembre 2020. Ce sont : le District Autonome de Yamoussoukro, et les régions de l'Agneby-Tiassa, de la Bagoué, du Bélier, du Gboklè, du Haut-Sassandra, du Kabadougou, de La Mé, du Moronou, et de San Pédro.

Douze (12) communes sélectionnées en lien avec l'Union des Villes et Communes de Côte d'Ivoire (Uvicoci) ont, également, bénéficié, d'un appui pour la mise en œuvre des Thimo en milieu urbain. Il s'agit des communes d'Adzopé, d'Akoupé, d'Arrah, de Bongouanou, de Tengrela, d'Odienné, de Bako, de Gboguhé, de Vavoua, de Tabou, de Grand-Béréby et de Sassandra.

Les résultats très satisfaisants de la Maîtrise d'Ouvrage Déléguée (MOD) avec les collectivités territoriales ont convaincu l'Agence Française de Développement de mettre en œuvre une MOD sur le volet Entreprenariat du C2D Emploi, Phase 2, avec 15 Régions/District dont les 10 Régions/District bénéficiaires du Pejedec Additionnel.

Les cinq (05) nouvelles régions bénéficiaires sont le Gontougo, les Grands-Ponts, l'Iffou, le Loh-Djiboua et le Sud-Comoé. Les conventions ont été signées en novembre 2021.

Suivant les objectifs de l'Ardci et le plaidoyer entamé depuis les premières négociations du partenariat avec le BCP-Emploi, le ministre de la Promotion de la Jeunesse, de l'Insertion des Jeunes et du Service Civique, Touré Mamadou, en accord avec les partenaires de la Banque mondiale et l'Agence française de développement (AFD), a soutenu le passage à l'échelle du dispositif MOD. Cela avec le Pejedec-3 et le C2D-3, par la prise en compte de l'ensemble des trente-et-une (31) Régions et des deux (2) Districts autonomes d'Abidjan et



de Yamoussoukro, couvrant le territoire national.

Pour ce faire, douze (12) Régions seront prises en charge uniquement par le financement de la Banque mondiale (Pejedec-3). Neuf régions, uniquement prises en charge par le financement sur le C2D-3 (C2D-3 - Emploi) et douze Régions/Districts, pris en charge par les deux financements (Pejedec-3 et C2D3 - Emploi).

Sur ces deux financements, ce sont plus 45 milliards FCFA dédiés à la maîtrise d'ouvrage déléguée avec les Régions/Districts autonomes

### Principes directeurs de l'approche décentralisée de l'insertion des jeunes

Les éléments clés de l'approche décentralisée de l'insertion des jeunes repose sur plusieurs éléments clés. Tout d'abord, une structuration régionale avec une Maîtrise d'Ouvrage Déléguée (MOD) assurée par les Conseils régionaux et de Districts, la mise en place d'une Cellule Projet au niveau de la Région/District. Ensuite, la signature d'une convention entre chaque Région/District et une Institution de Microfinance (IMF), et également avec

un prestataire de mise en œuvre. Et enfin, une participation des Collectivités territoriales aux coûts de mise en œuvre (fonds de garantie, frais de coordination et de suivi, etc.)

Plusieurs résultats ont été obtenus dans le cadre du Pejedec. On pourra citer entre autres, les conventions de MOD signées avec les dix (10) collectivités territoriales ciblaient un effectif de 7.100 jeunes bénéficiaires pour un montant global de 7.069.047.045 FCFA, à travers différents programmes : Travaux Haute Intensité de Main d'œuvre (Thimo), Apprentissage, Entreprenariat (Activités Génératrices de Revenu - AGR et Micro et petites entreprises - MPE).

En ce qui concerne les conventions de MOD avec les douze (12) mairies, le montant global est de 3.038.206.311 FCFA pour 4.000 jeunes bénéficiaires.

### Le PEJEDEC, une fierté nationale

Le président de la République se préoccupe de l'avenir de la jeunesse et le Pejedec permet de toucher de plus près les réalités des régions en y apportant des solutions. Au regard de cette performance, l'Etat de Côte d'Ivoire et la Banque mondiale ont signé le 23

février 2022, un accord de prêt pour une troisième phase du projet dénommé «

**31** milliards FCFA, c'est le montant qui sera dégagé dans le cadre du Projet Emploi Jeune et Développement des Compétences (Pejedec) qui permettra de prendre en charge 68 000 jeunes d'ici à 2026. L'information a été donnée par le coordonnateur du projet, Dr Herman Toualy au cours de la signature d'une convention entre la Banque mondiale et les 24 régions et districts bénéficiaires du projet PEJEDEC.

Aka Aouélé, président de l'Association des régions et districts de Côte d'Ivoire (ARDCI) après avoir exprimé sa gratitude au ministre Mamadou Touré pour son engagement aux côtés des régions et districts de Côte d'Ivoire et son soutien aux Maîtrises d'Ouvrage Déléguée, a salué le passage à échelle d'un modèle de gouvernance inspirant de financement de projet jeunes dans les régions. « Pour couvrir tout le territoire national, il reste 9 régions qui manquent à l'appel. En ma qualité de président de l'ARDCI, je fais ce plaidoyer pour que ces 9 régions bénéficient également de financement au niveau du C2D3 », a-t-il sollicité.

Prenant à son tour la parole, le Ministre Mamadou Touré a rassuré le président de l'Association des régions et districts de Côte d'Ivoire sur la prise en compte des 9 autres régions qui n'ont pas été sélectionnées pour ce financement Banque mondiale et n'a pas manqué de remercier la Banque mondiale et tous les acteurs impliqués dans la mise en œuvre du PEJEDEC. « Nous avons 24 régions, mais les 9 autres régions seront prises en compte par les financements de l'Agence française développement qui se chiffrent à 14 milliards FCFA », a-t-il précisé avant de féliciter les 10 régions pilotes pour l'atteinte des objectifs avec un taux d'insertion de plus de 70 %.



PEJEDEC » d'un montant de 132 millions d'euros, soit 32,2 milliards de FCFA.

### **Le rôle de l'ARDCI dans la mise en œuvre de projets/programmes en faveur de l'insertion professionnelle des jeunes**

L'Assemblée des Régions et Districts de Côte d'Ivoire (ARDCI) est une plateforme regroupant les trente-et-une (31) Régions et les deux (02) Districts autonomes de Côte d'Ivoire, à savoir Abidjan et Yamoussoukro. Créée le 31 juillet 2013, conformément aux dispositions de la loi n°60-315 du 21 septembre 1960, relative aux associations, la faitière regroupant initialement les 31 Régions se dénommait « Assemblée des Régions de Côte d'Ivoire » (ARCI).

L'Assemblée générale du 23 Avril 2014, a décidé de l'intégration des deux (02) Districts Autonomes d'Abidjan et de Yamoussoukro, et l'ARCI est devenue l'Assemblée des Régions et Districts de Côte d'Ivoire (ARDCI).

En tant que faitière, l'ARDCI joue un rôle d'interface au plan national et international. Ainsi, l'action de l'ARDCI est prépondérante dans les négociations en vue d'optimiser le cadre de déploiement des compétences de ses membres, à travers des actions de lobbying et de plaidoyer à divers niveaux, notamment auprès des hautes autorités de l'Etat, des Institutions de la République, des Ministères, des partenaires au développement, du secteur privé et des Organisations de la société civile.

La faitière mène également des actions de développement de partenariats et de renforcement des capacités, contribuant ainsi à créer et à optimiser les conditions d'exercice des compétences dévolues à ses membres.

En somme, par ses interventions, l'ARDCI vise, à terme, à assurer un développement efficient des collectivités tout en s'inscrivant dans une approche de gouvernance participative et de coopération décentralisée innovante par la promotion de partenariats gagnant-gagnant.

L'ARDCI est officiellement déclarée sous le numéro : 537/MEMIS/DGAT/DAG/SDVA du 04 août 2014. Depuis 2015, par décret n°2015-08 du 14 janvier 2015, l'ARDCI est reconnue d'utilité publique.

## ARDCI

# A Decentralized Approach for Young People Integration Policy

**T**he ARDCI aims at remaining a strong and a credible actor with development partners in supporting local economic growth. The final objectives are to promote job creation, poverty reduction and population well-being. This institution is strongly involved in Delegated Project Management (MOD) with Regions/Districts authorities for the implementation of projects/programs promoting the professional integration of young people.

### **Key notes on the implementation of Delegated Project Management policy**

International Development Association (IDA) made a donation to the Government of Côte d'Ivoire) to support the Youth Employment and Skills Development Project (PEJEDEC) in 2011. This project aimed at promoting young people empowerment by improving their professional skills and offering jobs opportunities.

The initial PEJEDEC achieved its quantitative and qualitative objectives at its planned closing date of June 30, 2015. Based on achieved results and at the request of the Ivorian Government, the World Bank granted resources for an additional phase. One of the innovations brought by the additional PEJEDEC is the decentralized approach to the integration of young people through a Delegated Project Management (MOD). The targeted population was young people living place dominated by high rate of unemployment and low level of qualification.

Thus, on the basis of predefined

criteria, ten (10) regions/districts authorities were identified by the Assembly of Regions and Districts of Ivory Coast (ARDCI) to benefit from this additional phase project which took place from July 2016 to December 31, 2020. These are: the District Authority of Yamoussoukro, and the regions of Agneby-Tiassa, Bagoué, Béliér, Gboklè, Haut-Sassandra, Kabadougou, La Mé, Moronou, and San Pedro.

### **Guiding principles of the decentralized approach to youth integration**

The decentralized approach to youth integration is based on several key elements. First of all, a regional structure with Delegated Project Management (MOD) ensured by the Regional and District Councils, the establishment of a Project Unit at the Regional/District level. Then, an agreement is signed between each Region/District and a Microfinance Institution (MFI), and also with an implementation a service provider. Finally, local authorities are deeply involved in the implementation costs (guarantee fund, coordination and monitoring costs, etc.).

Several results have been obtained in the framework of PEJEDEC: among others, we have the MOD agreements signed with the ten (10) local authorities targeting a workforce of 7,100 young beneficiaries for a total amount of 7,069,047,045 FCFA, through different programs. Among others, we have High Labor Intensity Works (Thimo), Apprenticeship, Entrepreneurship (Income Generating Activities - AGR and Micro and Small Enterprises - MPE).



As for MOD agreements with the twelve (12) town halls, the overall amount is 3,038,206,311 FCFA for 4,000 young beneficiaries.

### **PEJEDEC, a national pride**

The President of the Republic has expressed his concern for a bright future for youth and PEJEDEC has allowed getting closer to the realities of the regions and addressing them. Based on its performance, the State of Côte d'Ivoire and the World Bank signed on February 23, 2022, a loan agreement for a third phase of the project called

“PEJEDEC” for an amount of 132 million euros, representing 32.2 billion FCFA.

### **ARDCI keys roles in the implementation of projects/ programs promoting the professional integration of young people**

The Assembly of Regions and Districts of Côte d'Ivoire (ARDCI) is a platform bringing together the thirty-one (31) Regions and the two (02) Districts authorities of Côte d'Ivoire, namely Abidjan and Yamoussoukro.

Created on July 31, 2013, in accordance with the provisions of Law No. 60-315 of September 21, 1960, related to associations, the umbrella organization was initially involved 31 Regions and was called “Assembly of the Regions of Côte d'Ivoire” (ARCI).

The General Assembly of April 23, 2014, decided on the integration of the two (02) Districts Authorities of Abidjan and Yamoussoukro, and the ARCI became the Assembly of Regions and Districts of Côte d'Ivoire (ARDCI). As an umbrella organization, the ARDCI plays an interface role at both national and international level.

The ARDCI plays an important role in the different negotiations by showing and optimizing the skills of its members, through lobbying and advocacy actions at various levels, in particular with the high authorities of the State, Institutions of the Republic, Ministries, development partners, the private sector and Civil Society Organizations.

The umbrella organization also carries out partnership development and capacity building actions. This contributes to creating and optimizing its members skills.

**Y**outh Employment and Skills Development Project (Pejedec) founding amounts 31 billion FCFA. The objective is to support 68,000 young people by 2026. The information was given by the coordinator of the project, Dr Herman Toualy during the signing of an agreement between the World Bank and the 24 regions and districts benefiting from the PEJEDEC project.

Aka Aouélé, president of the Association of Regions and Districts of Côte d'Ivoire (ARDCI) after expressing his gratitude to Minister Mamadou Touré for his commitment for the regions and districts of Côte d'Ivoire and his support for the M O D, has expressed his strong commitment to this inspiring governance model for financing youth projects in the regions.

OIT

# Une agence des Nations Unies au service de la promotion du travail décent pour tous en Côte d'Ivoire

L'Organisation internationale du Travail (OIT) est l'unique organisation au sein du système des Nations Unies qui réunit non seulement les représentants des gouvernements mais aussi ceux des organisations représentatives d'employeurs et de travailleurs de 187 Etats Membres. Cette organisation plus que centenaire s'attelle à établir des normes internationales, élaborer des politiques et concevoir des programmes visant à promouvoir le travail décent pour tous les hommes et femmes dans le monde. Aussi entend-elle faire en sorte que d'ici à 2025, les jeunes filles et garçons, particulièrement ceux en situation de vulnérabilité accèdent davantage aux opportunités socioéconomiques et développent leur plein potentiel.

**C**ette institution a fêté ses 100 ans d'existence en 2019 et depuis sa création, son mandat est de promouvoir la justice sociale et un monde du travail meilleur à travers l'établissement de normes internationales du travail, la promotion du dialogue social et l'appui à la formulation et à la mise œuvre de politiques visant à promouvoir le travail décent pour tous les hommes et les femmes dans le monde.

Les Mandants tripartites de l'OIT en Côte d'Ivoire sont le gouvernement, avec le ministère de l'Emploi et de la Protection Sociale comme Ministère de tutelle, la Confédération Générale des Entreprises de Côte d'Ivoire (CGECI) et les organisations de travailleurs (Les Centrales syndicales – UGTICI, CISL DIGNITE, FESACI CG, UNATRCI et HUMANISME) qui participent donc à la gouvernance de notre organisation à travers notamment leur participation chaque année en juin à la Conférence Internationale du Travail réunissant tous nos mandants.

## L'OIT EN ACTION EN CÔTE D'IVOIRE

Membre de l'OIT depuis le 21 novembre 1960, la Côte d'Ivoire abrite le bureau pays pour la Côte d'Ivoire, le Bénin, le Burkina Faso, le Mali, le Niger et le Togo.

Dirigé présentement par Monsieur Frédéric Lapeyre, le bureau pays a la responsabilité dans chacun de ces pays, d'appuyer les mandants à élaborer et à mettre en œuvre les programmes

relevant de l'Agenda du travail décent dans le cadre des programmes de promotion du travail décent (PPTD) et des cadres de coopération des Nations Unies pour le développement durable (CCDD).

L'OIT est ainsi le chef de file du Groupe de Résultats 5 pour la promotion de la jeunesse du Cadre de Coopération pour le Développement Durable (CCDD) 2021-2025 signé le 21 janvier 2021 entre le gouvernement et le Système des Nations Unies pour le Développement en Côte d'Ivoire. Ce résultat consiste à faire en sorte que « d'ici à 2025, les jeunes filles et garçons,

particulièrement ceux en situation de vulnérabilité accèdent davantage aux opportunités socioéconomiques et développent leur plein potentiel » ; des résultats cadrant avec le mandat de l'OIT lui facilitant des cocréations de projets dans l'esprit de "One UN".

## Une assistance technique de premier choix

L'OIT à travers son assistance technique et ses projets de coopération appuie les efforts de la Côte d'Ivoire pour une croissance plus inclusive se traduisant par un monde du travail meilleur et plus de justice sociale. Ses actions

Le DG de l'OIT cueille une cabosse de cacao.



visent la consolidation du dialogue social, la promotion du travail décent dans les chaînes d'approvisionnement, l'extension de la protection sociale, la formalisation de l'économie informelle, la lutte contre les discriminations et violences, notamment basées sur le genre, la sécurité et la santé au travail, la formation et l'accès à l'emploi des jeunes, la mise en place d'un environnement approprié pour des Petites et Moyennes Entreprises (PME) durables créatrices d'emplois, la transition écologique juste, la protection de groupes de travailleurs particulièrement vulnérables comme les travailleurs domestiques et les travailleurs migrants et bien sûr l'élimination du travail des enfants. Concernant cette dernière priorité, l'OIT apporte depuis longtemps un appui technique à la Côte d'Ivoire dans le cadre de l'élaboration des cadres politiques et réglementaires qui permettent d'encadrer et d'orienter les efforts nationaux de lutte contre le travail des enfants. Ces interventions contribuent d'une part à la mise en œuvre du Plan d'action national sur l'élimination du travail des enfants (2019-2023) et d'autre part à la mise

en œuvre de la Stratégie nationale de cacao durable adoptée en juillet 2022. Elles sont aussi alignées à l'Appel à l'action de Durban adopté au terme de la 5<sup>ème</sup> Conférence mondiale sur l'élimination du travail des enfants qui s'est tenue en Afrique du Sud en mai 2022. On peut noter aussi que l'OIT a contribué à la mise en place et à l'extension du Système d'Observation et de Suivi du travail des enfants (SOSTECI) qui est un outil essentiel dans la lutte contre ce fléau du monde du travail. De récents appuis ont permis la mise en place de 36 Comités villageois SOSTECI dédié à la lutte contre le travail des enfants, dans les sous-préfectures de Grand-Zatry et M'batto. Sur le volet de la promotion de la protection sociale en tant qu'instrument de réduction de la vulnérabilité face au travail des enfants, l'OIT a contribué aux côtés de la Caisse Nationale d'Assurance Maladie (CNAM) à l'enrôlement de plus de 5000 producteurs de cacao à la couverture Maladie Universelle (CMU). Ces appuis ont pour beaucoup été possible grâce au projet de l'OIT intitulé ACCEL Africa, financé par les Pays Bas, à travers lequel de nombreuses bonnes pratiques nationales ont pu se développer. L'OIT, l'UNICEF et l'OIM viennent aussi de lancer en présence de la Première Dame Dominique Ouattara un projet commun très important intitulé « Ensemble pour agir sur les causes profondes du travail des enfants dans la Nawa » qui est financé par l'Union européenne et la Suisse. L'objectif d'un tel projet est de développer une approche territoriale mobilisant les différents acteurs afin de s'attaquer ensemble aux facteurs structurels du travail des enfants (la pauvreté, le manque de services et d'infrastructures sociales de base, les besoins de renforcement des compétences, la nécessité d'étendre la couverture de protection sociale, etc.) avec en vue la diffusion des bonnes pratiques dans les autres régions. Il faut saluer ici le rôle de la Côte d'Ivoire au sein de l'Alliance 8.7 comme pays pionnier à l'avant-garde des efforts pour le développement de nouvelles

approches visant à atteindre l'objectif de développement durable 8.7 concernant l'éradication du travail des enfants, du travail forcé, de l'esclavage moderne et de la traite d'êtres humains.

## LES PROJETS DE L'OIT EN CÔTE D'IVOIRE

Près d'une dizaine de projets sont en cours. Ce sont notamment :

**La Dimension Sociale de la Transition écologique :** Financé par la France il vise à rendre possible une transition écologique juste en Côte d'Ivoire par une meilleure compréhension de la nature et de l'ampleur de l'impact des changements climatiques sur l'emploi et les revenus. Il contribue également à la définition de mesures et politiques sociales à même de promouvoir la création d'emplois verts et l'inclusion sociale tout en atténuant les risques économiques et sociaux.

**ProAgro YOUTH : « Appui aux pôles agro-industriels intégrés :** Mis en œuvre dans les régions du Poro, Tchologo et Bagoué avec le soutien financier du FIDA, ce projet qui appuie les efforts du gouvernement contribuera à terme à la création de 1500 emplois indépendants et salariés décents pour les jeunes ruraux (hommes et femmes) grâce à des pôles agro-industriels intégrés.

**Renforcement de la gouvernance de la migration de main-d'œuvre dans les secteurs de l'agriculture et du travail domestique (AGRIDOM) :** Le projet AGRIDOM permet d'optimiser le potentiel de développement des travailleurs migrants dans les secteurs agricoles et du travail domestique à travers une migration plus équitable et un meilleur accès au travail décent. Il est financé par la Suisse.

**Commerce au service du travail décent :** Ce projet a pour but d'améliorer l'application des conventions fondamentales de l'OIT et les conditions de travail dans les pays partenaires commerciaux de l'Union Européenne (UE) dont la Côte d'Ivoire.





Dominique Ouattara après le lancement du projet ENACTE

**Accélérer l'action pour l'élimination du travail des Enfants dans les chaînes d'approvisionnement en Afrique (ACCEL Africa) :** Le projet ACCEL Africa a pour but d'accélérer l'élimination du travail des enfants dans les chaînes d'approvisionnement du cacao dont la Côte d'Ivoire est le leader mondial de la production de cacao (40 %) et dans la chaîne d'approvisionnement de l'or. Les Pays-Bas assurent le financement de ce projet.

**Ensemble pour agir sur les causes profondes du travail des enfants dans la NAWA (ENACTE) :** Le projet conjoint entre l'OIT, l'OIM, et l'UNICEF inclut des interventions de développement ciblant des causes profondes du travail des enfants et de la dynamique migratoire, notamment les aspects d'employabilité, participation civique, travail décent, identité, accès aux services sociaux de base. Il comporte deux axes synergétiques : AXE 1 - travail et traite des enfants dans le secteur du cacao (sud-ouest), et AXE 2 - employabilité et participation des jeunes (nord & niveau national).

**Accès Universel à la Protection Sociale et à la Santé et Sécurité au Travail par la Transition vers le Travail Formel :** Le Projet d'Accès Universel à la Protection Sociale et à la Santé et Sécurité au Travail par la Transition

## OIT - CGECI : un exemple de partenariat stratégique incontournable

L'OIT appuie la Confédération Générale des Entreprises de Côte d'Ivoire (CGECI) pour l'amélioration du monde du travail et de l'environnement des entreprises en Côte d'Ivoire. Le patronat est pour l'OIT, un acteur incontournable pour la réalisation du travail décent et l'OIT a été honoré de recevoir en 2021 le prix du meilleur partenaire de la CGECI.

La collaboration entre l'OIT et la CGECI se fait sur des questions

essentielles, notamment la création d'emplois pour les jeunes, l'apprentissage, la transformation des compétences liée à la numérisation des métiers, la santé et sécurité au travail, la promotion d'un environnement favorable à des entreprises durables et formelles créatrices d'emplois productifs, moteurs de la richesse et de l'amélioration des conditions de vie et de travail des populations ivoiriennes.

vers le Travail Formel (AUPROST) est un outil de l'OIT pour promouvoir plus de justice sociale à travers un travail décent au Sénégal à Madagascar et en Côte d'Ivoire. Ce projet vise à améliorer l'accès des travailleurs de l'économie informelle et rurale à un environnement institutionnel favorable à la protection sociale en Côte d'Ivoire.

**Le programme intégré pour le recrutement équitable (FAIR III) :** Cette initiative permet de soutenir des institutions nationales, les partenaires sociaux, les entreprises et les organisations de la société civile dans la promotion, la mise en œuvre, le suivi et la régulation sûre et régulière, en mettant l'accent sur les processus de recrutement

des ressortissants ivoiriens migrants vers la Tunisie. FAIR III est cofinancé par la France et Friedrich Ebert Stiftung.

En œuvrant ainsi à la promotion de la justice sociale, l'OIT est au service du gouvernement de Côte d'Ivoire et des partenaires sociaux afin de renforcer les conditions d'une paix durable et d'un développement économique et social ne laissant personne sur le bord de la route. Elle participe ainsi à la réalisation des objectifs du Plan National de Développement (PND) 2021-2025 avec une attention toute particulière, en cette année de la jeunesse décrétée par SEM le Président Alassane Ouattara, à l'emploi des jeunes notamment dans les régions du Nord et en milieu rural.



# Des bâchettes dignes d'une Princesse



le grand sucre des petits bonheurs



ILO

## A United Nations agency serving the promotion of decent work for all in Côte d'Ivoire

*The International Labor Organization (ILO) remains the exclusive structure of the United Nations system that brings together not only government representatives but also employers and employees from 187 Member States. ILO is a century-old organization which works to establish international standards, develop policies and design programs aimed at promoting decent work for all men and women in the world.*

**T**his institution has celebrated its 100<sup>th</sup> birthday in 2019. This institution was created to promote social justice and a better world of work through the establishment of international labour standards, the promotion of social communication as well as the implementation of policies to promote decent work for all men and women around the world.

The tripartite constituents of the ILO in Côte d'Ivoire are the Government, with the Ministry of Employment and Social Protection as supervisory ministry, the General Confederation of Enterprises of Côte d'Ivoire (CGECI) and the organizations of workers (the trade union centres – UGTCI, CISL DIGNITE, FESACI CG, UNATRCI and HUMANISME). These partners are all involve in the management of this institution through their annual participation in June in the International Labor Conference.

### ILO's activities in Côte d'Ivoire

As a member of the ILO since November 21, 1960, Côte d'Ivoire hosts the country office for Côte d'Ivoire, Benin, Burkina Faso, Mali, Niger and Togo.

Currently headed over by Mr. Frédéric Lapeyre, the country office is responsible for supporting constituents in developing and implementing programs under the Decent Work Agenda within the framework of labor promotion programs. (DCP) and the United Nations Sustainable Development Cooperation Frameworks (CCDD).

The ILO is thus the leader of Group of "Results 5" for the promotion of youth employment throughout the

2021-2025 Sustainable Development Cooperation Framework (CCDD) signed on January 21, 2021 between the Government and the United Nations System for Development. This consists in ensuring that "by 2025, young girls and boys, particularly those in vulnerable situations, have greater access to socioeconomic opportunities and develop their full potential".

### Top quality technical assistance

The ILO, through its technical assistance and cooperation projects, supports Côte d'Ivoire's efforts for more inclusive growth resulting in a better world of work and more social justice. Its actions aim at consolidating social dialogue, promoting decent work in supply chains, extending social protection, formalizing the informal economic sector, fighting against discrimination

and violence based on gender, safety and health at work, training and access to employment for young people, setting an appropriate environment for sustainable Small and Medium Enterprises (SMEs) that create jobs as well as ecological transition, protecting vulnerable groups of workers such as domestic and migrant workers and of course abolishing child labour. Concerning this last priority, the ILO has always provided technical support to the country in the context of the development of political and regulatory frameworks which make it possible to supervise and guide national efforts to combat child labour.

On the aspect of promoting social protection as an instrument for reducing vulnerability to child labour, the ILO contributed alongside the National Health Insurance Fund (CNAM) to the recruitment of more of 5,000 cocoa producers with Universal



# SOCIÉTÉ DE GESTION ET DE DÉVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES INDUSTRIELLES

NOS  
M  
I  
S  
S  
I  
O  
N  
S

- ⚙️ PLANIFIER
- ⚙️ PROMOUVOIR
- ⚙️ FINANCER
- ⚙️ CONCEVOIR
- ⚙️ RÉALISER
- ⚙️ RÉHABILITER
- ⚙️ GÉRER OU FAIRE GÉRER

DES INFRASTRUCTURES INDUSTRIELLES, SOIT DIRECTEMENT,  
SOIT EN AYANT RECOURS À DES OPÉRATEURS PRIVÉS  
DANS LE CADRE DE CONTRATS DE CONCESSIONS



SOCIÉTÉ DE GESTION ET DE DÉVELOPPEMENT  
DES INFRASTRUCTURES INDUSTRIELLES



## AU COEUR DE L'INDUSTRIALISATION DE LA CÔTE D'IVOIRE

### SIÈGE SOGEDI

Côte d'Ivoire, Abidjan, Cocody, II Plateaux  
Boulevard Latrille, Immeuble K-GARDEN

08 BP 4131 Abidjan 08 : ADRESSE  
(+225) 27 33 75 41 45 : TÉLÉPHONE

infos@sogedi.ci : MAIL

 SOGEDI : FACEBOOK



Health Coverage (CMU). Much of this support was possible thanks to the ILO project entitled ACCEL Africa, financed by the Netherlands, through which many good national practices were able to develop.

With the support of the First Lady Dominique Ouattara, three UN organizations (ILO, UNICEF and IOM) have just launched a very important joint project entitled “act together to tackle the issues of child labour in Nawa region”, with the financial support of the European Union and Switzerland. The objective of such a project is to develop a territorial approach which mobilizes the different actors in order to jointly address the structural factors of child labour (poverty, lack of basic social services and infrastructure, the needs of strengthening skills and extend social protection coverage, etc.).

#### **ILO projects in Côte d'Ivoire**

Almost ten projects are in progress. We have:

**the Social Dimension of the Ecological Transition.** Funded by France, the project aims at making the ecological transition possible in Côte d'Ivoire through a better understanding of the nature and extent of the impact of climate change on employment and income;

**ProAgro YOUTH: “Support for integrated agro-industrial clusters:** this project is being Implemented in the Poro, Tchologo and Bagoué regions with the financial support of IFAD;

**Strengthening the governance of labour migration in the agricultural and domestic work sectors (AGRIDOM).** The AGRIDOM project helps optimizing the development potential of migrant workers in the agricultural and domestic work sectors through fairer migration and better access to decent work. It is financed by Switzerland;

**Joining Trade to decent work.** This project aims at improving the implementation of ILO fundamental

conventions and working conditions in the European Union's (EU) trading partner countries, including Côte d'Ivoire;

**Accelerating initiatives to ban child labour in supply chains in Africa (ACCEL Africa).** The ACCEL Africa project objective is to accelerate the eradication of child labour in cocoa and gold mining supply chains. It is funded by Netherlands;

**joint actions to tackle the deep causes of child labour issue in NAWA region (ENACTE);**

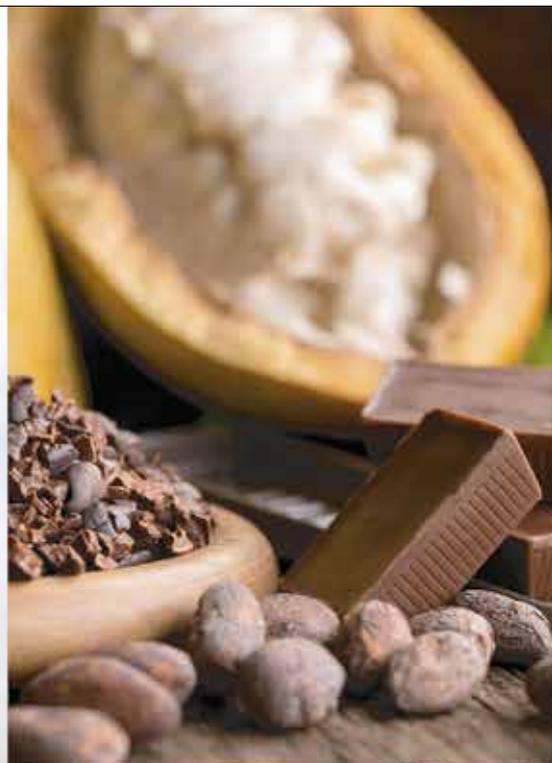
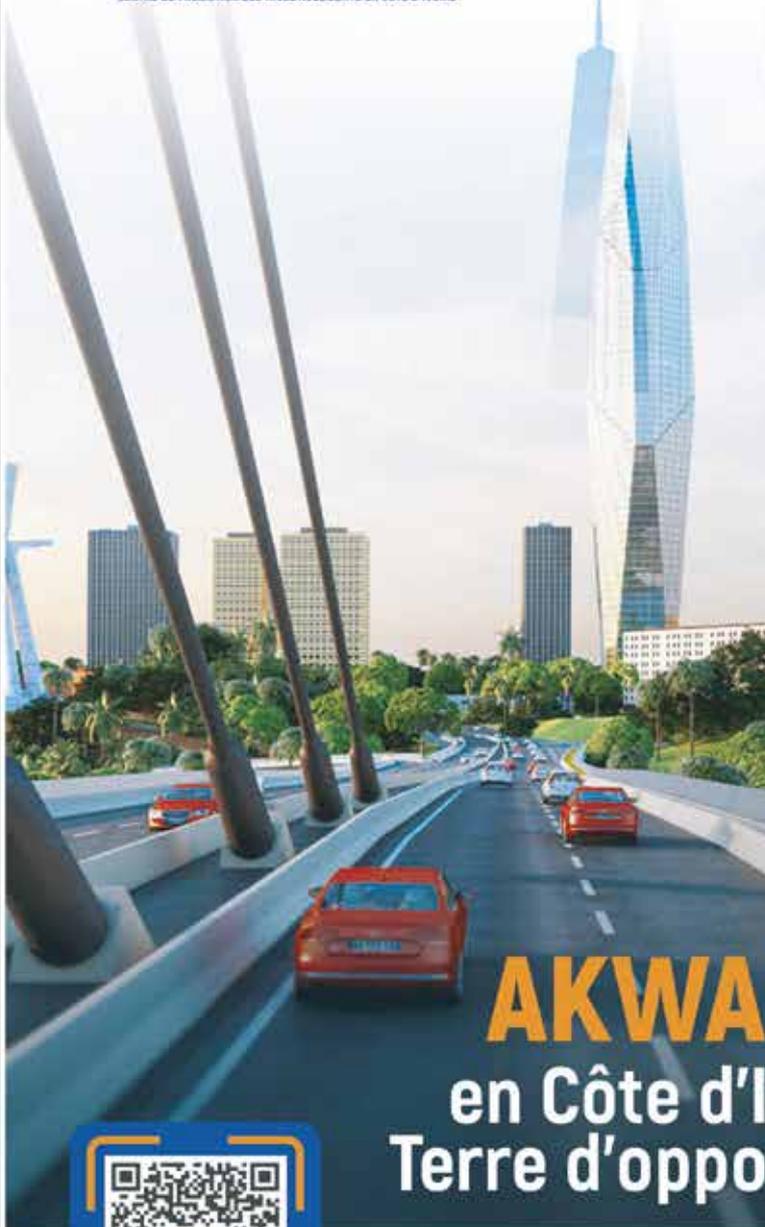
**global Access to Social Protection and Health and Safety at Workplace through the Transition to Formal Work.** This is an ILO tool to promote greater social justice through decent work in Senegal, Madagascar and Ivory Coast. The objective is to improve the access of workers operating in the informal and rural economy to an institutional environment which comply with the social protection regulation in Côte d'Ivoire;

**The Integrated Program for Fair Recruitment (FAIR III):** This initiative supports national institutions, social partners, businesses and civil society organizations in the promotion, implementation, monitoring and safe and secure regulation regularly, with emphasis on the recruitment processes of Ivorian nationals migrating to Tunisia. FAIR III is co-financed by France and Friedrich Ebert Stiftung.

## **ILO-CGECI: essential strategic partnership model**

**T**he ILO supports the General Confederation of Enterprises of Côte d'Ivoire (CGECI) to improve the labour and business environment in Côte d'Ivoire. concerning the ILO, employers are a key player in achieving decent work and the ILO was honored to receive the CGECI best partner award in 2021.

The collaboration between the ILO and the CGECI is carried out on essential issues, notably the creation of jobs for young people, apprenticeship, the transformation of skills linked to the digitalization of professions, health and safety at work, the promotion of an environment favourable to sustainable and formal businesses.



# AKWABA

## en Côte d'Ivoire, Terre d'opportunités



**SCANNEZ MOI POUR**  
telecharger le catalogue  
de fiches projets

**Direction Générale**

1<sup>er</sup>, 2<sup>e</sup> étage, Immeuble MEMANDU, Boulevard Clozel,  
Plateau-Abidjan  
Téléphone : +225 27 20 31 14 00 - Fax : +225 27 20 31 14 09

**Contactez nous**

 [www.cepici.ci](http://www.cepici.ci)



**Guichet Unique des Formalités d'Entreprises**

Immeuble Grand Siècle, Carrefour PISAM, 2<sup>e</sup>, 3<sup>e</sup> & 4<sup>e</sup> étage,  
Cocody-Abidjan  
Téléphone : +225 25 22 01 79 00 / 01 / 14 - Fax : +225 27 20 30 23 94

**Suivez nous**

 CEPICI Officiel  CEPICI Officiel  CEPICI Officiel

---

## ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES

P98-P99

---

## SANTÉ DE L'ÉCONOMIE

P102-P106

# Indicateurs

---

## BUSINESS ENVIRONMENT

P100

---

## ECONOMIC HEALTH

P107

# Indicators

## TRANSFORMATION ÉCONOMIQUE

# Le cadre de partenariat 2023-2027 lancé par le gouvernement ivoirien et le Groupe de la Banque mondiale

**S**ous la co-présidence des ministres Nialé Kaba, de l'Économie, du Plan et du Développement et Adama Coulibaly, des Finances et du Budget a été lancé le 13 décembre, à Abidjan, un cadre de partenariat pays 2023-2027. Qui vise à soutenir la dynamique de croissance et conduire la Côte d'Ivoire vers un pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure.

« Le dynamisme de la coopération avec la Banque mondiale s'est matérialisé par la diversification et l'accroissement du volume du portefeuille qui est composé à ce jour de 33 projets actifs d'un montant total de près de 6 milliards de dollars US. Ces projets sont alignés sur les priorités nationales de développement, et leur mise en œuvre devrait contribuer au renforcement de la dynamique de croissance et l'amélioration du bien-être des populations », a indiqué Nialé Kaba. Elle s'est félicitée par ailleurs, du diagnostic réalisé par le Comité de suivi des décaissements qui selon la ministre, interpelle sur la capacité d'absorption de la Côte d'Ivoire au moment où la Banque lance le cadre de partenariat pays sur la période 2023-2027. Et d'engager la Côte d'Ivoire à la recherche de solutions pérennes aux obstacles à la bonne exécution des projets.



Pour le ministre des Finances et du Budget, Adama Coulibaly qui faisait la revue à mi-parcours des projets et programmes financés par la Banque mondiale, cette revue devra servir de cadre à la présentation des difficultés transversales inhérentes à l'exécution des projets en sus des problématiques spécifiques à chaque partie prenante. Il s'agira enfin de faire des propositions implémentables pouvant permettre de surmonter les goulots d'étranglement qui apparaissent dans la gestion des projets et de faire face aux contraintes

tant opérationnelles que structurelles. Notons que la Côte d'Ivoire ambitionne d'opérer, d'ici à 2030, une transformation économique qui permettra de maintenir un taux de croissance de 7%, à travers l'accélération de la mise en œuvre du Plan National de Développement (PND) 2021-2025. L'engagement du groupe de la Banque mondiale, à travers ce cadre de partenariat, est aligné sur le Plan National de développement (PND) 2021-2025, qui s'appuie sur la vision Côte d'Ivoire 2030.



Photo de famille des officiels

## INDUSTRIE DE LA CRÉATION

# La Côte d'Ivoire aux premières loges à travers le SICA

**R**enforcer la coopération, stimuler les opportunités d'affaires, favoriser la formation, l'émergence de nouveaux talents, et promouvoir l'industrie audiovisuelle en tant que moteur de l'emploi à l'ère du numérique, telles étaient les objectifs de la 1ère édition du Salon International du contenu audiovisuel d'Abidjan (SICA 2023).

Cet évènement international qui a rassemblé les professionnels de l'audiovisuel et du cinéma, s'est tenu du 20 au 22 novembre 2023 au Sofitel hôtel Ivoire Abidjan, autour du thème : « Pour un écosystème audiovisuel et cinématographique africain, pourvoyeur d'emplois à l'ère du numérique ».

A travers le SICA, le gouvernement ivoirien a voulu traduire en actes, sa volonté de combler le manque d'initiatives centrées sur la promotion du contenu audiovisuel dans l'espace communautaire francophone. Il s'inscrit dans le vaste programme du Président Alassane Ouattara qui vise à donner à la Côte d'Ivoire, une chance de développement intégral en accordant une place de choix à l'industrie de la création.

Selon une cartographie complète de l'industrie audiovisuelle et



**Ahmadou Coulibaly, ministre de la Communication, porte-parole du gouvernement.**

cinématographique réalisée par l'UNESCO dans 54 Etats du continent africain publiée en 2021, les secteurs du cinéma et de l'audiovisuel représentent actuellement 5 milliards de dollars de revenus, soit 3 000 milliards FCFA et emploieraient 5 millions de personnes. Ce secteur pourrait créer, dans les dix prochaines années, près de 20 millions d'emplois et générer 20 milliards de dollars de revenus par an.

Organisé par le ministère de la Communication en collaboration avec le ministère de la Culture et de la Francophonie, le SICA a pour objectif de permettre une structuration globale du secteur.

Ont pris part à cette première édition, les producteurs, les publicitaires, les opérateurs de téléphonie mobile, les chaînes de télévision et radio, sans oublier les opérateurs de câbles et satellites et les créateurs de contenu. Les institutions ainsi que les investisseurs et financiers n'étaient pas non plus en reste. Plus de 15 conférences et master class ont été également prévues au titre de cet évènement qui a accueilli des délégations d'une dizaine de pays d'Afrique et d'Europe.

Le SICA 2023 a réuni près de 500 professionnels du secteur de l'industrie audiovisuelle et cinématographique dont plus de 100 professionnels venus de l'extérieur. Plus de 200 étudiants issus des écoles spécialisées en audiovisuel telles que l'Istc polytechnique, l'Insaac, etc. ont pris part à l'évènement. Une cinquantaine de speakers originaires d'Afrique du Sud, de la France, de la Grande-Bretagne, de l'Angola, etc. et de la Côte d'Ivoire, ont partagé leur riche expérience.



**Photo de famille des officiels**

## ECONOMIC CHANGE

# The 2023-2027 partnership framework launched by the Ivorian government and the World Bank Group



Under the co-chairmanship of Ministers Nialé Kaba, of Economy, Planning and Development, and Adama Coulibaly, of Finance and Budget, a 2023-2027 country partnership framework was launched on December 13, in Abidjan. This plan will support the underlining growth and make Côte d'Ivoire an upper middle-income country.

Nialé Kaba asserted that: "The vitality of the cooperation with the World Bank is expressed throughout the diversification and increase of activities portfolio with 33 active projects for a total amount of nearly 6 billion US dollars. These projects are considered as national development priorities, and their

implementation should contribute to strengthen the growth dynamic and improve the well-being of the populations."

the Minister of Finance and Budget presented the mid-term review of projects and programs financed the World Bank. This review should be an opportunity to outline not only cross-challenges related to projects but also individual challenges to each sector.

One should note that Côte d'Ivoire aims to carry out, by 2030, an economic transformation which will make it possible to maintain a growth rate of 7%, through the implementation of the 2021-2025 National Development Plan (PND).

## THE INDUSTRY OF CREATION

## Côte d'Ivoire is the leader with SICA

The 1st edition of the Abidjan International Audiovisual Content Exhibition (SICA 2023) aimed at Strengthening cooperation, stimulating business opportunities, promoting training, emerging new talents, and promoting the audiovisual industry as a driver of employment in the digital age.

This international event, which brought together audiovisual and cinema professionals, was held from November 20 to 22, 2023 at the Sofitel Hôtel Ivoire Abidjan, around the theme: "For an African audiovisual and cinematographic ecosystem, provider of jobs for the digital age.

The SICA is the implementation of the Ivorian government will to address the lack of initiatives focused on the promotion of audiovisual content in the French-speaking community space. It is part of President Alassane Ouattara's vast program which aims to give Côte d'Ivoire a chance for integral development by promoting creative industry business sector.

SICA 2023 brought together nearly 500 professionals from the audiovisual and cinematographic industry sector, including more than 100 professionals from abroad. More than 200

students from audiovisual schools such as Iste Polytechnique, Insaac, etc. attended the event. Around fifty speakers from South Africa, France, Great Britain, Angola, etc. and Ivory Coast, shared their rich experience.





CAF | 10  
COUPE D'AFRIQUE  
DES NATIONS  
CÔTE D'IVOIRE 23

Céleste®  
EAU MINÉRALE NATURELLE

FOURNISSEUR OFFICIEL D'EAU

# L'EAU OFFICIELLE

TOTALENERGIES | CAF | COUPE D'AFRIQUE DES NATIONS,  
CÔTE D'IVOIRE 2023

*Pure et Légère*



## RESSOURCES MINIÈRES

# Une mine souterraine d'or bientôt ouverte en Côte d'Ivoire

L'année 2024, verra le démarrage effectif des travaux de la première mine souterraine mécanisée à grande échelle de Côte d'Ivoire à Yaouré. Cette information a été rendue publique le 12 décembre 2023, au cours d'une conférence de presse à Abidjan-Plateau, par le Ceo du groupe Perseus Mining, Jeff Quartermaine.

Une bonne nouvelle pour la Côte d'Ivoire, qui à travers son ministère des Mines, du Pétrole et de l'Énergie, ambitionne de faire du secteur minier le deuxième poumon de l'économie ivoirienne.

Le groupe Perseus Mining a à son actif, l'exploitation des mines de Sissingué (Tengrela) et Yaouré (Yamousoukro).

« La mine souterraine de Yaouré sera aux standards les plus élevés, notamment aux standards australiens. La santé, la sécurité des employés restent notre priorité absolue pour le développement de ce projet », a déclaré Jeff Quartermaine, promettant aux travailleurs un environnement propre, saint et sécurisé.

« Nous comptons travailler avec l'administration, mettre en place toute la réglementation pour qu'on puisse opérer cette mine souterraine conformément

aux règles en vigueur », a-t-il insisté.

Selon lui, cela permettra la prolongation de la durée de vie de la mine d'or de Yaouré jusqu'en 2036 pour une production de 550 000 onces d'or supplémentaires. En somme, cette mine souterraine va porter la production totale prévue de Yaouré à 2,56 millions d'onces, soit 73 tonnes.

Outre la production d'or, cette mine générera 5,7 millions de dollars (soit environ 3 milliards 400 millions FCFA) en contribution supplémentaire aux communautés, 222 emplois directs supplémentaires, 57 millions de dollars (soit environ 33 milliards 900 millions FCFA) en redevances supplémentaires et plus de 15 millions de dollars (soit environ 8 milliards 921 millions FCFA) potentiels d'impôts de revenus supplémentaires. « Un partenariat avec le gouvernement ivoirien doit être mis en place pour pouvoir obtenir les permis et les droits nécessaires au projet, de sorte que la prolongation de la durée de vie de la mine de Yaouré ait des retombées positives pour toutes les parties prenantes », a indiqué le Ceo.

Celui-ci a rappelé que plus de 600 000 onces d'or ont été produites à Yaouré entre 2021 et fin juin 2023. Les

contributions communautaires s'élèvent à 2,4 milliards FCFA pour l'année fiscale 2023.

Le directeur général des mines et de la géologie, Coulibaly Seydou, représentant le ministre des Mines, du Pétrole et de l'Énergie, Coulibaly Mamadou Sangafowa, a félicité ce groupe minier pour la confiance placée en la Côte d'Ivoire et surtout pour le développement des localités hôtes. « Pour le projet de réfection de la route et du bitumage du carrefour de Toumokra jusqu'au site minier d'Angovia, ils ont pris l'engagement, sur 9 milliards FCFA, d'apporter 6 milliards FCFA et la Côte d'Ivoire 3 milliards FCFA », a déclaré Coulibaly Seydou.

Quant au directeur général pays du groupe minier, Dr Yacouba Diarra, il a indiqué que Yaouré produit autour de 250 000 onces, soit près de 5 à 6 tonnes l'année faisant à peu près 300 milliards de FCFA. « L'activité minière industrielle contrairement à l'orpaillage que vous connaissez est bien encadrée, réglementée. Il y a des cahiers de charges et les sociétés minières sont contrôlées par les organismes de régulation », a-t-il précisé.



## EUROBOND COMMUNIQUÉ DE PRESSE

# Opération de la République de Côte d'Ivoire sur les marchés obligataires internationaux

Le 23 janvier 2024, la république de Côte d'Ivoire a réouvert les marchés obligataires internationaux pour les pays africains, après une absence d'émission Eurobond par ces pays depuis deux ans.

Au terme d'échanges avec plus de 120 investisseurs lors de la journée de lancement de l'opération le lundi 22 janvier 2024, la Côte d'Ivoire a levé un montant de 2,6 milliards de dollars, à travers deux obligations de durées respectives 09 ans et 13 ans. Bénéficiant d'un engagement de plus de 400 investisseurs, cette opération de taille record a été sursouscrite avec un montant de plus de 8 milliards de dollars, le plus important jamais enregistré par un pays en Afrique de l'Ouest.

Cette transaction a fait l'objet d'une mobilisation historique des principaux investisseurs mondiaux, aussi bien des détenteurs actuels d'obligations de la Côte d'Ivoire que de nouveaux investisseurs de référence.

Les deux nouvelles obligations de la Côte d'Ivoire affichent des taux d'intérêt respectifs de 6,30% et 6,85% au terme de l'exécution d'une opération de couverture de change Dollar-Euro portant sur la totalité du montant émis, soit un taux d'intérêt moyen de 6,61%.

Cette opération renforce le positionnement de la Côte d'Ivoire sur le marché de la finance durable. L'émission avec Label "Environnement, Social, Gouvernance" (ESG) s'appuie sur le Document-Cadre ESG publié par le pays en juillet 2021 et mis à jour en septembre 2023 avec l'appui des Partenaires Techniques Financiers (PTF).

Les fonds de l'opération seront très majoritairement affectés au rachat ainsi qu'au refinancement d'Eurobonds existants de la Côte d'Ivoire ainsi que de prêts bancaires internationaux. Ce faisant, la Côte d'Ivoire redonne ainsi des marges de manœuvre et une liquidité à l'ensemble de la région.

La confiance accordée par les investisseurs à la Côte d'Ivoire, dans un climat International marqué par une forte volatilité, témoigne des excellentes perspectives macroéconomiques du pays, portées par une dynamique de croissance forte, durable et inclusive, dans un climat politique pacifié.

ARCHIBAT 2023

# Une 9<sup>e</sup> édition axée sur l'architecture durable et les industries locales



La 9<sup>e</sup> édition du Salon de l'architecture et du bâtiment (Archibat) organisé par le Conseil national de l'ordre des architectes de Côte d'Ivoire (Cnoa) et Axes Marketing, s'est tenu du 12 au 16 décembre au Parc des expositions d'Abidjan. Ce salon qui avait pour thème : « Architecture durable et industries locales » a accueilli près de 150 entreprises exposantes et plus de 30.000 visiteurs.

Cette rencontre meublée par des panels, des conférences, des expositions et des rencontres grand public a porté essentiellement sur la construction de demain et le rôle crucial du savoir-faire local, émergeant comme une solution viable face au dérèglement climatique. Elle a été également l'occasion pour les différents exposants de montrer au public la richesse des industries locales. Cette plate-forme de rencontre biennale des architectes, des urbanistes, de aménagés et des acteurs du développement urbain, a été rehaussée par la présence de plusieurs autorités dont les ministres Bruno Koné et et

Souleymane Diarrassouba.

Le ministre Bruno Nabagné Koné, de la Construction, du Logement et de l'Urbanisme dont le département assure le parrainage de cet événement a exhorté les experts du cadre bâti à proposer une architecture résiliente et durable. « Il faut minimiser l'impact écologique de l'architecture sur l'environnement », a-t-il insisté.

Poursuivant, M. Koné a insisté sur la nécessité d'une architecture durable respectueuse des Objectifs de développement durable (ODD). « Notre pays n'échappe pas aux effets du changement climatique. Ce qui impose à tous un effort pour sauver notre planète... L'urbanisation est souvent anarchique dans nos agglomérations », a-t-il déploré.

La question du logement a été aussi un des points essentiels de l'intervention du ministre Bruno Koné. Après avoir précisé que le taux d'urbanisation en Côte d'Ivoire est de 53%, il a expliqué qu'aujourd'hui, la moitié de la population vit en ville. Ce qui explique

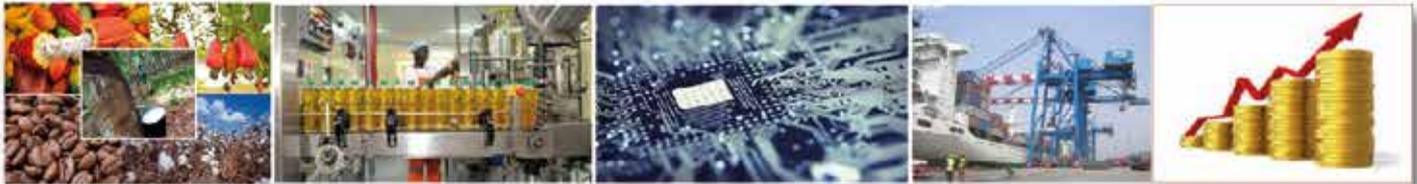
le déficit en logements qui se chiffre à 833.000 unités. Un défi certes pour les gouvernants, mais qui s'avère être « une opportunité pour les industriels », a-t-il estimé.

En réponse au ministre, Joseph Amon, président du Conseil national de l'ordre des architectes de Côte d'Ivoire (CNOA) a affirmé que les architectes ivoiriens, dans la perspective de relever les défis environnementaux et de promouvoir le développement durable tel qu'édicté par les Nations-Unies « ont adopté l'architecture durable comme moyen de relever les problèmes environnementaux, de promouvoir la résilience climatique et de créer un avenir plus vert et plus durable »

Pour y arriver, le président du CNOA, a souligné que les architectes entendent s'appuyer sur des industries locales dynamiques, fortes et résilientes pour concevoir des bâtiments adaptés qui puissent évoluer et répondre aux besoins des populations face au changement climatique.



République de Côte d'Ivoire  
Union - Discipline - Travail



**ENSEMBLE POUR UNE ÉCONOMIE PERFORMANTE**

### Secrétariat Exécutif

 +225 27 20 242 056 / 57  [comiteconcertation@yahoo.fr](mailto:comiteconcertation@yahoo.fr)  
 +225 27 20 221 125  [www.ccesp.ci](http://www.ccesp.ci)  
 +225 27 20 227 894

## INDUSTRIE PÉTROLIÈRE

# Le gisement Baleine rentre en production



Le gisement Baleine, le plus grand gisement de pétrole jamais découvert dans le bassin sédimentaire ivoirien avec des réserves certifiées d'environ 2,5 milliards de barils de pétrole et 3,3 trillions de pieds cubes de gaz naturel, entre en production.

Le Premier Ministre, Ministre des Sports et du Cadre de Vie, Beugré Mambé, a procédé, le 23 novembre 2023 à Abidjan – Port-Bouët, au nom du Président de la République, au lancement de la production de ce gisement.

Découvert en 2021 en mer ivoirienne, ce champ pétrolifère devra selon les projections atteindre le chiffre de 200 000 barils par jour d'ici 2027. En véritable hausse comparativement aux prévisions de production actuelle qui sont de 30 000 barils par jour.

Un développement qui revêt une

importance économique considérable, puisqu'une partie du gaz sera en effet injectée dans le circuit national de production d'électricité.

Ce gisement permettra d'atteindre, à l'horizon 2027, au terme de la montée en puissance de son exploitation, une production nationale d'environ 200 000 barils par jour contre environ 30 000 barils par jour actuellement, a révélé le Premier Ministre. « Il s'agit de mettre à la disposition du pays et des ménages une énergie abondante, abordable et de qualité », a-t-il dit.

À en croire le Chef du gouvernement, le gisement Baleine, qui est un gisement de gaz associé, va contribuer à l'atteinte de l'essor de l'industrie pétrolière ivoirienne en fournissant du gaz naturel additionnel au secteur de l'électricité. De même, a-t-il ajouté, ce sont au minimum 70 000 tonnes métriques de

gaz butane par an qui seront extraites du gaz naturel provenant de « Baleine » pour servir aux besoins des ménages et des entreprises, réduisant de facto la dépendance de la Côte d'Ivoire vis-à-vis de l'étranger.

Le Premier Ministre a saisi l'occasion pour appeler les Ivoiriens de l'étranger, qui ont un savoir-faire dans l'industrie pétrolière, à rentrer au pays pour contribuer à l'essor de ce secteur si important de l'économie ivoirienne.

Beugré Mambé a rendu hommage au groupe ENI et son PDG Claudio Descalzi, partenaire et acteur principal qui a réalisé cette découverte. Le géant de l'Énergie prévoit d'investir 10 milliards de dollars dans le développement du champ offshore de Baleine en Côte d'Ivoire. Ce qui permettra à ce projet d'avoir un impact durable sur l'économie.

Le Chef du gouvernement a également félicité PETROCI Holding pour son expertise et a assuré la société ivoirienne de l'appui du gouvernement.

Il a, par ailleurs, appelé à l'adoption d'approches plus justes, solidaires et équitables, dans le cadre de la transition énergétique, qui ne saurait se faire selon des approches qui conduiraient à laisser les populations africaines vivre dans la pauvreté, alors que le continent dispose d'autant de richesses naturelles.



## MINING RESOURCES

## An underground gold mine is opening in Côte d'Ivoire

The first large-scale mechanized underground mine will be opened in 2024 in Côte d'Ivoire (Yaouré). This information was made public on December 12, 2023, during a press conference in Abidjan-Plateau, by the CEO of the Perseus Mining group, Jeff Quartermaine. These are good news for Ivory Coast, which, through its Ministry of Mines, Oil and Energy, aims to make the mining sector the second strength of the Ivorian economy. The Perseus Mining group is already involved in the exploitation of the Sissingué (Tengrela) and Yaouré (Yamoussoukro) mines. In addition to gold production, this mine will generate 5.7 million dollars (or approximately 3 billion 400 million FCFA) to communities, 222 additional direct jobs, 57 million dollars (or approximately 33 billion 900 million FCFA) in additional royalties and more than 15 million dollars (or approximately 8 billion 921 million FCFA) in terms of additional income taxes.



## OIL INDUSTRY

## The oilfield known as “Baleine” exploitation

The “Baleine”, the largest oil field ever discovered in the Ivorian sedimentary basin with certified reserves of approximately 2.5 billion barrels of oil and 3.3 trillion cubic feet of natural gas, is being exploited. Representing the Head of the State, The Prime Minister, Minister of Sports and Living Environment, Beugré Mambé, launched the production of this oil field on November 23, 2023 in Abidjan – Port-Bouët.

Discovered in 2021 in the Ivorian Sea, this oil field is projected to produce 200,000 barrels per day by 2027. By 2027, This oil field will make it possible to reach a production capacity of about 200,000 barrels per day

compared to approximately 30,000 barrels per day as revealed by the Prime Minister. The Prime Minister took that opportunity to urge the Ivorians people with strong recognized skills in the field of oil industry to join country in order to contribute to the growth of this very important sector of the Ivorian economy.

Beugré Mambé paid tribute to the ENI group and its CEO Claudio Descalzi, partner and main actor who made this discovery. The energy giant is planning to invest \$10 billion in the development of the Baleine offshore field in Ivory Coast. This will have a lasting impact on the ivorian economy.



## ARCHIBAT 2023

## The 9<sup>th</sup> edition focused on sustainable architecture and local industries



The 9th edition of the Architecture and Building Exhibition (Archibat) organized by the National Council of the Order of Architects of Côte d'Ivoire (Cnoa) and Axes Marketing, was held from December 12 to 16 at the exhibitions Park of Abidjan. The central topic of this exhibition was: «Sustainable architecture and local industries». nearly 150 exhibiting companies and more than 30,000 visitors attended that show.

That exhibition involved panels, conferences, shows and meetings with the general public. it mainly focused on the construction of tomorrow and the crucial role of local know-how, emerging as a viable solution to climate change. It was also an opportunity for the various exhibitors to show the public the strength of local businesses. This biannual meeting platform for architects, urban planners, developers and urban development stakeholders was enhanced by the presence of several authorities including ministers Bruno Koné and Souleymane Diarrassouba.

LANCEMENT DE LA JNP 2023

# Le gouvernement appelle à une pratique plus hardie de la RSE



Coupure du ruban de la JNP 2023 avec au centre le ministre Adama Coulibaly, Président du CTC.



Intervention du Ministre des Finances et du Budget Président du Comité Technique de Concertation.

La salle de l'auditorium du Sofitel Abidjan Hôtel Ivoire a refusé du monde à la faveur de la Journée Nationale du Partenariat (JNP). Le ministre des Finances et du Budget, Adama Coulibaly, a procédé à l'ouverture de la 6<sup>e</sup> édition le lundi 06 novembre 2023, en présence d'un parterre de personnalités du secteur public et privé.

Au nom du Premier ministre, Robert Beugré Mambé, parrain de la JNP 2023, le ministre Adama Coulibaly a d'entrée, salué la tenue de cette Journée dont le thème principal est axé sur la Responsabilité Sociétale des Entreprises (RSE). Tout en félicitant les entreprises qui y sont déjà engagées, le représentant du Premier ministre a évoqué la nécessité de prendre les dispositions pour « une feuille de route plus globale qui permet de lever les freins à la pratique de la RSE et proposer les leviers pour un meilleur



*De gauche à droite, les ministres Kaba Nialé, Anne Désiré Ouloto, Adama Coulibaly et Souleymane Diarrassouba.*

accompagnement des entreprises qui s'y sont engagées ».

Et d'ajouter : « Compte tenu du caractère multidimensionnel de la RSE, la mise en œuvre de cette feuille de route devra impliquer l'Etat, le Secteur privé, la Société civile, les partenaires techniques et financier et les acteurs de la recherche en vue de favoriser la convergence et la synergie d'actions ». Dans l'implémentation de la RSE, Adama Coulibaly appelle à ne pas perdre de vue, les pratiques RSE qui intègrent les populations vulnérables. Car, dit-il, cette stratégie aura plus d'impact sur les communautés et les générations à venir si elle favorise l'autonomisation des femmes et des jeunes.

La lutte contre le changement climatique est l'un des sujets qui préoccupe le gouvernement ivoirien. Il souhaite que les conditions pour une véritable appropriation de la finance climatique soient créées pour le secteur privé. Car la Côte d'Ivoire est inscrite

dans une dynamique d'adaptation et d'atténuation puisque la vulnérabilité du pays au phénomène climatique et l'engagement à réduire les gaz à effet de serre de 30 % d'ici à 2030 le lui imposent.

C'est pourquoi, selon le ministre Adama Coulibaly, le gouvernement attend beaucoup des conclusions des travaux de ces deux journées. Et pour y arriver, souligne-t-il, le secteur privé a un grand rôle à jouer. Mais également il pourra à nouveau compter sur l'Etat pour le maintien d'un dialogue franc constructif avec le Comité de concertation.

Dans cette dynamique de l'Etat sur la question de la RSE et d'adaptation climatique, le Patronat ivoirien s'y inscrit déjà. Au nom du président de la Confédération générale des entreprises de Côte d'Ivoire (Cgeci), Jérôme Ehui, président de l'Association professionnelle des banques et établissements financiers, l'a relevé dans son discours à l'ouverture de

l'évènement. Il a même reconnu que cette démarche « est un puissant levier de performance pour les entreprises ». C'est pourquoi il a les invitées à avoir une feuille de route plus claire en la matière.

Au nombre du parterre de personnalités présentes à l'auditorium du Sofitel Hôtel Ivoire, figuraient la ministre d'Etat, ministre de la Fonction publique et de la Modernisation, Anne Ouloto, la ministre de l'Economie, du Plan et du Développement, Kaba Nialé, le ministre du Commerce et de l'Industrie, Souleymane Diarrassouba, le Ministre en charge du Patrimoine, du Portefeuille de l'Etat et des Entreprises Publiques, la Ministre des PME et de l'Artisanat de la république du Congo et le Commissaire en charge de l'Industrie, du Développement des Pme et de l'Economie Numérique de la Commission de l'Uemoa.

PRATIQUE RSE EN CÔTE D'IVOIRE

# Les acteurs des secteurs public et privé appellent à un cadre légal de mise en œuvre

**LE PANEL 1** de la 6<sup>e</sup> édition de la Journée Nationale du Partenariat Etat Secteur Privé-JNP 2023, dont l'ouverture a eu lieu le lundi 6 novembre au Sofitel Hôtel Ivoire, a permis de faire un état des lieux sur la pratique de cette démarche dans notre pays, à travers le thème : « **Pratiques RSE en Côte d'Ivoire : quel état des lieux ?** ».

Il s'agissait pour les panélistes de faire le bilan des pratiques RSE des entreprises sur le sol ivoirien et d'en relever les principaux défis. Il ressort que plusieurs entreprises telles que le groupe Sifca, Orange, Ciprel sont déjà inscrites dans cette dynamique.

Le Pr Kouadio George du ministère de l'Environnement, du Développement rural et de Transition écologique, a confié que l'État de Côte d'Ivoire accorde une importance capitale à cette politique. Cette volonté des autorités ivoiriennes est traduite par la signature de convention et accords multilatéraux, la mise en place d'un nouveau code de l'environnement (eau, mine, forêts...), etc.

« En termes d'opérationnalité de la RSE, le ministère dispose d'une direction générale de l'Environnement et une direction de l'économie verte de la RSE », a-t-il ajouté. Comme défis majeurs, a relevé le Pr Kouadio, le manque de décret sur la RSE, d'une accélération du processus de la prise des textes, avant de souhaiter l'installation de comités RSE dans les sociétés publiques pour encourager les entreprises à l'adopter. Pour une « bonne dynamique de la mise en œuvre de la RSE », il place un grand espoir aux recommandations du Comité scientifique de la JNP-2023.

Dr Souleymane Fadiga, du ministère ivoirien de la Cohésion sociale et de la Lutte contre la Pauvreté, et par ailleurs directeur général de la lutte contre la Pauvreté, a exhorté à travailler sur l'efficacité et l'impact des initiatives en matière de RSE à l'aune des défis



Les membres du Panel 1.

sociaux de la Côte d'Ivoire, et savoir comment diriger, planifier et suivre les résultats à l'endroit des communautés. Delphine Lavaud, vice-présidente de la Commission RSE à Eurocham, a rassuré que les entreprises européennes installées sur le sol ivoirien sont inscrites dans la dynamique de la démarche RSE. Elle a estimé, cependant, que ces entreprises européennes doivent bénéficier « d'une incitation fiscale », pouvant les aider dans leur volonté de participer au développement économique du pays.

Armande Laetitia Lath- Ohouo, chef de Département de Développement durable de SIFCA, a présenté les acquis du groupe en matière de RSE, axée sur trois cibles à savoir les communautés vivant au sein des entreprises du groupe, les communautés environnantes des installations des entreprises SIFCA et les zones où SIFCA n'est pas implantée (Au nord du pays). « Ce qui motive principalement SIFCA à mettre en place des initiatives RSE, c'est de jouer son rôle d'entreprise citoyenne (...) avec le devoir et la responsabilité de prendre en compte tout ce qui est initiative pour accompagner le gouvernement dans sa volonté d'atteindre les objectifs

de Développement durable (ODD) », a soutenu Mme Lath- Ohouo, sans occulter les avantages qu'il y a pour une entreprise d'être RSE.

Dr Williams Abonon, consultant pour le PNUD, en charge de conduire une étude sur l'Évaluation des pratiques de Responsabilités Sociétales des Entreprises en Côte d'Ivoire, a évoqué des textes au niveau international et national qui structurent le secteur, même si peu d'entreprises s'y conforment. Il a par la suite donné les secteurs où est pratiquée la RSE, notamment la communication, les services, les banques et assurances, l'agroindustriel etc avant d'identifier les acteurs pratiquant cette démarche, à savoir les structures étatiques et les entreprises privées.

Notons que la JNP-2023 se tient les 06 et 07 novembre 2023 au Sofitel Abidjan Hôtel Ivoire. Sous la thématique centrale : « La Responsabilité Sociétale des Entreprises pour une Côte d'Ivoire Solidaire : quel partenariat Etat Secteur Privé ? ». L'objectif visé est de renforcer la vision partagée et complémentaire entre l'Etat et le Secteur Privé pour l'atteinte des Objectifs de Développement Durable (ODD).

## PARTENARIAT ETAT-SECTEUR PRIVÉ AUTOUR DE LA RSE

# Des experts font des suggestions sur la mise en place d'une feuille de route



**Intervention de Laetitia Gadegbeku, directrice pays d'Endeavour Mining.**



**Les membres du Panel 2.**

« Partenariat Etat-Secteur privé autour de la RSE : Quelle feuille de route ? » Tel était le thème du deuxième panel de la 6<sup>e</sup> édition de la JNP.

Les débats ont été animés par six experts du domaine et des représentants du gouvernement. Il faut citer, Eric Ouattara, représentant du ministère du Commerce et de l'Industrie, Kouadio Larissa, conseiller technique au ministère des Finances et du Budget et Catherine Diop, membre de la Commission RSE) de la Confédération générale des entreprises de Côte d'Ivoire (Cgeci). L'on pouvait compter aussi parmi les panelistes Dr Becho Isabelle, enseignante-chercheure, Laetitia Gadegbeku Ouattara, directrice-pays d'Endeavour Mining, Stéphane Pfeiffer, adjoint au maire de la ville de Bordeaux (France), chargé de l'économie sociale et solidaire.

Les débats ont été véritablement marqués par la communication introductive de Dr Traoré Bakari, avocat à la Cour et expert en gouvernance-RSE-éthique. Le spécialiste a notamment mentionné des défis qui devront être relevés à l'effet d'une mise en place effective d'une feuille de route sur la question

de la RSE. Pour lui, il faut tout d'abord renforcer la gouvernance des entreprises en Côte d'Ivoire, la compétence des hommes commis à l'implémentation de la démarche. Il souhaite également que la RSE soit introduite dans la gestion des PME. L'objectif sera d'accroître leur compétitivité. « Les PME ne pourront pas exister si elles ne sont pas jugées socialement », explique-t-il. M. Traoré Bakari demande aussi d'insérer la question de la RSE dans les orientations stratégiques de l'entreprise. De ce fait, les dirigeants devront accepter d'intégrer les coûts de la mise en œuvre de la RSE dans leurs différents budgets. Pour faire face au changement climatique, il est nécessaire, ajoute-t-il, d'instaurer une fiscalité verte.

De nombreuses suggestions en lien avec la mise en place de ladite feuille de route ont été faites par l'ensemble des panelistes : Formation continue sur la RSE, création de prix sur la démarche, insertion de clause RSE dans les contrats.

De façon spécifique, Eric Ouattara du ministère du Commerce et de l'Industrie a suggéré la structuration des actions du Partenariat Etat-Secteur

privé pour les atteintes des objectifs du développement durable (ODD). Il n'a pas oublié le développement des compétences académiques des acteurs ainsi que l'exemplarité de l'Etat en ce qui concerne la pratique.

La représentante du Patronat, Catherine Diop, a pour sa part, appelé à la mise en place d'un groupe consultatif pour contextualiser les normes relatives à la RSE. En ce qui concerne l'Etat, elle exige que le gouvernement fasse un bilan en matière d'implémentation de la démarche. Le Patronat, de son côté, doit continuer ses actions de promotion des bonnes pratiques RSE pour inciter l'ensemble des entreprises à s'y investir. « La RSE n'est pas faite seulement pour les multinationales, mais pour tout type d'entreprise », souligne Catherine Diop.

Quant au Docteur Isabelle BECHO de la CAPEC, elle a fait le plaidoyer pour une RSE à fort impact à travers l'entrepreneuriat inclusif qui tend à inclure les communautés vulnérables dans les modèles d'affaires des entreprises.

B TO G

## Zoom sur les rencontres “Business to Government”

La salle des fêtes du Sofitel Hôtel Ivoire a été aménagée pour offrir aux opérateurs économiques et à tous ceux qui le désirent, un temps d'échanges avec les responsables de l'administration publique sur les préoccupations qui les concernent, notamment en lien avec la responsabilité sociétale des entreprises. Ces échanges se sont inscrits dans le cadre des rencontres “Business to Government” B To G.

Les usagers n'ont pas boudé leur plaisir. Près de 600 usagers se sont bousculés au portillon pour la seule journée du 6 novembre. Les box n'ont pas désempli de la journée et les administrations publiques ont eu fort à faire face au ballet incessant de toutes ces personnes venues à la source de l'information.

L'on peut dire que le but de ces

rencontres qui est de résoudre les préoccupations générales, concernant l'accès au marché public en vue d'un accompagnement plus poussé de l'État. La JNP qui a pris fin le 07 novembre 2023 sur le thème : « La Responsabilité Sociétale des Entreprises pour une Côte d'Ivoire Solidaire : quel partenariat Etat Secteur Privé ? », a mobilisé 24 administrations publiques et 2 du secteur privé que sont la Chambre d'Agriculture et la Chambre de Commerce et d'Industrie de Côte d'Ivoire.

Plusieurs produits et préoccupations ont été présentés lors de ces rencontres, notamment les produits du Trésor Pay et Money du Trésor ainsi que les modalités de paiements de factures et du process pour obtenir un paiement.

La question de l'ACD (les arrêtés

de concession définitif) a aussi été évoquée. Les préoccupations étaient relatives à l'accès au foncier urbain, aux coûts et acquisitions. Il a été également question du financement du secteur agricole d'où la présence de la chambre nationale de l'agriculture, mais aussi du financement des start-up et des projets de jeunes.

Le but de ces rencontres : résoudre les préoccupations générales, qui tournent autour de l'accès au marché public, d'un accompagnement plus poussé de l'État.

Ces rencontres à forte interaction s'inscrivent dans la volonté du CCESP, de favoriser un cadre d'échange, afin de mettre en place des réformes en faveur de la RSE dans le but d'atteindre les objectifs de développement durable.



**Forte affluence aux B to G.**

## MASTER CLASS

# La RSE comme solution pour la pérennité d'une entreprise



*La Master Class a suscité...*

Une Master Class portant sur la RSE s'est tenue à la salle Bassam de l'hôtel Ivoire, le 7 novembre, dans le cadre de la JNP. Les participants ont répondu nombreux à cette session fort enrichissante.

Pendant trois heures de temps, les panélistes, membres de la Confédération générale des entreprises de Côte d'Ivoire (Cgeci) ont apporté des solutions concrètes à l'adaptation de cette thématique dans les besoins de l'entreprise. Jean Syrille Kossi, économiste, Manager Sustainability & ESG chez Kpmg Côte d'Ivoire a présenté la RSE comme une démarche volontaire que toute entreprise doit adopter. Il a aussi porté à la connaissance des participants des outils pour construire une démarche adaptée aux réalités de l'Entreprise.

« Comment intégrer la RSE dans un business ? », telle était la question à laquelle il a donné des réponses. Dans son explication, Jean Syrille Kossi a indiqué qu'une entreprise doit « avoir une ambition, avoir une raison d'être, se fixer des standards, se mettre en conformité quand elle décide d'aller loin ». A ses différentes ambitions, l'entreprise doit créer de la valeur et un système de gestion de la culture d'entreprise.

Selon Dr Franck Eba, expert en RSE et gouvernance d'entreprise, il y

a trois éléments pour lesquelles la démarche RSE est indispensable. Les entreprises gagnent en « attractivité, (au niveau de la réputation qui s'améliore, l'attraction et la fidélisation des investisseurs, la maîtrise des risques), la performance (efficacité, innovation et vision, capacité de négociation), et la pérennité de l'entreprise (la protection, l'environnement, l'anticipation sur les nouvelles règles du jeu)

Par ailleurs, Dr Eba Franck a indiqué que les risques stratégiques liés à l'absence de la démarche RSE sont énormes. Il y a entre autres des plaintes des ONG et des populations, des pertes de marchés et même des poursuites

judiciaires.

A cet effet, quelques entreprises présentes à ce panel ont fait un partage d'expérience sur leur politique RSE. Mise en conformité, démarche, actions et animations lors des journées internationales, construction d'hôpitaux sont autant d'actions et de démarches qu'elles ont entreprises pour être à jour. Des partages d'expériences de démarches RSE ont également eu lieu avec les interventions de représentants de la Banque Ouest Africaine (BOA), de la Société de Culture Bananière (SCB) et de de l'entreprise de BTP OHEL International.



*...beaucoup d'intérêt.*

FOCUS SUR LE PROGRAMME SOCIAL DU GOUVERNEMENT

# Coulibaly Non Karna décrypte le PSGouv II



Coulibaly Non Karna a expliqué le Ps-Gouv...

Le coordonnateur général du programme social du gouvernement, par ailleurs conseiller social du Premier ministre, Coulibaly Non Karna a animé un atelier sur le thème « Focus sur le programme Social du gouvernement (Psgouv) », dans le cadre de la 6e édition de la JNP. Le coordonnateur a d'entrée de jeu, situé le contexte du Psgouv dont l'objectif est de réduire les inégalités pour satisfaire les besoins sociaux des populations les plus vulnérables. Et rapprocher l'action gouvernementale de la population, le Président de la République a, à l'en croire, institué cet instrument novateur qu'est le Psgouv 2019-2020. Au vu des actions entreprises dont le dispositif réglementaire et institutionnel garantit l'efficacité d'action, il convient de préciser que cette première phase a connu un taux d'exécution de 90,4 % avec un montant de 715,4 milliards de F CFA exécutés pour 791,6 milliards FCFA. Pour atteindre les objectifs du Plan National de développement 2021-2025, le gouvernement a décidé d'une deuxième phase du Psgouv 2022-2024 d'un montant de 3 182,4 milliards F CFA comprenant 5 axes stratégiques avec 61 activités menées de janvier à octobre 2023.

Le premier est la lutte contre la fragilité



...à l'auditoire.

dans les zones frontalières où le travail du Psgouv a consisté, entre autres, à électrifier en moins d'un an 125 villages, employer 21607 jeunes tandis que 30418 ménages ont reçu 3,3 milliards F CFA, dans le cadre des filets sociaux. Une mesure qui, au dire du coordonnateur, avait pour objectif de faire en sorte que les terroristes n'aient pas à exploiter la misère de ces populations. Le deuxième axe se rapporte au secteur éducation/formation avec la construction de salles de classe, le recrutement d'enseignants. Le troisième axe est focalisé sur l'amélioration des conditions de vie des ménages avec l'accès à l'eau potable, le profilage des routes. Le quatrième axe comprend l'insertion professionnelle des jeunes et le service civique, tandis que le 5<sup>e</sup> axe porte sur le renforcement de la solidarité envers les populations vulnérables. Et dans ce cadre, indique le conférencier, 554 001 femmes enceintes ont bénéficié de kits d'accouchement. Relativement à ce point, il a fait observer que lorsqu'il y a des plaintes, ses agents sont systématiquement dépêchés sur le terrain pour vérification.

Face au grand intérêt de l'assemblée, sur ces questions qui touchent directement les populations, il a déclaré que le numéro vert 1385 était disponible pour tous ceux qui désirent se plaindre ou

dénoncer les faits.

Poursuivant sa communication, l'homme qui est également conseiller du Premier ministre a indiqué que le budget effectivement mobilisé au titre de l'année 2023 est de 430 milliards FCFA sur un budget annoncé de 735 milliards FCFA. Il a donc saisi l'opportunité pour inviter le secteur privé à accompagner l'État.

Le conférencier a annoncé que les actions menées sont suivies par sa structure, qui a la charge de constater sur place ce qui est annoncé et écrit afin de constater si le projet est totalement fonctionnel ou pas. Il a indiqué que des enquêtes ponctuelles sont menées pour recueillir les avis des populations bénéficiaires.

Une cartographie des réalisations a été réalisée par ladite structure. Et pour la vérification, le conférencier a communiqué le lien <https://geo.mab-ci.com/psgouv/dashboard>, à l'intention de tous ceux qui souhaitent vérifier les actions du Psgouv.

La 6e édition de la Journée nationale du partenariat (JNP) 2023, s'est tenue les 06 et 07 novembre avec pour thème général : « La Responsabilité Sociétale des Entreprises pour une Côte d'Ivoire solidaire : quel partenariat Etat-secteur privé ? »

## BOURSE DE PROJETS

# 20 Projets retenus à la 6<sup>e</sup> édition

*La présentation de la Bourse des Projets...*

**A** l'occasion de la 6<sup>e</sup> édition de la JNP, la CCESP a initié la Bourse de projets qui permet de mettre en relation les entreprises engagées dans une démarche RSE et les organisations porteuses de projets à impact, conciliant les besoins sociétaux des communautés, les Objectifs de développement durable (ODD) et les objectifs sociaux du gouvernement.

Ce sont 20 projets qui ont été sélectionnés sur la base des besoins sociaux des communautés et leur caractère impactant au regard des indicateurs sociaux du gouvernement. Selon Huguette Kohoué, experte en management des entreprises et organisations, par ailleurs ingénieure techno pédagogue, ces projets ont été retenus sur des critères de la typologie de la structure, le domaine d'intervention, les expériences et compétences.

Poursuivant, elle a expliqué que le projet doit être d'une utilité sociale, économique et environnementale répondant aux besoins des communautés, s'alignant sur le programme social du gouvernement et sur les objectifs ODD.

Les secteurs d'interventions concernent notamment l'éducation, l'énergie, l'eau, la sécurité alimentaire, la nutrition infantile, l'économie verte, l'entrepreneuriat ainsi que l'amélioration des revenus.

Mme Kohoué a fait savoir que ces projets rentrent sur le marché de

négociation pour faire le plaidoyer de leurs produits par des rencontres B to B avec les représentants d'entreprises ayant des politiques RSE.

Imeldus Turibis, expert en RSE, a présenté les avantages des RSE stratégiques. Une opportunité pour les entreprises et porteurs de projets de ne plus se limiter à la contribution financière, mais de transformer les défis sociaux, de l'état de difficulté à des situations de recherche d'opportunités.

L'expert a soutenu que la RSE stratégique ouvre des perspectives pour aborder des problématiques sociétales et sociales, et pour passer des défis de développement à des opportunités de croissance en collaborant avec des catalyseurs du progrès.

Ce sont au total, 749 candidatures qui ont été enregistrées dès le lancement de la Bourse de Projets, le 20 septembre 2023.

L'avantage de cette initiative réside dans l'alignement des investissements RSE sur les besoins sociétaux des communautés, afin de maximiser leur incidence. La prise en compte de la démarche RSE dans la chaîne de valeur constitue également une opportunité, pour les entreprises de renforcer leur image, leur compétitivité et leur attractivité, tout en participant à l'amélioration des conditions de vie des populations.

Après la JNP, il est prévu un suivi de tous ces projets retenus, rassure-t-on, du côté des organisateurs.

*... a mobilisé les jeunes entrepreneurs.*

## ENGAGEMENT CITOYEN POUR LA PROMOTION DE LA RSE

# Les acteurs impliqués partagent leurs expériences

La Banque alimentaire a collecté 425 tonnes de denrées alimentaires qui ont permis de nourrir plus de 143 221 personnes dont 14,49% d'hommes, 16,43% femmes et 69,08% d'enfants en 2020. L'information a été donnée par M. Soro Kignaman, président de la banque alimentaire dans le cadre du panel, organisé autour du thème : « Engagement citoyen pour la promotion de la Responsabilité Sociétale des Entreprises (RSE) ». Ces échanges ont eu lieu le 7 novembre 2023, à la salle chandelier lagune du Sofitel Hôtel Ivoire, lors de la Journée Nationale du Partenariat état secteur-privé qui s'est tenue du 6 au 7 novembre. M. Soro a indiqué que l'objectif de sa structure est de participer à l'autonomisation des populations en les accompagnant vers l'autosuffisance alimentaire. Non sans révéler que 35% de la population ivoirienne vit sous le seuil de pauvreté, soit plus de 10 millions de personnes qui sont privées d'une alimentation suffisante et de qualité. Et pourtant, plus de 30% de la production alimentaire est perdue ou gaspillée chaque année, du fait des mauvaises conditions de stockage et de transport, entraînant des pertes estimées à 40% de la production annuelle, fait-il remarquer.

M. Adou Bini Kouassi enseignant et responsable des centres régionaux d'appui à la société civile et à la collectivité, a présenté, quant à lui, la procédure d'assistance aux collectivités locales dans la définition de la politique de développement locale ; tout en dénonçant le fait que dans les zones minières les populations ne bénéficient toujours pas des actions sociales des entreprises.

Mme Gnoleba a, dans sa communication, présenté le modèle de Responsabilité sociétale de la multinationale IHS dont elle est la responsable du développement durable avec 35% du budget (7 milliards de dollars à l'éducation). Le personnel



Photo de famille avec la ministre Myss Belmonde.

bénéficie chaque année de formation et de plus. L'entreprise finance les études de jeunes étudiants à l'Université internationale de Grand Bassam (UIGB). Elle finance également les ONG légalement constituées. Ainsi 448 000 dollars (environ 275 millions FCFA ndlr) ont été octroyés aux ONG en 2022. L'IHS procède enfin à la réhabilitation de salles de classe et autres.

M. Frédéric Abé, coordinateur sectoriel du Programme pays de renforcement des capacités en Côte d'Ivoire (PPRC), a expliqué que le renforcement, dans ce cas d'espèce, consistera à acquérir des aptitudes pour mener à bien sa mission, pour orienter l'action et pour coacher. Pour lui, il ne s'agira plus de former pour de former mais plutôt former pour transformer.

Bien avant cette session, M. Fabrice Adelphe Balou responsable du Copilotage du pôle jeunesse Gsef et responsable de la plateforme Abewe, a expliqué l'orientation de sa politique face au contexte particulier post-crise. Il a donc opté pour l'Economie sociale et solidaire. Par le biais de sa plateforme ABEWE, le pôle jeunesse mène des actions génératrices de revenus. Pour l'heure, ces coopératives de jeunes s'organisent pour pouvoir transformer la production locale, chercher et trouver des marchés internationaux afin d'écouler leurs produits. Le choix de

l'économie sociale et solidaire consiste, pour lui, à restaurer la dignité humaine. Dr. Ando du ministère de la Cohésion Nationale, de la Solidarité et de la Lutte contre la Pauvreté a, à la suite de M. Balou, dénoncé l'absence de coordination et de cohérence entre les acteurs de l'Economie sociale et solidaire (ESS), entre le secteur public et le secteur privé. Faisant l'état des lieux des RSE, elle a également indiqué que les acteurs (ESS) ont du mal à accéder au financement, ce qui limite, à l'en croire, leur capacité à développer leurs activités et à créer des emplois.

L'absence d'accompagnement des acteurs des ESS par les structures étatiques et privées due parfois à l'insuffisance de formation de ces structures, constituaient des obstacles aux actions en faveur des populations démunies.

Elle a toutefois annoncé que le ministère travaille à la mise en place d'un cadre juridique des RSE.

La ministre Myss Belmonde Dogo, a rehaussé cet atelier de sa présence. Elle a exhorté les entreprises et l'administration publique à davantage de solidarité : « Soyez des coussins de sécurité dans les localités où vous êtes, en vue d'accompagner les populations. N'attendez pas d'abord de disposer de milliards pour aider », a-t-elle exhorté.

# Les Comités locaux de concertation Etat-secteur privé font le point de leurs activités



Photo de famille du Coordonateur du Pacaci avec les responsables des Comités locaux de Concertation.

Les Comités Locaux de Concertation Etat / Secteur Privé (CLCES) ont dressé le bilan de leurs activités, au cours du 5<sup>ème</sup> et dernier atelier de la JNP 2023. Cette activité s'est tenue le mardi 07 novembre 2023, à la salle San Pedro du Sofitel Abidjan Hôtel Ivoire, avec pour thème, le bilan et les perspectives du CLCES.

En présence de plusieurs acteurs du secteur public – privé, de structures et organisations non gouvernementales et de représentants régionaux, la session bilan et perspectives des plateformes locales de dialogue public – privé, a débuté, par le mot d'ouverture prononcé par Mariam FADIGA Fofana, Secrétaire Exécutif du CCESP.

Cette dernière a exprimé sa gratitude envers tous les participants présents, puis rappelé le contexte de la création des comités locaux. *“L'initiative de la mise en place des plateformes locales de dialogue public – privé, procède de la mise en œuvre de la recommandation de la stratégie nationale de dialogue public privé élaboré en 2017”*, a-t-elle évoqué avant de faire l'état des lieux des différentes collectivités locales mises en place par le CCESP. *“Conformément au programme de déploiement, sont opérationnels à ce jour, les Comités Locaux de Concertation Etat Secteur Privé de San-Pedro depuis le 19 décembre 2019, de Bouaké depuis le 15 décembre 2021, en attendant celui de Korhogo, en décembre 2023”*, a-t-elle révélé.

La mise en place de ces Comités Locaux (San -Pédro, Bouaké et Korhogo) par le CCESP vise à répondre au défi de renforcement de l'approche inclusive du Dialogue Public – Privé, par une prise en compte des spécificités locales et des préoccupations des entreprises. Elle vise également à améliorer le climat des affaires et leurs attractivités.

## LE BILAN DES CLCESP

En termes de partages d'expériences, les plateformes de San-Pedro et Bouaké ont organisé de nombreux ateliers portant sur des thématiques inhérentes aux préoccupations du secteur privé. Il s'agit de, l'élaboration du livre blanc, figurant au programme de la première édition des journées économiques de San – Pedro ; l'organisation en partenariat avec la Chambre de Commerce et d'Industrie de Côte d'Ivoire de la première édition des journées économiques de San – Pedro. Sans oublier les rencontres Business To Government ; ainsi que réflexions sur les tracasseries routières et anarchies constatées au sein des agences immobilières (Bouaké), pour ne citer que celles-là.

Concernant leurs difficultés, Bouaké a répertorié 412 préoccupations au nombre desquelles 333 ont été résolues, soit un taux de résolution de 81%.

A San – Pedro, les points relevés sont entre autres, la lenteur dans la réaction de certaines structures qui se réfèrent à leur siège à Abidjan, l'indisponibilité des recueils des données statistiques

régionales ; l'indisponibilité des services de la mairie de San–Pedro face à la problématique des taxes ODP.

La plateforme locale de Korhogo n'est pas encore opérationnelle, à cet effet, elle n'a pas encore mené d'activités. Toutefois, la représentante territoriale de Korhogo, Silué Fatoumata, a présenté des éléments d'installation et de prise de contact avec le CCESP.

## LES PERSPECTIVES ENVISAGÉES

Pour ces trois Plateformes Locales de Dialogue Public – Privé, le message est clair. Il s'agira d'élaborer un plan de travail 2024 du groupe de travail service et du groupe de travail industrie. Cela dans l'optique de rendre totalement opérationnelle la plateforme du secteur privé et inciter certains opérateurs à se réunir en groupements, lutter contre les tracasseries routières et aussi faciliter l'accès au crédit aux acteurs du secteur privé.

Selon l'arrêté interministériel du 26 septembre 2023, Le comité local de concertation Etat/secteur privé est dirigé par un bureau composé du Président (préfet de région), du premier vice – président (Président du conseil Régional), du deuxième vice – président (Maire de la commune, chef-lieu de région) et du troisième vice-président (Président de la délégation Régionale de la Chambre de commerce et d'industrie de Côte d'Ivoire).

## CÉRÉMONIE DE CLÔTURE

# 8 Prix du Dialogue Public Privé décernés



Intervention de Mariam FADIGA FOFANA Secrétaire Exécutif du CCESP.



Allocution de M. ZOUMANA Coulibaly 1<sup>er</sup> Vice-Président de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Côte d'Ivoire.



Allocution de Charles ZOKO SEBE, Président du Comité Scientifique de la JNP 2023

La cérémonie de clôture de la 6<sup>ème</sup> Journée Nationale du Partenariat (JNP) a été marquée par la remise des Prix du Dialogue Public-Privé (DPP).

Huit catégories ont été retenues par le comité scientifique dans le cadre de ces distinctions.

Le Prix du Dialogue Public-Privé de l'Administration publique a été décerné à la Direction Générale des Impôts (DGI).

Le Prix DPP du secteur privé est revenu à la Chambre de commerce européenne en Côte d'Ivoire (Eurocham).

Le comité de veille portuaire du Port autonome d'Abidjan a été distingué pour le Prix du Dialogue Public Privé du cadre paritaire sectoriel.

En termes d'innovation et en rapport avec la thématique centrale de la JNP 2023, deux prix en matière de RSE ont été décernés. Le premier a été attribué à la Petroci en tant qu'entreprise publique modèle dans ce domaine. Pour ce qui est de l'entreprise privée modèle en matière de RSE, ce prix est revenu au Groupe Sifca.

Des personnes physiques ont aussi été distinguées. Ainsi, le Prix Dialogue Public-Privé du point focal du Secrétariat exécutif du Comité de Concertation Etat-Secteur Privé (SE-Ccesp) a été décerné à M. Alex Bonny de la Direction Générale des Impôts (DGI).

MM. Benjamin Bassolé de l'Agence Ivoirienne de Presse (AIP) et Eric N'dah de la délégation régionale de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Côte d'Ivoire (CCI-CI), ont obtenu respectivement, le prix du point focal presse du SE-Ccesp et celui du Comité Local de Concertation.

Des Prix d'encouragement du dialogue public-privé ont également été décernés à la Lonaci, la BNI, la Sodeci et MTN CI, nominés dans la catégorie entreprises modèles en matière de RSE.

Les critères évoqués portaient sur les collaborations intersectorielles, l'innovation sociale aussi bien que l'impact communautaire.

Les récipiendaires se sont distingués dans l'animation du DPP, il en est de même des administrations et des organisations qui, dans leur quotidien ont contribué

à l'accompagnement du comité de concertation dans l'animation du dialogue public-privé.

Tenue à l'auditorium du Sofitel Hôtel Ivoire en présence des acteurs clés du monde des affaires du secteur

public, la remise des prix du Dialogue Public –Privé de la JNP, célèbre les collaborations fructueuses, l'esprit de collaboration et l'innovation dans le domaine du partenariat entre l'Etat et le secteur privé.

Enfin, la cérémonie de remise de Prix du DPP, consacre la promotion de la culture du partenariat en Côte d'Ivoire, ainsi que l'importance des alliances pour le développement durable et la croissance économique.

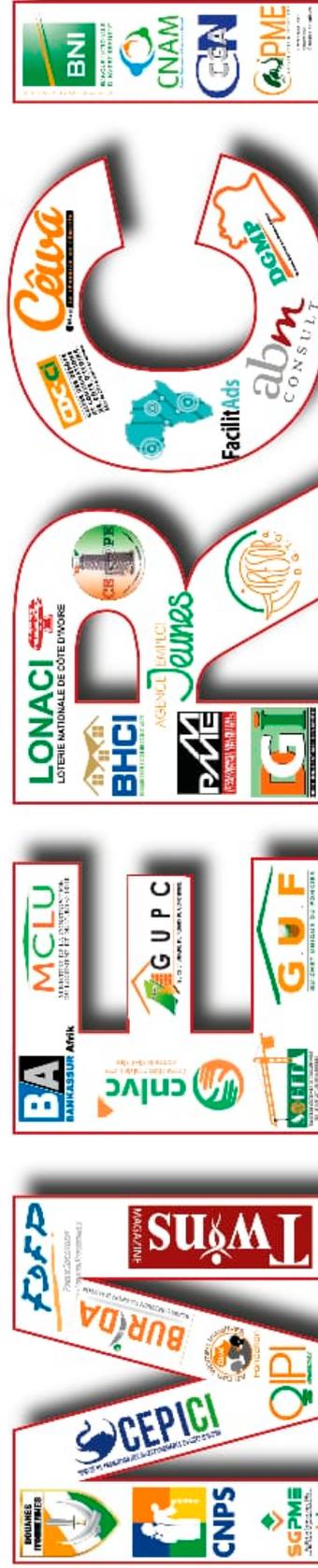


Remise de prix aux différents lauréats.

## Journée Nationale du Partenariat



# LE CCESP ET SES PARTENAIRES VOUS DISENT



**POUR LE RENDEZ-VOUS DU DIALOGUE PUBLIC-PRIVÉ**

**6<sup>ème</sup>**  
**ÉDITION**

**DU 06 AU 07**  
**NOVEMBRE 2023**

**Prochain rendez-vous**  
**2025**